

# COMPTES PUBLICS 2021-2022

VOLUME 2

Renseignements financiers  
sur le Fonds consolidé du  
revenu : Fonds général  
et fonds spéciaux



# COMPTES PUBLICS 2021-2022

**VOLUME 2**

Renseignements financiers  
sur le Fonds consolidé du  
revenu : Fonds général  
et fonds spéciaux

**Année financière terminée le 31 mars 2022**

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86  
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

**Comptes publics 2021-2022 – Volume 2**

**Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
Novembre 2022**

**ISSN 0706-2869 (Imprimé)  
ISSN 1925-1815 (PDF)**

**© Gouvernement du Québec, 2022**

## Table des matières

Avant-propos .....	1
Définitions.....	5

### Section A : Fonds général

#### 1. Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits

Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits.....	15
État de l'emploi des crédits .....	17

#### 2. Informations sommaires sur les revenus et dépenses

Sommaire des revenus et des dépenses des portefeuilles.....	25
Revenus des portefeuilles par catégories .....	26
Dépenses des portefeuilles par programmes et par missions .....	28
Dépenses des portefeuilles par supercatégories .....	38
Dépenses de transfert des portefeuilles par bénéficiaires et par catégories.....	40
Dépenses d'affectation à un fonds spécial des portefeuilles par catégories .....	42
Sommaire des supercatégories de dépenses et d'investissements relatives à la rémunération .....	43

#### 3. Revenus, crédits, dépenses et autres coûts par portefeuilles

Assemblée nationale.....	47
Personnes désignées par l'Assemblée nationale .....	59
Affaires municipales et Habitation.....	73
Agriculture, Pêcheries et Alimentation .....	89
Conseil du trésor et Administration gouvernementale.....	101
Conseil exécutif .....	117
Culture et Communications.....	135
Économie et Innovation .....	147
Éducation.....	161
Énergie et Ressources naturelles .....	181
Enseignement supérieur .....	193



Environnement et Lutte contre les changements climatiques .....	207
Famille.....	219
Finances .....	233
Forêts, Faune et Parcs .....	249
Immigration, Francisation et Intégration.....	261
Justice.....	273
Relations internationales et Francophonie.....	291
Revenu .....	303
Santé et Services sociaux.....	305
Sécurité publique .....	325
Tourisme.....	341
Transports.....	351
Travail, Emploi et Solidarité sociale .....	363

#### **4. Comptes à fin déterminée**

Revenus des comptes à fin déterminée.....	378
Dépenses par missions pour les comptes à fin déterminée.....	384
Dépenses par supercatégories pour les comptes à fin déterminée .....	390

### **Section B : Fonds spéciaux**

#### **1. Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées**

Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées .....	401
---	-----

#### **2. Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements de chacun des fonds spéciaux**

Affaires municipales et Habitation	
Fonds régions et ruralité .....	406
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	
Fonds de la cybersécurité et du numérique.....	408
Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux .....	409
Culture et Communications	
Fonds Avenir Mécénat Culture.....	412
Fonds du patrimoine culturel québécois .....	413

Économie et Innovation	
Capital ressources naturelles et énergie .....	416
Fonds du développement économique .....	417
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises .....	418
Éducation	
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique.....	420
Énergie et Ressources naturelles	
Fonds des ressources naturelles .....	422
Fonds de transition d'innovation et d'efficacité énergétiques .....	423
Fonds d'information sur le territoire.....	424
Enseignement supérieur	
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires .....	426
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	
Fonds d'électrification et de changements climatiques .....	428
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État.....	430
Famille	
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance .....	432
Finances	
Fonds de financement .....	434
Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux .....	435
Fonds des générations .....	436
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis.....	437
Fonds du centre financier de Montréal.....	438
Fonds du Plan Nord .....	439
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers .....	440
Fonds relatif à l'administration fiscale .....	441
Forêts, Faune et Parcs	
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier .....	444
Justice	
Fonds Accès Justice .....	448
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels .....	449
Fonds des registres du ministère de la Justice .....	450
Fonds du Tribunal administratif du Québec .....	451
Fonds relatif aux contrats publics.....	452

Santé et Services sociaux	
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis .....	454
Fonds de soutien aux proches aidants .....	455
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux .....	456
Sécurité publique	
Fonds de la région de la Capitale-Nationale .....	458
Fonds des services de police.....	459
Tourisme	
Fonds de partenariat touristique .....	462
Transports	
Fonds aérien .....	464
Fonds de gestion de l'équipement roulant .....	465
Fonds de la sécurité routière.....	466
Fonds des réseaux de transport terrestre .....	467
Travail, Emploi et Solidarité sociale	
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome .....	470
Fonds de développement du marché du travail .....	471
Fonds des biens et des services.....	472
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale .....	473
Fonds du Tribunal administratif du travail .....	474
Fonds québécois d'initiatives sociales .....	475
<b>3. Sommaire des états financiers des fonds spéciaux</b>	
Sommaire des états financiers des fonds spéciaux .....	478

## Avant-propos

Le volume 2 des Comptes publics est préparé par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Il présente des renseignements financiers portant sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux sections. La première section expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés à chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième section présente les revenus des fonds spéciaux ainsi que leurs dépenses et leurs investissements approuvés et réalisés.

### Contenu du volume 2

#### ***Section A : Fonds général***

Cette section rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, ou de celles dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale.

Cette section rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu<sup>1</sup>. L'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

L'information est présentée par portefeuilles, terme qui évoque soit l'Assemblée nationale, soit les personnes qu'elle désigne, soit un ensemble de programmes sous la responsabilité d'un ministre, soit les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation « Revenu »).

La comparaison des dépenses et autres coûts avec les crédits autorisés est conforme à la présentation dans le *Budget de dépenses 2021-2022*.

Le fonds général rend compte de ses opérations financières selon les conventions adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites dans les notes complémentaires des états financiers consolidés du gouvernement.

---

<sup>1</sup> Le ministre des Finances exerce également les fonctions du ministre du Revenu.

## Avant-propos (suite)

Pour les besoins du présent volume :

- les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003);
- les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus dans la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant au sens de la Loi soit un acompte sur l'impôt à payer, soit une somme payée en trop de l'impôt à payer;
- les gains ou les pertes pouvant résulter d'opérations de restructuration entre deux entités du fonds général sont comptabilisés à la dette nette, l'année suivant celle où l'opération a eu lieu. En effet, lorsque de telles restructurations ont lieu en cours d'année financière, elles ne sont pas reflétées immédiatement dans le volume 2 puisque la reddition de comptes s'effectue selon la structure budgétaire en vigueur lors de l'approbation parlementaire des crédits.

Certaines données de 2020-2021 ont été reclassées afin qu'elles soient conformes à la structure des portefeuilles et des programmes du *Budget de dépenses 2021-2022*. Les principales modifications apportées aux structures de programmes sont présentées aux pages 12 à 16 du *Budget de dépenses 2021-2022 – Crédits et dépenses des portefeuilles*.

La section A se divise en quatre parties.

- La première partie présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.
- La deuxième partie présente des informations sommaires sur les revenus et les dépenses de l'ensemble des portefeuilles.
- La troisième partie présente le détail des revenus, les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts de chacun des portefeuilles. On y trouve plus particulièrement :
  - les revenus présentés par catégories;
  - les crédits, les dépenses et les investissements, présentés par programmes;
  - les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
  - l'évolution des crédits initiaux par programmes;
  - les dépenses de transfert présentées par objets d'aide et par bénéficiaires;
  - les dépenses de transfert et les affectations à un fonds spécial ventilées par catégories de dépenses.

## Avant-propos (suite)

- La quatrième partie présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Un compte à fin déterminée est un mécanisme de gestion financière, prévu aux articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière, qui permet de comptabiliser dans un compte distinct des sommes, reçues d'un tiers et versées au fonds consolidé du revenu, et dont l'affectation est conditionnelle à leur utilisation pour le financement d'une activité particulière prévue dans un contrat ou une entente. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

### **Section B : Fonds spéciaux**

Cette section rend compte des opérations des fonds spéciaux. Un fonds spécial est un fonds institué en vertu d'une loi, afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

L'information sur chacun des fonds spéciaux est regroupée par portefeuilles. Les informations financières des fonds sont comptabilisées conformément à la Directive sur les conventions comptables du gouvernement, adoptée par le Conseil du trésor.

La section B se divise en trois parties.

- La première partie présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.
- La deuxième partie présente, pour chacun des fonds spéciaux, des informations sur les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que les prévisions pour ces différentes rubriques. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé du fonds.
- La troisième partie présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux et une conciliation de ces renseignements avec l'information sectorielle relative aux fonds spéciaux, présentée dans la section A du volume 1 des *Comptes publics 2021-2022*.

### **Arrondissement**

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

### **Structure des portefeuilles**

L'information présentée dans le volume 2 correspond aux portefeuilles et aux responsabilités établis dans le *Budget de dépenses 2021-2022*. Ainsi, les transferts de responsabilités à l'intérieur du fonds général et les modifications de noms de portefeuilles ayant pu être effectués au cours de l'année ne sont pas reflétés dans ce volume.

## Avant-propos (suite)

Entre la publication du *Budget de dépenses 2021-2022* et celle du *Budget de dépenses 2022-2023*, la modification suivante a été apportée :

- Les responsabilités concernant la cybersécurité et le numérique ont été transférées du portefeuille Conseil du trésor et Administration gouvernementale au portefeuille Cybersécurité et Numérique.

### Autres renseignements

#### Modification comptable – Paiements de transfert

Le gouvernement a modifié l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert dans ses comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2021. Ce changement consiste à comptabiliser les dépenses de transfert pour des infrastructures publiques selon la période de réalisation des travaux admissibles des bénéficiaires de ces transferts. Pour les années financières précédant celle se terminant le 31 mars 2021, le gouvernement les comptabilisait au rythme des versements autorisés par le Parlement, rythme qui correspondait généralement à l'échéancier de remboursement des emprunts contractés par les bénéficiaires pour réaliser les projets. Puisque les autorisations parlementaires de dépenser doivent être accordées selon une estimation du rythme de réalisation des travaux admissibles des bénéficiaires, des crédits votés et des autorisations de dépenser additionnels sont nécessaires.

Ce changement sera intégré au processus d'autorisation parlementaire habituel de façon progressive selon un plan de migration sur quatre ans établi à compter de 2022-2023. D'ici là, pour les ministères, les dépenses additionnelles de transfert sont comptabilisées dans le programme de gestion administrative de chacun des portefeuilles ministériels concernés sous un élément de programme distinct.

Pour 2021-2022, les approbations nécessaires pour financer les excédents des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de 2020-2021 relatifs à la modification de l'application de la norme comptable ont été octroyées à l'aide de crédits permanents par l'entremise des dispositions de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34). De plus, les dépenses additionnelles comptabilisées en 2021-2022 qui excèdent la provision inscrite au Fonds de suppléance à cet égard ont également été approuvées par l'entremise de cette loi.

Toujours pour 2021-2022, les approbations nécessaires pour financer les excédents des dépenses et des investissements des fonds spéciaux de 2020-2021 relatifs à la modification de l'application de la norme comptable ont été octroyées par l'entremise des dispositions de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34). Les dépenses additionnelles comptabilisées en 2021-2022 ont aussi été approuvées par l'entremise de cette loi.

## Définitions

### Crédits

- **Crédits autorisés**

Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer, à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi que d'assumer d'autres coûts.

- **Crédits permanents**

Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés, en vertu d'une loi particulière, que le Parlement n'a pas à voter annuellement. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus dans le budget de dépenses de l'année et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et d'autres coûts excédentaires.

- **Crédits votés**

Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés en vertu des lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Ils correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées.

### Supercatégories<sup>1</sup>

- **Rémunération**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, occasionnels et à temps partiel, y compris les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière pour exercer une fonction en relevant, le personnel qu'elle dirige, les juges ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

---

<sup>1</sup> SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses, des investissements et des autres coûts », volume 9, chapitre 2.



## Définitions (suite)

- **Fonctionnement**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert, d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut notamment le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de sites contaminés, l'amortissement des immobilisations, de même que les dépenses découlant d'une opération de restructuration. Elle comprend également les sommes pouvant être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet jusqu'à concurrence des sommes portées au débit du fonds pour des biens ou des services fournis à ce ministère ou à cet organisme.

- **Créances douteuses et autres provisions**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

- **Transfert**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour des dépenses effectuées dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement, ni des sommes pour lesquelles il s'attend à obtenir un remboursement ultérieurement comme dans le cas des prêts.

- **Affectation à un fonds spécial**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet. Ces sommes peuvent, notamment, pourvoir aux dépenses de rémunération et de fonctionnement ainsi qu'au coût de service de la dette d'un fonds spécial. Ne font pas partie de cette supercatégorie, les sommes allouées pouvant être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire pour des biens ou des services fournis à ce ministère ou à cet organisme que le fonds a servi à financer.

## Définitions (suite)

- Service de la dette

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les intérêts sur les dettes, l'amortissement des primes, des escomptes et des frais liés à l'émission d'emprunt et à la gestion des dettes ainsi que les gains et les pertes de change, incluant l'amortissement de ceux-ci. Elle comprend également les intérêts sur les obligations relatives aux régimes de retraite et aux autres avantages sociaux futurs. Enfin, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

- Immobilisations en ressources informationnelles

Cette supercatégorie est incluse dans le budget d'investissements. Elle comprend les sommes allouées pour les investissements encourus pour les immobilisations qui sont des développements informatiques ainsi que des équipements informatiques et bureautiques, soit pour leur acquisition, pour leur réalisation, laquelle comprend la conception jusqu'à l'implantation, de même que pour leur amélioration. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette » lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

- Immobilisations tangibles

Cette supercatégorie est incluse dans le budget d'investissements. Elle comprend les sommes allouées pour les investissements encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariats public-privé, à l'exclusion des immobilisations en ressources informationnelles. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette » lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

- Prêts, placements, avances et autres coûts

Cette supercatégorie comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et aux entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Sont également incluses dans cette supercatégorie les avances pour l'établissement ou le fonctionnement des fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement.

Elle comprend également l'inscription de stocks et des frais payés d'avance, les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et de services et les engagements financiers concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette ainsi que ceux découlant d'une opération de restructuration.

## Définitions (suite)

### Catégories<sup>1</sup>

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories de dépenses suivantes :

- « Transfert – Rémunération », qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé;
- « Transfert – Fonctionnement », qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et de l'enseignement supérieur;
- « Transfert – Capital », qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations;
- « Transfert – Intérêt », qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement;
- « Transfert – Support », qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert – Rémunération », « Transfert – Fonctionnement », « Transfert – Capital » et « Transfert – Intérêt »;
- « Affectation à un fonds spécial – Rémunération », qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées sur un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Fonctionnement », qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Capital », qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Intérêt », qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Support », qui comprend les affectations destinées à fournir aux bénéficiaires d'un programme géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services, un prêt ou un placement.

---

<sup>1</sup> SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses, des investissements et d'autres coûts », volume 9, chapitre 2.

## Définitions (suite)

### Investissements des fonds spéciaux

Les investissements des fonds spéciaux sont constitués des :

- immobilisations, qui comprennent les sommes allouées pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles en ressources informationnelles;
- prêts, placements, avances et autres coûts, qui comprennent les prêts, les fonds locaux et les avances autres que celles au fonds général du fonds consolidé du revenu, les placements à long terme consentis à des tiers sous forme d'actions et de mises de fonds, les dépôts à participation, les obligations et les billets. Sont également inclus les incidences des modifications comptables sur les années antérieures concernant des dépenses et des investissements nécessitant l'approbation du Parlement ainsi que les engagements financiers découlant d'une opération de restructuration.



# FONDS GÉNÉRAL



# **1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS**





## Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits

Année financière terminée le 31 mars 2022

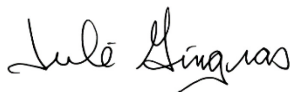
---

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits, lesquelles donnent lieu à des crédits votés, et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois, lesquelles donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements ainsi que des avances et à assumer d'autres coûts. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, des crédits peuvent être constitués par l'autorisation de mandats spéciaux en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses et d'assumer d'autres coûts sur des crédits permanents n'est pas limitée à la somme prévue dans le budget de dépenses. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf si leur report est autorisé par le gouvernement en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière.

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2022 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits de cette année financière n'a été constaté. Les crédits étaient suffisants pour l'inscription des dépenses et des autres coûts réalisés.

La sous-ministre des Finances,



Julie Gingras

La contrôlease des finances,



Lucie Pageau, CPA

Québec, le 1<sup>er</sup> novembre 2022



# ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1)	CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2)	AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS			=	EXCÉDENTS
			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés		
Assemblée nationale	152 194	146 152			6 042		
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	137 330	130 331			6 999		
Affaires municipales et Habitation	6 279 408	6 273 221			6 187		
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 110 150	1 100 556			9 593		
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 202 161	1 195 455			6 706		
Conseil exécutif	728 935	718 949			9 986		
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	2 329 694	2 329 364			330		
Économie et Innovation	1 816 521	1 673 165			143 356		
Éducation	30 632 723	30 632 477			246		
Énergie et Ressources naturelles	159 589	159 589					
Enseignement supérieur	14 404 838	14 281 742			123 096		
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	531 094	531 069			25		
Famille	3 567 148	3 566 968			181		
Finances (excluant le service de la dette)	214 501	206 431			8 070		
Forêts, Faune et Parcs	1 001 285	1 001 285			1		
Immigration, Francisation et Intégration	388 084	369 212			18 872		
Justice	1 309 559	1 309 258			301		
Relations internationales et Francophonie	153 799	153 622			177		
Santé et Services sociaux	74 986 234	73 017 176			1 969 058		
Sécurité publique	1 999 150	1 999 092			58		
Tourisme	824 482	823 482	1 000				
Transports	9 163 705	9 163 705					
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 665 362	4 375 173			290 189		
	157 757 946	155 157 473	1 000	-	2 599 473		-
Culture et Communications (service de la dette)	3 039	3 039					
Finances (service de la dette)	6 468 755	6 460 772			7 983		
<b>Total</b>	<b>164 229 740</b>	<b>161 621 284</b>	<b>1 000</b>	<b>-</b>	<b>2 607 456</b>		<b>-</b>
Votés	80 331 308	78 928 948	1 000		1 401 360		
Permanents	83 898 432	82 692 336			1 206 096		
<b>Total</b>	<b>164 229 740</b>	<b>161 621 284</b>	<b>1 000</b>	<b>-</b>	<b>2 607 456</b>		<b>-</b>
Dépenses	122 204 392	120 193 112	1 000		2 010 280		
Investissements :							
Prêts, placements, avances et autres coûts	41 705 740	41 133 914			571 826		
Immobilisations tangibles	192 622	176 907			15 714		
Immobilisations en ressources informationnelles	126 987	117 351			9 636		
<b>Total</b>	<b>164 229 740</b>	<b>161 621 284</b>	<b>1 000</b>	<b>-</b>	<b>2 607 456</b>		<b>-</b>

**TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	+	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	TOTAL
Assemblée nationale	153 654		(1 461)						152 194
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	132 973		162		4 191		4		137 330
Affaires municipales et Habitation	2 574 437		3 304 924		400 047				6 279 408
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 100 395		9 648				106		1 110 150
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	8 556 048				(7 418 019)		64 132		1 202 161
Conseil exécutif	675 654		34 579		18 556		147		728 935
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	853 793		1 274 229		201 672				2 329 694
Économie et Innovation	1 505 511		141 559		159 835		9 616		1 816 521
Éducation	15 566 281		13 944 869		1 090 544		31 029		30 632 723
Énergie et Ressources naturelles	121 679		6 632		31 229		49		159 589
Enseignement supérieur	8 034 560		6 347 812		7 629		14 836		14 404 838
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	319 782		34 034		177 278				531 094
Famille	2 976 230		455 596		135 323				3 567 148
Finances (excluant le service de la dette)	176 290				34 625		3 587		214 501
Forêts, Faune et Parcs	577 159		330 696		68 860		24 571		1 001 285
Immigration, Francisation et Intégration	528 838		28 016		(168 769)				388 084
Justice	1 179 517		3 613		29 561		96 868		1 309 559
Relations internationales et Francophonie	130 726				22 968		105		153 799
Santé et Services sociaux	47 612 836		16 528 457		3 234 756		7 610 186		74 986 234
Sécurité publique	1 758 733		131 425		108 963		30		1 999 150
Tourisme	215 712		518 152		90 619				824 482
Transports	1 355 558		6 120 092		1 687 494		561		9 163 705
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 561 368		4 726		82 640		16 628		4 665 362
	100 667 730		49 217 760		-		7 872 456		157 757 946
Culture et Communications (service de la dette)	3 039								3 039
Finances (service de la dette)	6 261 000						207 755		6 468 755
<b>Total</b>	<b>106 931 769</b>		<b>49 217 760</b>		<b>-</b>		<b>8 080 211</b>		<b>164 229 740</b>
Votés	80 266 968		64 340						80 331 308
Permanents	26 664 801		49 153 420				8 080 211		83 898 432
<b>Total</b>	<b>106 931 769</b>		<b>49 217 760</b>		<b>-</b>		<b>8 080 211</b>		<b>164 229 740</b>
Dépenses	103 071 794		8 627 853		2 829 417		7 675 329		122 204 392
Investissements :									
Prêts, placements, avances et autres coûts	3 438 552		40 591 897		(2 729 590)		404 882		41 705 740
Immobilisations tangibles	274 073		(635)		(80 816)				192 622
Immobilisations en ressources informationnelles	147 351		(1 354)		(19 010)				126 987
<b>Total</b>	<b>106 931 769</b>		<b>49 217 760</b>		<b>-</b>		<b>8 080 211</b>		<b>164 229 740</b>

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	(1)	(1)	VOTÉS AU COURS D'ANNÉES		
	VOTÉS +	PERMANENTS +	ANTÉRIEURES		TOTAL
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an (1)	
Assemblée nationale		153 654			153 654
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	61 461	71 512			132 973
Affaires municipales et Habitation	2 574 427	10			2 574 437
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 100 386	10			1 100 395
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	8 150 094	405 954			8 556 048
Conseil exécutif	673 750	1 904			675 654
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	853 783	10			853 793
Économie et Innovation	1 505 482	29			1 505 511
Éducation	14 461 204	1 105 077			15 566 281
Énergie et Ressources naturelles	121 669	10			121 679
Enseignement supérieur	7 835 201	199 359			8 034 560
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	319 747	35			319 782
Famille	2 750 620	210		225 400	2 976 230
Finances (excluant le service de la dette)	166 787	9 502			176 290
Forêts, Faune et Parcs	552 054	25 105			577 159
Immigration, Francisation et Intégration	528 828	10			528 838
Justice	903 974	275 542			1 179 517
Relations internationales et Francophonie	130 626	100			130 726
Santé et Services sociaux	29 496 032	18 116 804 (2)			47 612 836
Sécurité publique	1 725 330	33 403			1 758 733
Tourisme	215 702	10			215 712
Transports	1 355 513	44			1 355 558
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 555 858	5 510			4 561 368
	80 038 529	20 403 801	-	225 400	100 667 730
Culture et Communications (service de la dette)	3 039				3 039
Finances (service de la dette)		6 261 000			6 261 000
Total	80 041 568 (3)	26 664 801	-	225 400	106 931 769
Dépenses	76 211 682	26 634 712		225 400	103 071 794
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	3 438 452	100			3 438 552
Immobilisations tangibles	258 153	15 920			274 073
Immobilisations en ressources informationnelles	133 282	14 070			147 351
Total	80 041 568	26 664 801	-	225 400	106 931 769

(1) Ces crédits apparaissent dans le Budget de dépenses 2021-2022.

(2) Cette somme inclut des crédits évalués à 8 398 000 k\$ sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(3) Les crédits votés ont été autorisés en vertu des lois suivantes :

Loi n° 1 sur les crédits, 2021-2022 (L.Q. 2021, c. 9)

21 989 293 k\$

Loi n° 2 sur les crédits, 2021-2022 (L.Q. 2021, c. 12)

58 052 275 k\$

**80 041 568 k\$**

TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET	+	ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION	+	ALLOUÉS PAR DÉCISIONS <sup>(1)</sup>	=	TOTAL
Assemblée nationale					(1 461)		(1 461)
Personnes désignées par l'Assemblée nationale					162		162
Affaires municipales et Habitation	2 331				3 302 593		3 304 924
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	9 648						9 648
Conseil du trésor et Administration gouvernementale							
Conseil exécutif					34 579		34 579
Culture et Communications (excluant le service de la dette)					1 274 229		1 274 229
Économie et Innovation					141 559		141 559
Éducation					13 944 869		13 944 869
Énergie et Ressources naturelles					6 632		6 632
Enseignement supérieur					6 347 812		6 347 812
Environnement et Lutte contre les changements climatiques					34 034		34 034
Famille					455 596		455 596
Finances (excluant le service de la dette)							
Forêts, Faune et Parcs	13 133				317 563		330 696
Immigration, Francisation et Intégration	28 016						28 016
Justice	3 613						3 613
Relations internationales et Francophonie							
Santé et Services sociaux					16 528 457		16 528 457
Sécurité publique	1 580				129 844		131 425
Tourisme					518 152		518 152
Transports	1 293				6 118 799		6 120 092
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 726						4 726
<b>Total</b>	<b>64 340</b>		<b>-</b>		<b>49 153 420</b>		<b>49 217 760</b>
 Votés	 64 340						 64 340
Permanents					49 153 420		49 153 420
<b>Total</b>	<b>64 340</b>		<b>-</b>		<b>49 153 420</b>		<b>49 217 760</b>
 Dépenses	 64 340				 8 563 512		 8 627 853
Investissements :							
Prêts, placements, avances et autres coûts					40 591 897		40 591 897
Immobilisations tangibles					(635)		(635)
Immobilisations en ressources informationnelles					(1 354)		(1 354)
<b>Total</b>	<b>64 340</b>		<b>-</b>		<b>49 153 420</b>		<b>49 217 760</b>

(1) Les crédits complémentaires alloués par décisions représentent des crédits autorisés en vertu :  
 – d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement;  
 – de dispositions d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus;  
 – de nouvelles lois autorisant le gouvernement à prendre les sommes requises dans le fonds consolidé du revenu.

**TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS			+	DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS	=	TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles				
Assemblée nationale	8	5 057	5 815		135 272		146 152
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		7 023	5 835		117 473		130 331
Affaires municipales et Habitation	3 079 016	420	2 233		3 191 550		6 273 221
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		2 835	5 374		1 092 347		1 100 556
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		749	2 726		1 191 980		1 195 455
Conseil exécutif	34 579	58	399		683 914		718 949
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	1 267 637	970	2 737		1 058 020		2 329 364
Économie et Innovation	189 872	1	730		1 482 562		1 673 165
Éducation	12 145 138		11 725		18 475 614		30 632 477
Énergie et Ressources naturelles	6 632	16	1 639		151 303		159 589
Enseignement supérieur	6 226 775		2 462		8 052 506		14 281 742
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	4	24 730	10 771		495 564		531 069
Famille		40	10 769		3 556 158		3 566 968
Finances (excluant le service de la dette)		13	483		205 934		206 431
Forêts, Faune et Parcs	262 110	23 089	2 124		713 961		1 001 285
Immigration, Francisation et Intégration			7 404		361 808		369 212
Justice		556	28 006		1 280 696		1 309 258
Relations internationales et Francophonie	1 403	991	472		150 755		153 622
Santé et Services sociaux	16 941 216	21	692		56 075 246		73 017 176
Sécurité publique	129 208	11 363	8 707		1 849 813		1 999 092
Tourisme	445 472				378 010		823 482
Transports	404 842	98 619	6 245		8 653 999		9 163 705
Travail, Emploi et Solidarité sociale	1	355			4 374 816		4 375 173
	41 133 914	176 907	117 351		113 729 301		155 157 473
Culture et Communications (service de la dette)					3 039		3 039
Finances (service de la dette)					6 460 772		6 460 772
<b>Total</b>	<b>41 133 914</b>	<b>176 907</b>	<b>117 351</b>		<b>120 193 112</b>		<b>161 621 284</b>
Votés	137 127	164 840	107 677		78 519 304		78 928 948
Permanents	40 996 786	12 068	9 674		41 673 808		82 692 336
<b>Total</b>	<b>41 133 914</b>	<b>176 907</b>	<b>117 351</b>		<b>120 193 112</b>		<b>161 621 284</b>





## **2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET LES DÉPENSES**



## SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	REVENUS	DÉPENSES
Assemblée nationale	(26)	143 104
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	358	120 979
Affaires municipales et Habitation	11 834	3 196 041
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	19 724	1 142 493
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	304	1 133 001
Conseil exécutif	45 190	677 152
Culture et Communications	4 750	1 056 074
Économie et Innovation	12 032	1 572 082
Éducation	194 595	18 481 759
Énergie et Ressources naturelles	5 723	153 473
Enseignement supérieur	31 993	8 009 414
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	4 547	511 481
Famille	23 960	3 567 789
Finances	38 085 793	6 606 374
Forêts, Faune et Parcs	164 608	728 031
Immigration, Francisation et Intégration	747 659	365 459
Justice	232 982	1 296 462
Relations internationales et Francophonie	292	153 790
Revenu	64 130 480	
Santé et Services sociaux	1 290 618	55 781 600
Sécurité publique	38 487	1 859 841
Tourisme		366 511
Transports	74 541	8 682 580
Travail, Emploi et Solidarité sociale	914 197	4 375 266
<b>Total</b>	<b>106 034 640</b>	<b>119 980 757</b>
Crédits votés utilisés		78 519 304
Crédits permanents utilisés		41 673 808
<b>Total des dépenses nécessitant des crédits</b>		<b>120 193 112</b>
Amortissement des immobilisations		162 767
Amortissement d'un avantage incitatif		(69)
Consommation de frais payés d'avance		25
Consommation de stocks		13 190
Dépenses de transfert ne nécessitant pas de crédits		128 950 <sup>(1)</sup>
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette		(61 398)
Opération de restructuration		40 950
Variation à la baisse de la dépense		(39 583)
Variation à la baisse de provisions		(457 188)
<b>Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits</b>		<b>(212 355)</b>
<b>Total</b>		<b>119 980 757</b>

(1) Cette somme représente des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans l'année financière antérieure, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

## REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	IMPÔT SUR LE REVENU ET LES BIENS +	TAXES À LA CONSOMMATION +	DROITS ET PERMIS +
1 Assemblée nationale			
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3 Affaires municipales et Habitation			4 931
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation			15 996
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6 Conseil exécutif			
7 Culture et Communications			977
8 Économie et Innovation			2 341
9 Éducation			1
10 Énergie et Ressources naturelles			1 323
11 Enseignement supérieur			
12 Environnement et Lutte contre les changements climatiques			
13 Famille			22 130
14 Finances	9 161 750		
15 Forêts, Faune et Parcs			161 265
16 Immigration, Francisation et Intégration			44 413
17 Justice			3 841
18 Relations internationales et Francophonie			
19 Revenu	39 567 741	23 906 322	49 982
20 Santé et Services sociaux			2 524
21 Sécurité publique			25 649
22 Transports			50 452
23 Travail, Emploi et Solidarité sociale			36 038
<b>Total</b>	<b>48 729 492</b>	<b>23 906 322</b>	<b>421 863</b>

Note : Les informations financières dans ce sommaire excluent les sommes inscrites dans les comptes à fin déterminée (voir la partie 4 de la section A).

- (1) La quote-part totale du gouvernement dans les revenus provenant de ses entreprises s'élève à 5 959 690 k\$ en 2021-2022 (4 490 751 k\$ en 2020-2021). Ce montant inclut une somme de 703 000 k\$ en 2021-2022 (597 000 k\$ en 2020-2021) consacrée au Fonds des générations, une somme de 75 709 k\$ en 2021-2022 (66 504 k\$ en 2020-2021) consacrée au Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis et une somme de 222 438 k\$ en 2021-2022 (161 288 k\$ en 2020-2021) consacrée au Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux. Les entreprises du gouvernement ont déclaré des dividendes de 5 216 878 k\$ en 2021-2022 (3 445 272 k\$ en 2020-2021), dont 4 215 731 k\$ en 2021-2022 (2 620 480 k\$ en 2020-2021) ont été affectés au fonds général.

<sup>(1)</sup>					
REVENUS DIVERS +	REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT =	TOTAL DES REVENUS AUTONOMES +	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL =	TOTAL DES REVENUS 2022	TOTAL DES REVENUS 2021
(26)		(26)		(26)	537
358		358		358	1 185
6 904		11 834		11 834	6 863
3 729		19 724		19 724	22 317
304		304		304	292
1 489		1 489	43 700	45 190	331 439
3 773		4 750		4 750	3 793
9 691		12 032		12 032	32 174
8 131		8 131	186 464	194 595	200 999
4 400		5 723		5 723	32 494
31 993		31 993		31 993	26 666
4 547		4 547		4 547	432
1 830		23 960		23 960	26 069
265 585	4 958 543	14 385 878	23 699 916	38 085 793	37 560 028
3 343		164 608		164 608	45 585
6 196		50 609	697 049	747 659	719 499
193 762		197 603	35 379	232 982	192 019
292		292		292	677
606 435		64 130 480		64 130 480	55 326 043
382 425		384 949	905 668	1 290 618	620 852
12 838		38 487		38 487	30 042
19 969		70 421	4 120	74 541	65 098
75 914		111 952	802 245	914 197	867 203
<b>1 643 880</b>	<b>4 958 543</b>	<b>79 660 099</b>	<b>26 374 541</b>	<b>106 034 640</b>	<b>96 112 308</b>

## DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
<b>ASSEMBLÉE NATIONALE</b>			
1 Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires			
2 Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale			
3 Services statutaires aux parlementaires			
<b>Total du portefeuille</b>	-	-	-
<b>PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE</b>			
4 Le Protecteur du citoyen			
5 Le Vérificateur général			
6 Administration du système électoral			
7 Le Commissaire au lobbying			
8 Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
<b>Total du portefeuille</b>	-	-	-
<b>AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION</b>			
9 Soutien aux activités ministérielles			223 577
10 Modernisation des infrastructures municipales			452 569
11 Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités			
12 Développement des régions et des territoires			269 285
13 Promotion et développement de la région métropolitaine			145 067
14 Commission municipale du Québec			
15 Habitation			1 180 107
<b>Total du portefeuille</b>	-	-	<b>2 270 606</b>
<b>AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION</b>			
16 Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			729 464
17 Organismes d'État			413 029
<b>Total du portefeuille</b>	-	-	<b>1 142 493</b>
<b>CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE</b>			
18 Soutien au Conseil du trésor			
19 Soutien aux fonctions gouvernementales			
20 Commission de la fonction publique			
21 Régimes de retraite et d'assurances			
22 Fonds de suppléance			
<b>Total du portefeuille</b>	-	-	-

<b>SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES</b> +	<b>GOVERNE ET JUSTICE</b> +	<b>SERVICE DE LA DETTE</b> =	<b>TOTAL 2022</b>	<b>TOTAL 2021</b>	
	11 191		11 191	11 041	1
	64 282		64 282	62 736	2
	67 631		67 631	69 207	3
<b>-</b>	<b>143 104</b>	<b>-</b>	<b>143 104</b>	<b>142 984</b>	
	20 481		20 481	19 270	4
	37 905		37 905	35 174	5
	56 857		56 857	44 118	6
	4 072		4 072	3 666	7
	1 663		1 663	1 514	8
<b>-</b>	<b>120 979</b>	<b>-</b>	<b>120 979</b>	<b>103 743</b>	
	69 028		292 605	179 186	9
			452 569	403 313	10
	846 473		846 473	1 650 526	11
			269 285	252 318	12
			145 067	143 586	13
	9 934		9 934	9 057	14
			1 180 107	969 913	15
<b>-</b>	<b>925 435</b>	<b>-</b>	<b>3 196 041</b>	<b>3 607 899</b>	
			729 464	660 952	16
			413 029	403 178	17
<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 142 493</b>	<b>1 064 130</b>	
	94 609		94 609	89 422	18
	562 398		562 398	602 166	19
	4 930		4 930	4 592	20
	471 064		471 064	438 929	21
					22
<b>-</b>	<b>1 133 001</b>	<b>-</b>	<b>1 133 001</b>	<b>1 135 110</b>	



# DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
<b>CONSEIL EXÉCUTIF</b>			
23 Cabinet du lieutenant-gouverneur			
24 Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
25 Relations canadiennes			
26 Affaires autochtones			
27 Jeunesse			
28 Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques			
29 Relations avec les Québécois d'expression anglaise			
30 Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité			
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>CULTURE ET COMMUNICATIONS</b>			
31 Direction, administration et soutien à la mission		60 805	
32 Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine		992 230	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>1 053 035</b>	<b>-</b>
<b>ÉCONOMIE ET INNOVATION</b>			
33 Direction et administration			56 467
34 Développement de l'économie			729 733
35 Développement de la science, de la recherche et de l'innovation			337 231
36 Interventions relatives au Fonds du développement économique			194 095
37 Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			254 557
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 572 082</b>
<b>ÉDUCATION</b>			
38 Administration		2 517 611	
39 Soutien aux organismes		114 156	
40 Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal		1 492 309	
41 Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire		13 065 151	
42 Développement du loisir et du sport		134 429	
43 Régimes de retraite		1 136 038	
44 Condition féminine			
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>18 459 694</b>	<b>-</b>

<b>SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES</b> +	<b>GOVERNE ET JUSTICE</b> +	<b>SERVICE DE LA DETTE</b> =	<b>TOTAL 2022</b>	<b>TOTAL 2021</b>	
	705		<b>705</b>	713	23
	111 797		<b>111 797</b>	114 066	24
	13 853		<b>13 853</b>	13 873	25
	351 345		<b>351 345</b>	293 034	26
	58 071		<b>58 071</b>	52 988	27
	10 954		<b>10 954</b>	10 144	28
	12 515		<b>12 515</b>	9 903	29
	117 912		<b>117 912</b>	700 250	30
<b>-</b>	<b>677 152</b>	<b>-</b>	<b>677 152</b>	<b>1 194 971</b>	
		3 039	<b>63 844</b>	24 405	31
			<b>992 230</b>	1 088 051	32
<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 039</b>	<b>1 056 074</b>	<b>1 112 456</b>	
			<b>56 467</b>	1 712	33
			<b>729 733</b>	629 188	34
			<b>337 231</b>	383 297	35
			<b>194 095</b>	474 675	36
			<b>254 557</b>	225 282	37
<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 572 082</b>	<b>1 714 154</b>	
			<b>2 517 611</b>	1 760 260	38
			<b>114 156</b>	104 691	39
			<b>1 492 309</b>	1 517 828	40
			<b>13 065 151</b>	12 208 909	41
			<b>134 429</b>	206 819	42
			<b>1 136 038</b>	1 119 734	43
22 065			<b>22 065</b>	22 564	44
<b>22 065</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>18 481 759</b>	<b>16 940 804</b>	

# DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
<b>ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES</b>			
45 Gestion des ressources naturelles			153 473
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>153 473</b>
<b>ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>			
46 Administration		268 456	
47 Soutien aux organismes		46 712	
48 Aide financière aux études		774 044	
49 Enseignement supérieur		6 726 346	
50 Régimes de retraite		193 857	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>8 009 414</b>	<b>-</b>
<b>ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</b>			
51 Protection de l'environnement			505 665
52 Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			5 816
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>511 481</b>
<b>FAMILLE</b>			
53 Planification, recherche et administration			
54 Mesures d'aide à la famille			
55 Services de garde			
56 Curateur public			
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>FINANCES</b>			
57 Direction et administration			
58 Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière			
59 Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits			
60 Service de la dette			
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>FORÊTS, FAUNE ET PARCS</b>			
61 Direction et administration			63 086
62 Gestion des ressources forestières			494 078
63 Gestion des ressources fauniques et des parcs			170 867
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>728 031</b>
<b>IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION</b>			
64 Direction et soutien aux activités du Ministère		54 527	
65 Immigration, francisation et intégration		310 932	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>365 459</b>	<b>-</b>

<b>SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES</b> +	<b>GOVERNE ET JUSTICE</b> +	<b>SERVICE DE LA DETTE</b> =	<b>TOTAL 2022</b>	<b>TOTAL 2021</b>	
			153 473	234 382	45
-	-	-	153 473	234 382	
			268 456	170 832	46
			46 712	49 891	47
			774 044	717 636	48
			6 726 346	6 509 479	49
			193 857	189 062	50
-	-	-	8 009 414	7 636 900	
			505 665	271 110	51
			5 816	6 729	52
-	-	-	511 481	277 838	
494 210			494 210	51 999	53
119 131			119 131	145 628	54
2 862 473			2 862 473	2 729 858	55
91 975			91 975	83 653	56
3 567 789	-	-	3 567 789	3 011 138	
	35 699		35 699	27 517	57
	138 762		138 762	419 140	58
	32 538		32 538	31 820	59
		6 399 374	6 399 374	5 433 978	60
-	207 000	6 399 374	6 606 374	5 912 456	
			63 086	50 597	61
			494 078	553 084	62
			170 867	182 921	63
-	-	-	728 031	786 602	
			54 527	54 712	64
			310 932	283 242	65
-	-	-	365 459	337 954	

# DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
<b>JUSTICE</b>			
66 Administration de la justice			
67 Activité judiciaire			
68 Justice administrative			
69 Indemnisation et reconnaissance			
70 Autres organismes relevant du ministre			
71 Poursuites criminelles et pénales			
72 Langue française		51 395	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>51 395</b>	<b>-</b>
<b>RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE</b>			
73 Direction et administration			19 359
74 Affaires internationales			134 431
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>153 790</b>
<b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>			
75 Fonctions de coordination	4 424 296		
76 Services dispensés à la population	40 432 031		
77 Office des personnes handicapées du Québec	12 952		
78 Régie de l'assurance maladie du Québec	10 880 938		
79 Condition des Aînés			
<b>Total du portefeuille</b>	<b>55 750 217</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>			
80 Direction et administration			
81 Services de la Sûreté du Québec			
82 Gestion du système correctionnel			
83 Sécurité et prévention			
84 Expertises scientifiques et médico-légales			
85 Encadrement et surveillance			
86 Promotion et développement de la Capitale-Nationale			73 571
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>73 571</b>
<b>TOURISME</b>			
87 Direction, administration et gestion des programmes			76 198
88 Développement du tourisme			163 528
89 Organismes relevant du ministre			126 785
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>366 511</b>
<b>TRANSPORTS</b>			
90 Infrastructures et systèmes de transport			2 898 655
91 Administration et services corporatifs			5 783 926
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 682 580</b>

<b>SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES</b> +	<b>GOVERNE ET JUSTICE</b> +	<b>SERVICE DE LA DETTE</b> =	<b>TOTAL 2022</b>	<b>TOTAL 2021</b>	
	450 076		<b>450 076</b>	401 421	66
	158 490		<b>158 490</b>	129 052	67
	20 684		<b>20 684</b>	17 904	68
226 734			<b>226 734</b>	174 016	69
210 888			<b>210 888</b>	216 362	70
	178 196		<b>178 196</b>	161 547	71
			<b>51 395</b>	56 394	72
<b>437 623</b>	<b>807 445</b>	<b>-</b>	<b>1 296 462</b>	<b>1 156 696</b>	
			<b>19 359</b>	19 004	73
			<b>134 431</b>	98 017	74
<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>153 790</b>	<b>117 021</b>	
			<b>4 424 296</b>	3 637 890	75
			<b>40 432 031</b>	37 137 994	76
			<b>12 952</b>	12 888	77
			<b>10 880 938</b>	10 643 526	78
31 383			<b>31 383</b>	25 634	79
<b>31 383</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>55 781 600</b>	<b>51 457 931</b>	
	72 763		<b>72 763</b>	122 866	80
	811 972		<b>811 972</b>	782 592	81
	558 808		<b>558 808</b>	543 796	82
	260 584		<b>260 584</b>	260 198	83
	29 591		<b>29 591</b>	26 118	84
	52 553		<b>52 553</b>	48 062	85
			<b>73 571</b>	89 901	86
<b>-</b>	<b>1 786 270</b>	<b>-</b>	<b>1 859 841</b>	<b>1 873 535</b>	
			<b>76 198</b>	23 663	87
			<b>163 528</b>	190 946	88
			<b>126 785</b>	142 132	89
<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>366 511</b>	<b>356 741</b>	
			<b>2 898 655</b>	2 768 329	90
			<b>5 783 926</b>	84 463	91
<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 682 580</b>	<b>2 852 792</b>	

# DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
<b>TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE</b>			
92 Gouvernance, administration et services à la clientèle			
93 Mesures d'aide financière			
94 Mesures d'aide à l'emploi			888 176
<b>Total du portefeuille</b>	-	-	888 176
<b>TOTAL AU 31 MARS 2022</b>	<b>55 750 217</b>	<b>27 938 997</b>	<b>16 542 794</b>
<b>TOTAL AU 31 MARS 2021</b>	<b>51 432 297</b>	<b>26 058 793</b>	<b>10 342 355</b>

<b>SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES</b> +	<b>GOUVERNE ET JUSTICE</b> +	<b>SERVICE DE LA DETTE</b> =	<b>TOTAL 2022</b>	<b>TOTAL 2021</b>	
576 186			<b>576 186</b>	589 543	92
2 910 904			<b>2 910 904</b>	2 953 258	93
			<b>888 176</b>	955 135	94
<b>3 487 089</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 375 266</b>	<b>4 497 935</b>	
<b>7 545 949</b>	<b>5 800 385</b>	<b>6 402 413</b>	<b>119 980 757</b>		
<b>6 992 515</b>	<b>7 263 083</b>	<b>5 437 129</b>		<b>107 526 172</b>	



## DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS +
1 Assemblée nationale	104 806	38 277	
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	82 599	25 597	4
3 Affaires municipales et Habitation	82 442	26 983	
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	131 279	104 707	700
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	875 335	164 394	
6 Conseil exécutif	123 664	31 112	28
7 Culture et Communications	33 742	29 799	174
8 Économie et Innovation	51 338	46 201	(11 329)
9 Éducation	96 870	213 645	
10 Énergie et Ressources naturelles	33 697	19 495	(177)
11 Enseignement supérieur	50 894	29 693	(7 351)
12 Environnement et Lutte contre les changements climatiques	133 121	216 630	
13 Famille	105 822	92 218	19
14 Finances	56 285	36 812	1 065
15 Forêts, Faune et Parcs	145 555	146 320	(3 677)
16 Immigration, Francisation et Intégration	134 855	83 718	
17 Justice	562 476	272 519	16 349
18 Relations internationales et Francophonie	66 279	24 612	
19 Santé et Services sociaux	103 901	1 305 989	
20 Sécurité publique	866 751	413 218	60
21 Tourisme			
22 Transports	124 862	447 670	586
23 Travail, Emploi et Solidarité sociale	162 358	66 814	22 078
<b>Total</b>	<b>4 128 932</b>	<b>3 836 426</b>	<b>18 528</b>
Crédits votés	3 423 852	2 274 150	20 449
Crédits permanents	739 581	1 385 248	64 534
<b>Total des dépenses nécessitant des crédits</b>	<b>4 163 432</b>	<b>3 659 398</b>	<b>84 983</b>
Amortissement des immobilisations		162 767	
Amortissement d'un avantage incitatif		(69)	
Consommation de frais payés d'avance		25	
Consommation de stocks		125	
Dépenses de transfert ne nécessitant pas de crédits			
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette			
Opération de restructuration		40 950	
Variation à la baisse de la dépense			
Variation à la baisse de provisions	(34 500)	(26 772)	(66 455)
<b>Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits</b>	<b>(34 500)</b>	<b>177 027</b>	<b>(66 455)</b>
<b>Total</b>	<b>4 128 932</b>	<b>3 836 426</b>	<b>18 528</b>

(1) Cette somme représente des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans l'année financière antérieure, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

<b>TRANSFERT</b>	<b>+</b>	<b>AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</b>	<b>+</b>	<b>SERVICE DE LA DETTE</b>	<b>=</b>	<b>TOTAL 2022</b>	<b>TOTAL 2021</b>	
20						143 104	142 984	1
12 779						120 979	103 743	2
2 819 115		267 500				3 196 041	3 607 899	3
905 806						1 142 493	1 064 130	4
82 245		11 027				1 133 001	1 135 110	5
522 349						677 152	1 194 971	6
982 728		6 592		3 039		1 056 074	1 112 456	7
1 270 832		215 040				1 572 082	1 714 154	8
18 005 070		166 174				18 481 759	16 940 804	9
55 403		45 056				153 473	234 382	10
7 911 178		25 000				8 009 414	7 636 900	11
161 729						511 481	277 838	12
72 461		3 297 269				3 567 789	3 011 138	13
112 237		600		6 399 374		6 606 374	5 912 456	14
122 503		317 329				728 031	786 602	15
146 886						365 459	337 954	16
410 563		34 555				1 296 462	1 156 696	17
59 651		3 248				153 790	117 021	18
53 949 080		422 630				55 781 600	51 457 931	19
209 303		370 509				1 859 841	1 873 535	20
115 286		251 226				366 511	356 741	21
448 969		7 660 493				8 682 580	2 852 792	22
2 854 419		1 269 597				4 375 266	4 497 935	23
<b>91 230 613</b>		<b>14 363 844</b>		<b>6 402 413</b>		<b>119 980 757</b>	<b>107 526 172</b>	
64 777 702		8 020 113		3 039		78 519 304	75 639 514	
26 679 942		6 343 731		6 460 772		41 673 808	32 249 976	
<b>91 457 643</b>		<b>14 363 844</b>		<b>6 463 811</b>		<b>120 193 112</b>	<b>107 889 490</b>	
						162 767	154 460	
						(69)	(69)	
						25	25	
13 065						13 190	1 728	
128 950 <sup>(1)</sup>						128 950		
				(61 398)		(61 398)	(62 121)	
						40 950	25 156	
(39 583)						(39 583)	(73 215)	
(329 462)						(457 188)	(409 281)	
<b>(227 030)</b>		<b>-</b>		<b>(61 398)</b>		<b>(212 355)</b>	<b>(363 318)</b>	
<b>91 230 613</b>		<b>14 363 844</b>		<b>6 402 413</b>		<b>119 980 757</b>	<b>107 526 172</b>	

## DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES	RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	+
Entreprises du secteur privé				
Établissements de santé et de services sociaux	25 139 088		10 429 346	
Institutions d'enseignement	18 110 085		2 488 939	
Municipalités				
Organismes à but non lucratif				
Personnes				
Organismes et entreprises du gouvernement	9 417 710		767 700	
Bénéficiaires non ventilés <sup>(2)</sup>				
<b>Total</b>	<b>52 666 884</b>		<b>13 685 984</b>	

### RÉPARTITION :

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales et Habitation	36 670	10 061
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	67 277	16 923
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	20 987	40 635
6	Conseil exécutif		2 362
7	Culture et Communications	91 896	145 869
8	Économie et Innovation	7 807	2 853
9	Éducation	12 738 796	1 659 482
10	Énergie et Ressources naturelles		25
11	Enseignement supérieur	5 370 830	802 798
12	Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
13	Famille		
14	Finances	16 209	4 314
15	Forêts, Faune et Parcs		
16	Immigration, Francisation et Intégration		
17	Justice	87 840	19 215
18	Relations internationales et Francophonie		
19	Santé et Services sociaux	34 130 992	10 795 107
20	Sécurité publique	4 558	14 351
21	Tourisme	17 505	40 570
22	Transports	54 992	130 586
23	Travail, Emploi et Solidarité sociale	20 524	833
<b>Total</b>	<b>52 666 884</b>		<b>13 685 984</b>

(1) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.

(2) Les bénéficiaires non ventilés se rapportent à l'ajustement des dépenses découlant de la modification de l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

CAPITAL <sup>(1)</sup>		+	INTÉRÊT	+	SUPPORT	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021
Principal	Autres							
5 896	101 937		1 153		1 803 031		1 912 018	3 137 866
4 116 622	4 463		483 536		484 344		40 657 399	34 432 918
1 432 952	169 137		496 607		242 902		22 940 622	21 752 669
335 421	437 417		111 576		1 959 963		2 844 377	3 100 360
60 635	106 834		26 961		2 665 308		2 859 738	3 055 188
	12 295		962		6 593 570		6 606 827	6 605 365
172 068	26 108		44 689		414 904		10 843 178	10 314 920
2 573 913	(162)				(7 297)		2 566 454	2 846 806
<b>8 697 507</b>	<b>858 030</b>		<b>1 165 484</b>		<b>14 156 725</b>		<b>91 230 613</b>	<b>85 246 094</b>

				20	20	7	1
				12 779	12 779	11 486	2
517 001	525 875	112 364	1 617 145	2 819 115	3 262 570	3	
(206)	104 672	238	716 902	905 806	859 411	4	
			20 623	82 245	8 906	5	
2 399		829	516 759	522 349	1 045 809	6	
148 517		36 636	559 810	982 728	1 054 119	7	
45 890	83 995	3 141	1 127 147	1 270 832	1 100 713	8	
2 884 725	96 631	313 149	312 287	18 005 070	16 675 893	9	
(2)	3 165	112	52 104	55 403	103 118	10	
753 985	6 271	182 021	795 274	7 911 178	7 514 406	11	
39 479		1 128	121 122	161 729	99 107	12	
			72 461	72 461	106 460	13	
			91 714	112 237	384 695	14	
75 502		9 817	37 184	122 503	130 846	15	
			146 886	146 886	131 666	16	
	2 402		301 105	410 563	378 520	17	
			59 651	59 651	26 908	18	
4 110 337	22 684	483 536	4 406 424	53 949 080	48 593 050	19	
(1 685)		1 427	190 653	209 303	292 269	20	
43 884		13 327		115 286	149 477	21	
77 681	12 250	7 760	165 699	448 969	358 562	22	
	86		2 832 976	2 854 419	2 958 095	23	
<b>8 697 507</b>	<b>858 030</b>	<b>1 165 484</b>	<b>14 156 725</b>	<b>91 230 613</b>	<b>85 246 094</b>		

# DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉ- RATION	FONCTION- NEMENT	CAPITAL	INTÉRÊT	SUPPORT	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021
Affaires municipales et Habitation					267 500		267 500	250 000
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		11 027					11 027	18 289
Culture et Communications					6 592		6 592	
Économie et Innovation					215 040		215 040	433 294
Éducation					166 174		166 174	
Énergie et Ressources naturelles	5 473	11 124			28 459		45 056	65 055
Enseignement supérieur					25 000		25 000	25 000
Famille					3 297 269		3 297 269	2 729 858
Finances					600		600	1 100
Forêts, Faune et Parcs	58 426	110 690	1 980		146 233		317 329	371 258
Justice	10 990	8 668	176		14 721		34 555	35 464
Relations internationales et Francophonie	109	10			3 129		3 248	3 248
Santé et Services sociaux	22 193	238 959	1 209	239	160 031		422 630	307 097
Sécurité publique	274 884	61 864	8 658	104	25 000		370 509	363 526
Tourisme	10 051	4 517	5 599	1 062	229 996		251 226	207 264
Transports					7 660 493		7 660 493	1 951 187
Travail, Emploi et Solidarité sociale	207 519	104 454	10 758		946 866		1 269 597	1 265 910
<b>Total</b>	<b>589 645</b>	<b>551 311</b>	<b>28 379</b>	<b>1 405</b>	<b>13 193 103</b>		<b>14 363 844</b>	<b>8 027 552</b>

# SOMMAIRE DES SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES ET D'INVESTISSEMENTS RELATIVES À LA RÉMUNÉRATION

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			+	CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS		=	TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial		Tangibles	Ressources informationnelles		
Assemblée nationale	104 806					1 076		105 882
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	82 599					1 412		84 010
Affaires municipales et Habitation	82 442	36 670				960		120 072
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	131 279	67 277				528		199 085
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	875 335	20 987				619		896 941
Conseil exécutif	123 664					26		123 690
Culture et Communications	33 742	91 896				373		126 011
Économie et Innovation	51 338	7 807				48		59 194
Éducation	96 870	12 738 796				1 192		12 836 858
Énergie et Ressources naturelles	33 697		5 473			291		39 461
Enseignement supérieur	50 894	5 370 830				547		5 422 270
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	133 121				2 908	2 579		138 608
Famille	105 822					3 022		108 843
Finances	56 285	16 209				141		72 635
Forêts, Faune et Parcs	145 555		58 426		3	895		204 880
Immigration, Francisation et Intégration	134 855					401		135 255
Justice	562 476	87 840	10 990			5 463		666 769
Relations internationales et Francophonie	66 279		109					66 388
Santé et Services sociaux	103 901	34 130 992	22 193					34 257 086
Sécurité publique	866 751	4 558	274 884			3 438		1 149 630
Tourisme		17 505	10 051					27 556
Transports	124 862	54 992				1 118		180 973
Travail, Emploi et Solidarité sociale	162 358	20 524	207 519					390 402
<b>Total</b>	<b>4 128 932</b>	<b>52 666 884</b>	<b>589 645</b>		<b>2 911</b>	<b>24 129</b>		<b>57 412 501</b>



### **3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES**





**ASSEMBLÉE NATIONALE****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	(26)	537
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>(26)</u>	<u>537</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
<b>Total des revenus</b>	<u><u>(26)</u></u>	<u><u>537</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).



**ASSEMBLÉE NATIONALE**
**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
<b>PROGRAMME 1</b>					
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
Votés					
Permanents	11 191	11 191			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>11 191</u>	<u>11 191</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
Votés					
Permanents	73 242	56 450	10 872	5 920	
Ne nécessitant pas de crédits		7 832			
	<u>73 242</u>	<u>64 282</u>	<u>10 872</u>	<u>5 920</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Services statutaires aux parlementaires					
Votés					
Permanents	67 760	67 631	8	122	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>67 760</u>	<u>67 631</u>	<u>8</u>	<u>122</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>152 194</u></b>	<b><u>143 104</u></b>	<b><u>10 880</u></b>	<b><u>6 042</u></b>	<b><u>-</u></b>
<b>Votés</b>					
Permanents	152 194	135 272	10 880	6 042	
Ne nécessitant pas de crédits		7 832			
<b>Total</b>	<b><u>152 194</u></b>	<b><u>143 104</u></b>	<b><u>10 880</u></b>	<b><u>6 042</u></b>	<b><u>-</u></b>
<b>Dépenses</b>	136 108	143 104		837	
<b>Investissements :</b>					
Prêts, placements, avances et autres coûts	100		8	92	
Immobilisations tangibles	7 570		5 057	2 513	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>8 415</u>		<u>5 815</u>	<u>2 601</u>	
<b>Total</b>	<b><u>152 194</u></b>	<b><u>143 104</u></b>	<b><u>10 880</u></b>	<b><u>6 042</u></b>	<b><u>-</u></b>

**ASSEMBLÉE NATIONALE**
**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires						
1. Secrétariat général et affaires juridiques						
Permanents (1)	2 599				2 380	218
2. Affaires parlementaires						
Permanents (1)	8 593				7 267	1 326
Total	11 191	-	-	-	9 647	1 544

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

<b>PROGRAMME 2</b>						
Mission : Gouverne et justice						
<b>Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale</b>						
1. Affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale						
Permanents (1)	12 688		11		9 743	2 934
2. Affaires administratives et sécurité						
Permanents (1)	60 554		5 046	5 815	31 811	11 962
Amortissement des immobilisations						
<b>Total</b>	<b>73 242</b>	<b>-</b>	<b>5 057</b>	<b>5 815</b>	<b>41 553</b>	<b>14 897</b>

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leurs rôles de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale. Il vise également les services reliés aux activités protocolaires et interparlementaires.

-	-	-	-	-	-	-	-
---	---	---	---	---	---	---	---

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles, informationnelles et de la sécurité des personnes et des biens. Il vise également les services reliés à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, aux communications ainsi qu'aux activités pédagogiques.

						5 920	7 832
-	-	-	-	-	-	5 920	7 832

**ASSEMBLÉE NATIONALE**
**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Services statutaires aux parlementaires						
1. Indemnités et allocations aux parlementaires						
Permanents (1)	13 416	8			1 706	11 610
Permanents (2)	17 289				17 289	
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés						
Permanents (1)	30 071				27 799	2 222
3. Services de recherche des partis politiques						
Permanents (1)	2 571				2 398	173
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale						
Permanents (2)	4 413				4 413	
Total	67 760	8	-	-	53 605	14 005

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Permanents	152 194	8	5 057	5 815	104 806	30 445
Amortissement des immobilisations						
<b>Total</b>	<b>152 194</b>	<b>8</b>	<b>5 057</b>	<b>5 815</b>	<b>104 806</b>	<b>30 445</b>

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES**

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	104 806		104 806
Fonctionnement	30 445	7 832	38 277
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	20		20
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>135 272</b>	<b>7 832</b>	<b>143 104</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions tant à l'hôtel du Parlement à Québec que dans leur bureau de circonscription électorale.

							92	
	20						30	
-	20	-	-	-	-	122	-	

	20					6 042	7 832
-	20	-	-	-	-	6 042	7 832



ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires				
Votés				
Permanents	11 304			
	11 304	-	-	
Programme 2 – Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale				
Votés				
Permanents	75 118			
	75 118	-	-	
Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires				
Votés				
Permanents	67 232			
	67 232	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés				
Permanents	153 654			
Total	153 654	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(–)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
		(112)						11 191
-	-	(112)		-		-		11 191
		(1 876)						73 242
-	-	(1 876)		-		-		73 242
		528						67 760
-	-	528		-		-		67 760
		(1 461)						152 194
-	-	(1 461)		-		-		152 194

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

**DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires</b>			
Autres			
	50	-	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>50</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>Municipalités</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>Personnes</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
		20				20	7
-	-	20	-	-	-	20	7
-	-	20	-	-	-	20	7

**ASSEMBLÉE NATIONALE****DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		<u>20</u>	<u>7</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>50</u></b>	<b><u>20</u></b>	<b><u>7</u></b>

**PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	358	1 185
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>358</u>	<u>1 185</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
<b>Total des revenus</b>	<u><u>358</u></u>	<u><u>1 185</u></u>



**PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**
**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**
**Année financière terminée le 31 mars 2022**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
<b>PROGRAMME 1</b>					
Le Protecteur du citoyen					
Votés	19 753	19 250	13	491	
Permanents	446	390		56	
Ne nécessitant pas de crédits		841			
	<u>20 199</u>	<u>20 481</u>	<u>13</u>	<u>546</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Le Vérificateur général					
Votés	38 719	37 480	135	1 104	
Permanents	4	4			
Ne nécessitant pas de crédits		420			
	<u>38 723</u>	<u>37 905</u>	<u>135</u>	<u>1 104</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Administration du système électoral					
Votés					
Permanents	69 323	54 753	10 865	3 704	
Ne nécessitant pas de crédits		2 104			
	<u>69 323</u>	<u>56 857</u>	<u>10 865</u>	<u>3 704</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Le Commissaire au lobbyisme					
Votés	7 179	4 003	1 842	1 335	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		70			
	<u>7 179</u>	<u>4 072</u>	<u>1 842</u>	<u>1 335</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 5</b>					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Votés					
Permanents	1 906	1 592	4	309	
Ne nécessitant pas de crédits		71			
	<u>1 906</u>	<u>1 663</u>	<u>4</u>	<u>309</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>137 330</u></b>	<b><u>120 979</u></b>	<b><u>12 858</u></b>	<b><u>6 999</u></b>	<b><u>-</u></b>
 Votés	65 652	60 733	1 989	2 930	
Permanents	71 678	56 740	10 869	4 069	
Ne nécessitant pas de crédits		3 506			
<b>Total</b>	<b><u>137 330</u></b>	<b><u>120 979</u></b>	<b><u>12 858</u></b>	<b><u>6 999</u></b>	<b><u>-</u></b>
 Dépenses	121 679	120 979		4 206	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	7 849		7 023	826	
Immobilisations en ressources informationnelles	7 802		5 835	1 967	
<b>Total</b>	<b><u>137 330</u></b>	<b><u>120 979</u></b>	<b><u>12 858</u></b>	<b><u>6 999</u></b>	<b><u>-</u></b>



PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
1. Le Protecteur du citoyen	19 753			13	16 741	2 510
Permanents (1)	446				390	
Amortissement des immobilisations						
Total	20 199	-	-	13	17 131	2 510

(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).

PROGRAMME 2  
Mission : Gouverne et justice

Le Vérificateur général

1. Le Vérificateur général	38 719		8	126	31 823	5 658
Permanents (1)	4					
Amortissement des immobilisations						
Amortissement d'un avantage incitatif						
<b>Total</b>	<b>38 723</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>126</b>	<b>31 823</b>	<b>5 658</b>

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables qu'il constate.

							491	
							56	
								841
-	-	-	-	-	-	546		841

L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer l'audit d'états financiers, l'audit de conformité des opérations avec les lois, règlements, politiques et directives et l'audit de performance, notamment celui se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1). Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend aux organismes publics, aux organismes du gouvernement, au réseau de la santé et des services sociaux et au réseau de l'éducation ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale.

							1 104	
4								489 (69)
4	-	-	-	-	-	1 104		420

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3					
Mission : Gouverne et justice					
Administration du système électoral					
1. Gestion interne et soutien					
Permanents (1)	45 194		7 006	674	25 940
Amortissement des immobilisations					8 702
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents (1)	10			9	
3. Activités électorales					
Permanents (1)	24 119			3 185	3 263
Amortissement des immobilisations					4 060
Total	69 323	-	7 006	3 859	29 212
(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).					
PROGRAMME 4					
Mission : Gouverne et justice					
Le Commissaire au lobbyisme					
1. Le Commissaire au lobbyisme					
Amortissement des immobilisations	7 179		4	1 838	3 128
Total	7 179	-	4	1 838	3 128
874					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement politique.

							2 873	1 090
	12 779						831	
								1 014
-	12 779	-	-	-	-	3 704		2 104

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbying de contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie démocratique et au renforcement du lien de confiance des citoyens dans leurs institutions parlementaires, gouvernementales et municipales, ainsi qu'envers les personnes qui les dirigent. Par son action, le Commissaire au lobbying du Québec met en œuvre la transparence et le sain exercice des activités de lobbying ainsi que le droit du public d'être informé des communications d'influence faites auprès des institutions publiques québécoises.

							1 335	
								70
-	-	-	-	-	-	1 335		70

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5						
Mission : Gouverne et justice						
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
Permanents (1)	1 906		4	1 305	287	
Amortissement des immobilisations						
Total	1 906	-	4	1 305	287	

(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	65 652	12	1 976	51 692	9 042
Permanents	71 678	7 010	3 859	30 907	13 050
Amortissement des immobilisations					
Amortissement d'un avantage incitatif					
<b>Total</b>	<b>137 330</b>	<b>7 023</b>	<b>5 835</b>	<b>82 599</b>	<b>22 091</b>

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES	
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =
Rémunération	82 599	82 599
Fonctionnement	22 091	3 506
Créances douteuses et autres provisions	4	4
Transfert	12 779	12 779
Affectation à un fonds spécial		
Service de la dette		
<b>Total</b>	<b>117 473</b>	<b>120 979</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie de mettre en œuvre le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale, les Règles déontologiques applicables aux membres du personnel des députés et des cabinets de l'Assemblée nationale et le Règlement concernant les règles déontologiques applicables aux membres du personnel d'un cabinet ministériel.

						309	71
-	-	-	-	-	-	309	71

						2 930	
4	12 779					4 069	3 575
							(69)
4	12 779	-	-	-	-	6 999	3 506

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Le Protecteur du citoyen				
Votés	18 735			
Permanents	446			
	19 181	-	-	
Programme 2 – Le Vérificateur général				
Votés	37 229			
Permanents				
	37 229	-	-	
Programme 3 – Administration du système électoral				
Votés				
Permanents	69 323			
	69 323	-	-	
Programme 4 – Le Commissaire au lobbying				
Votés	5 497			
Permanents				
	5 497	-	-	
Programme 5 – Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie				
Votés				
Permanents	1 744			
	1 744	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	61 461			
Permanents	71 512			
Total	132 973	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 018				19 753
								446
-	-	-		1 018		-		20 199
				1 490				38 719
						4		4
-	-	-		1 490		4		38 723
								69 323
-	-	-		-		-		69 323
				1 683				7 179
-	-	-		1 683		-		7 179
		162						1 906
-	-	162		-		-		1 906
				4 191				65 652
		162				4		71 678
-	-	162		4 191		4		137 330



**PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 3 – Administration du système électoral</b>			
Financement des partis politiques			
	12 785	-	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>12 785</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>+</u>	<u>Municipalités</u>	<u>+</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>+</u>	<u>Personnes</u>	<u>+</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>+</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>=</u>	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
				12 779								12 779	11 486
-		-		12 779		-		-		-		12 779	11 486
-		-		12 779		-		-		-		12 779	11 486

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		<u>12 779</u>	<u>11 486</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>12 785</u></b>	<b><u>12 779</u></b>	<b><u>11 486</u></b>

**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	4 931	3 770
Revenus divers	6 904	3 093
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>11 834</u>	<u>6 863</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
<b>Total des revenus</b>	<u>11 834</u>	<u>6 863</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**
**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
<b>PROGRAMME 1</b>					
Soutien aux activités ministérielles					
Votés	73 571	65 014	2 416	6 141	
Permanents	3 302 603	223 586	3 079 016		
Ne nécessitant pas de crédits		4 005			
	<u>3 376 174</u>	<u>292 605</u>	<u>3 081 432</u>	<u>6 141</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Modernisation des infrastructures municipales					
Votés	452 569	452 569			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>452 569</u>	<u>452 569</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités					
Votés	846 473	846 473			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>846 473</u>	<u>846 473</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Développement des régions et des territoires					
Votés	269 285	269 285			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>269 285</u>	<u>269 285</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 5</b>					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
Votés	145 067	145 067			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>145 067</u>	<u>145 067</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 6</b>					
Commission municipale du Québec					
Votés	9 924	9 876	2	46	
Permanents		58			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>9 924</u>	<u>9 934</u>	<u>2</u>	<u>46</u>	<u>-</u>

**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**
**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Habitation					
Votés	1 179 915	1 179 679	236		
Permanents		428			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 179 915</u>	<u>1 180 107</u>	<u>236</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>6 279 408</u></b>	<b><u>3 196 041</u></b>	<b><u>3 081 670</u></b>	<b><u>6 187</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	2 976 805	2 967 964	2 654	6 187	
Permanents	3 302 603	223 586	3 079 016		
Ne nécessitant pas de crédits		4 490			
<b>Total</b>	<b><u>6 279 408</u></b>	<b><u>3 196 041</u></b>	<b><u>3 081 670</u></b>	<b><u>6 187</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	3 197 044	3 196 041		5 494	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	3 079 016		3 079 016		
Immobilisations tangibles	1 088		420	668	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 259		2 233	25	
<b>Total</b>	<b><u>6 279 408</u></b>	<b><u>3 196 041</u></b>	<b><u>3 081 670</u></b>	<b><u>6 187</u></b>	<b><u>-</u></b>

**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**
**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMMES Éléments						
PROGRAMME 1		Soutien aux activités ministérielles				
Missions : Gouverne et justice, Économie et environnement						
1. Direction et administration	36 739		403	2 013	15 559	12 996
Permanents (1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Politiques et programmes	36 832				34 931	1 257
3. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (2)	3 302 593	3 079 016 <sup>(3)</sup>				
Total	3 376 174	3 079 016	403	2 013	50 490	14 263
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).						
(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.						
PROGRAMME 2		Modernisation des infrastructures municipales				
Mission : Économie et environnement						
1. Programmes en lien avec le Plan québécois des infrastructures	405 344				141	99
2. Autres programmes d'infrastructures municipales	47 225					
Total	452 569	-	-	-	141	99
PROGRAMME 3		Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités				
Mission : Gouverne et justice						
1. Compensations tenant lieu de taxes	577 309					
2. Aide financière aux municipalités	29 547					
3. Mesures financières du partenariat fiscal	239 617					
Total	846 473	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal, l'habitation, l'aménagement, le développement et l'occupation durables du territoire ainsi que le traitement des divulgations d'actes répréhensibles à l'égard des municipalités. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

	271						5 498	
								4 005
							644	
	223 577							
-	223 848	-	-	-	-		6 141	4 005

Ce programme permet de soutenir financièrement les municipalités pour maintenir, remplacer, améliorer ou construire des infrastructures de traitement d'eau potable, d'assainissement des eaux usées ou des infrastructures collectives.

	405 104							
	47 225							
-	452 329	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme englobe des mesures du Partenariat 2020-2024 : Pour des municipalités et des régions encore plus fortes. En outre, il vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux de même que sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Enfin, il vise à soutenir financièrement les municipalités pour maintenir, remplacer, améliorer ou construire des infrastructures pour mitiger ou atténuer les impacts des changements climatiques, dont les inondations.

	577 309							
	29 547							
	239 617							
-	846 473	-	-	-	-	-	-	-



**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 4</b>						
Mission : Économie et environnement						
<b>Développement des régions et des territoires</b>						
1. Soutien au développement des régions et à la ruralité	267 500					
2. Autres programmes d'aide financière aux territoires	1 785					
<b>Total</b>	<b>269 285</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>PROGRAMME 5</b>						
Mission : Économie et environnement						
<b>Promotion et développement de la région métropolitaine</b>						
1. Soutien à la région métropolitaine	145 067					
<b>Total</b>	<b>145 067</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>PROGRAMME 6</b>						
Mission : Gouverne et justice						
<b>Commission municipale du Québec</b>						
1. Commission municipale du Québec	9 924			2	8 405	1 471
Amortissement des immobilisations						
<b>Total</b>	<b>9 924</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>8 405</b>	<b>1 471</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet de soutenir les organismes dans la réalisation de projets de développements alignés sur les priorités régionales ou qui contribuent à l'occupation et à la vitalité des territoires. Il offre également un soutien financier aux municipalités régionales de comté dans l'exercice de leur compétence pour favoriser le développement local et régional, incluant les efforts de vitalisation et de coopération intermunicipale. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement des régions et des territoires.

		267 500						
	1 785							
-	1 785	267 500	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire.

	145 067							
-	145 067	-	-	-	-	-	-	-

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec exerce des compétences de nature juridictionnelle ou administrative. Dans le cadre de ses fonctions juridictionnelles, elle rend des décisions exécutoires, dont des décisions concernant des demandes d'exemption de taxes municipales, des manquements en éthique et en déontologie municipales ou encore en arbitrages municipaux. En matière de compétences administratives, la Commission exerce des fonctions exécutives de contrôle, de surveillance, d'administration ou de conseil, dont des audits dans certains municipalités et organismes municipaux, des enquêtes administratives sur les divulgations visant des élus municipaux, des administrations provisoires, des tutelles ou de l'accompagnement d'une municipalité.

						46	
							58
-	-	-	-	-	-	46	58

**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**
**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 7 Mission : Économie et environnement		Habitation				
<hr/>						
1. Société d'habitation du Québec	790 142					
2. Tribunal administratif du logement Amortissement des immobilisations	30 302		17	218	23 406	6 660
3. Soutien à l'habitation	357 621					
4. Régie du bâtiment du Québec	1 850					
Total	1 179 915	-	17	218	23 406	6 660

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Votés	2 976 805		420	2 233	82 442	22 484
Permanents	3 302 603	3 079 016				10
Amortissement des immobilisations						
<b>Total</b>	<b>6 279 408</b>	<b>3 079 016</b>	<b>420</b>	<b>2 233</b>	<b>82 442</b>	<b>22 493</b>

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES**

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	82 442		82 442
Fonctionnement	22 493	4 490	26 983
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	2 819 115		2 819 115
Affectation à un fonds spécial	267 500		267 500
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>3 191 550</b>	<b>4 490</b>	<b>3 196 041</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à répondre aux besoins en habitation des citoyens du Québec par une approche intégrée et durable. Il appuie financièrement le développement d'une offre de logements à loyer modique et abordables, la rénovation et la qualité du parc résidentiel québécois ainsi que les initiatives publiques et privées favorisant l'instauration et la consolidation de milieux de vie de qualité sur l'ensemble du territoire québécois. Ce programme vise également à soutenir les activités du Tribunal administratif du logement. En tant que tribunal spécialisé exerçant sa compétence en matière de louage résidentiel, celui-ci a principalement pour mission de décider des demandes dont il est saisi, de favoriser la conciliation entre les locateurs et les locataires et de renseigner les citoyens quant aux droits et obligations découlant d'un bail de logement. Le Tribunal veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements.

								790 142
								428
								357 621
								1 850
-	1 149 613	-	-	-	-	-	-	428
								2 595 539
		267 500					6 187	223 577
								4 490
-	2 819 115	267 500	-	-	-	6 187		4 490

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles				
Votés	77 413			
Permanents	10			
	77 422	-	-	
Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales				
Votés	416 266			
Permanents				
	416 266	-	-	
Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités				
Votés	777 459			
Permanents				
	777 459	-	-	
Programme 4 – Développement des régions et des territoires				
Votés	271 624			
Permanents				
	271 624	-	-	
Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine				
Votés	139 481			
Permanents				
	139 481	-	-	
Programme 6 – Commission municipale du Québec				
Votés	11 027			
Permanents				
	11 027	-	-	
Programme 7 – Habitation				
Votés	881 157			
Permanents				
	881 157	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	2 574 427			
Permanents	10			
Total	2 574 437	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(3 842)				73 571
		3 302 593						3 302 603
-	-	3 302 593		(3 842)		-		3 376 174
				36 303				452 569
-	-	-		36 303		-		452 569
				69 014				846 473
-	-	-		69 014		-		846 473
				(2 339)				269 285
-	-	-		(2 339)		-		269 285
				5 586				145 067
-	-	-		5 586		-		145 067
				(1 103)				9 924
-	-	-		(1 103)		-		9 924
2 331				296 427				1 179 915
2 331	-	-		296 427		-		1 179 915
2 331				400 047				2 976 805
		3 302 593						3 302 603
2 331	-	3 302 593		400 047		-		6 279 408

**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**
**DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles</b>			
Autres		7	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	223 848	7	-
<b>Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales</b>			
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes et contribution du Québec			
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées			
Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau			
Infrastructures municipales en milieu nordique			
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales			
Programme d'aide financière pour les bâtiments municipaux			
Programmes de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec			
Programmes des Fonds Chantiers Canada-Québec			
Programmes d'infrastructures Québec-Municipalités		455	
Programmes issus du Plan d'action économique du Canada		258	
Autres			
	452 329	714	-
<b>Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités</b>			
Aide aux municipalités reconstituées			
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation			
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux et des organisations internationales			
Mesures financières du partenariat fiscal			
Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations			
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec			
Autres			
	846 473	-	-
<b>Programme 4 – Développement des régions et des territoires</b>			
Communautés rurales branchées		416	
Villages branchés du Québec			
	1 785	416	-

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<b>Institutions d'enseignement</b>	<b>+</b>	<b>Municipalités</b>	<b>+</b>	<b>Organismes à but non lucratif</b>	<b>+</b>	<b>Personnes</b>	<b>+</b>	<b>Organismes et entreprises du gouvernement</b>	<b>+</b>	<b>Bénéficiaires non ventilés</b>	<b>=</b>	<b>Total 2022</b>	<b>Total 2021</b>
1		34		230								271	388
										223 577		223 577	124 529
1		34		230		-		-		223 577		223 848	124 917
				49 590								49 590	
				12 539		38						12 577	7 992
				2								2	95
				14 726								14 726	15 334
				47 217		9						47 225	52 987
				11 211								11 211	
				87 753								87 753	77 107
2 988		62 658		3 953								69 599	62 505
2 948		120 022		7 616								131 042	132 263
277		24 327		688								25 550	49 484
		2 605		447								3 052	2 088
6 213		432 652		12 750		-		-		-		452 329	399 856
				280								280	291
		540 489										540 489	514 901
58		36 762										36 820	36 244
		239 617										239 617	195 011
		2 059										2 059	
		1 740										1 740	1 703
45		25 050		282		92						25 469	902 376
103		845 997		282		92		-		-		846 473	1 650 526
												416	758
		1 369										1 369	1 560
-		1 369		-		-		-		-		1 785	2 318



# AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

## DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine</b>			
Entente-cadre pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole			
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole		56	
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal			
Autres			
	145 067	56	-
<b>Programme 7 – Habitation</b>			
Aide à l'amélioration de l'habitat			
Aide au logement social, communautaire et abordable		391	
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation		519	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec			
Lutte contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction			
Soutien à l'habitation			
	1 149 613	910	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>2 819 115</b>	<b>2 102</b>	<b>-</b>

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<b>Institutions d'enseignement</b>	<b>+</b>	<b>Municipalités</b>	<b>+</b>	<b>Organismes à but non lucratif</b>	<b>+</b>	<b>Personnes</b>	<b>+</b>	<b>Organismes et entreprises du gouvernement</b>	<b>+</b>	<b>Bénéficiaires non ventilés</b>	<b>=</b>	<b>Total 2022</b>	<b>Total 2021</b>
		102 608										<b>102 608</b>	97 722
		1 760		15 185								<b>17 000</b>	15 910
		24 759										<b>24 759</b>	24 389
<b>400</b>		<b>300</b>										<b>700</b>	5 565
<b>400</b>		<b>129 427</b>		<b>15 185</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>145 067</b>	143 586
		12 838		303		103 421						<b>116 561</b>	114 369
		217 324		133 947		276 313						<b>627 974</b>	650 571
				207								<b>726</b>	704
								44 880				<b>44 880</b>	45 334
								1 850				<b>1 850</b>	1 850
		352 972		4 649								<b>357 621</b>	128 540
<b>-</b>		<b>583 134</b>		<b>139 105</b>		<b>379 734</b>		<b>46 730</b>		<b>-</b>		<b>1 149 613</b>	941 367
<b>6 717</b>		<b>1 992 612</b>		<b>167 552</b>		<b>379 825</b>		<b>46 730</b>		<b>223 577</b>		<b>2 819 115</b>	<b>3 262 570</b>

**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**

**DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		36 670	37 464
Fonctionnement		10 061	9 720
Capital		1 042 876	677 356
Intérêt		112 364	121 180
Support		1 617 145	2 416 850
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>2 819 115</u></b>	<b><u>2 819 115</u></b>	<b><u>3 262 570</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		267 500	250 000
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>267 500</u></b>	<b><u>267 500</u></b>	<b><u>250 000</u></b>

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	15 996	15 910
Revenus divers	3 729	6 407
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>19 724</u>	<u>22 317</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
<b>Total des revenus</b>	<u>19 724</u>	<u>22 317</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).



**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**
**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés	697 087	679 445	8 048	9 593	
Permanents	116	116			
Ne nécessitant pas de crédits		49 903			
	<u>697 202</u>	<u>729 464</u>	<u>8 048</u>	<u>9 593</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Organismes d'État					
Votés	412 947	412 786	161		
Permanents		243			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>412 947</u>	<u>413 029</u>	<u>161</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 110 150</u></b>	<b><u>1 142 493</u></b>	<b><u>8 209</u></b>	<b><u>9 593</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	1 110 034	1 092 231	8 209	9 593	
Permanents	116	116			
Ne nécessitant pas de crédits		50 145			
<b>Total</b>	<b><u>1 110 150</u></b>	<b><u>1 142 493</u></b>	<b><u>8 209</u></b>	<b><u>9 593</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	1 092 347	1 142 493			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	12 428		2 835	9 593	
Immobilisations en ressources informationnelles	5 374		5 374		
<b>Total</b>	<b><u>1 110 150</u></b>	<b><u>1 142 493</u></b>	<b><u>8 209</u></b>	<b><u>9 593</u></b>	<b><u>-</u></b>

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**
**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
1. Direction et administration	76 927		1 413	5 213	31 019	30 855
Permanents (1)	17					17
Permanents (2)	99					
Amortissement des immobilisations						
2. Développement régional et développement durable	202 393		109		32 948	1 968
3. Transformation alimentaire et politiques bioalimentaires	119 655				11 549	1 100
4. Pêches et aquaculture commerciales	17 638		144		4 675	395
5. Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	200 274				814	83
6. Formation bioalimentaire	9 149		101		5 165	577
Opération de restructuration						
7. Santé animale et inspection des aliments	71 050		1 068		32 496	16 838
8. Modification comptable – Paiements de transfert						
Variation à la baisse de la dépense						
Total	697 202	-	2 835	5 213	118 667	51 835

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							8 428	
99								10 831
	167 164						203	
	107 005							
601	11 766						56	
	199 377							
	2 781						524	
								39 279
	20 265						382	
								(206)
<b>700</b>	<b>508 359</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9 593</b>	<b>49 903</b>



**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**
**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2						
Mission : Économie et environnement						
Organismes d'État						
1. La Financière agricole du Québec	372 119					
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	10 638			161	8 672	1 805
Amortissement des immobilisations						
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 655				3 940	715
Amortissement des immobilisations						
4. Institut de technologie agroalimentaire du Québec	25 535					
Total	412 947	-	-	161	12 612	2 520

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Votés	1 110 034		2 835	5 374	131 279	54 338
Permanents	116					17
Amortissement des immobilisations						
Opération de restructuration						
Variation à la baisse de la dépense						
<b>Total</b>	<b>1 110 150</b>	<b>-</b>	<b>2 835</b>	<b>5 374</b>	<b>131 279</b>	<b>54 355</b>

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES**

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	131 279		131 279
Fonctionnement	54 355	50 352	104 707
Créances douteuses et autres provisions	700		700
Transfert	906 013	(206)	905 806
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>1 092 347</b>	<b>50 145</b>	<b>1 142 493</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à favoriser une gestion responsable des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles, de la pêche et alimentaires et de préserver la vocation agricole des sols arables.

372 119								
								202
								40
25 535								
-	397 653	-	-	-	-	-	-	243
601	906 013						9 593	
99								11 073
								39 279
								(206) <sup>(1)</sup>
700	906 013	-	-	-	-	9 593		50 145

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
<b>Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments</b>				
Votés	659 285			
Permanents	<u>10</u>			
	<u>659 295</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 2 – Organismes d'État</b>				
Votés	441 101			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>441 101</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>				
Votés	1 100 386			
Permanents	<u>10</u>			
<b>Total</b>	<u>1 100 395</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
8 558				29 243				697 087
						106		116
<u>8 558</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>29 243</u>		<u>106</u>		<u>697 202</u>
1 090				(29 243)				412 947
<u>1 090</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(29 243)</u>		<u>-</u>		<u>412 947</u>
9 648								1 110 034
						106		116
<u>9 648</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>-</u>		<u>106</u>		<u>1 110 150</u>

# AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

## DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments</b>			
Aide à la recherche et au transfert technologique		3 995	
Amélioration de la santé animale		14 982	
Appui à la formation		480	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles		6 922	
Appui au développement en région		111 930	
Appui au secteur de la transformation		54 324	89
Prime-Vert		17 682	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles		199 173	2
Autres		590	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	508 359	410 079	91
<b>Programme 2 – Organismes d'État</b>			
Institut de technologie agroalimentaire du Québec			
La Financière agricole du Québec		311 276	
	397 653	311 276	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>906 013</b>	<b>721 355</b>	<b>91</b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 206 k\$ en 2021-2022 (202 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<b>Institutions d'enseignement</b>	<b>+</b>	<b>Municipalités</b>	<b>+</b>	<b>Organismes à but non lucratif</b>	<b>+</b>	<b>Personnes</b>	<b>+</b>	<b>Organismes et entreprises du gouvernement</b>	<b>+</b>	<b>Bénéficiaires non ventilés</b>	<b>=</b>	<b>Total 2022</b>	<b>Total 2021</b>
2 945				23 196								30 136	42 026
230												15 212	16 454
5 498				640								6 619	30 027
143		75		4 626								11 766	10 508
1 101		5 909		29 842								148 781	91 385
745				15 748				1 609				72 515	63 023
443				4 338								22 463	22 606
				196				5				199 377	193 836
617		8		276								1 491	1 506
										(206)		(206)	(202)
11 722		5 991		78 863		-		1 614		(206)		508 153 <sup>(1)</sup>	471 168
								25 535				25 535	
								60 842				372 119	388 243
-		-		-		-		86 377		-		397 653	388 243
11 722		5 991		78 863		-		87 991		(206)		905 806 <sup>(1)</sup>	859 411

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**

**DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		67 277	34 950
Fonctionnement		16 923	7 038
Capital		104 466	59 673
Intérêt		238	106
Support		716 902	757 643
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>906 013</u></b>	<b><u>905 806</u></b> <sup>(1)</sup>	<b><u>859 411</u></b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 206 k\$ en 2021-2022 (202 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	304	292
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>304</u>	<u>292</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
<b>Total des revenus</b>	<u><u>304</u></u>	<u><u>292</u></u>





CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Soutien au Conseil du trésor					
Votés	98 890	92 346	3 062	3 482	
Permanents	19	19			
Ne nécessitant pas de crédits		2 244			
	<u>98 909</u>	<u>94 609</u>	<u>3 062</u>	<u>3 482</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux fonctions gouvernementales					
Votés	623 439	623 152		288	
Permanents	504	504			
Ne nécessitant pas de crédits		(61 258)			
	<u>623 944</u>	<u>562 398</u>	<u>-</u>	<u>288</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Votés	5 746	4 895	413	437	
Permanents		34			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 746</u>	<u>4 930</u>	<u>413</u>	<u>437</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Votés	4 000	2 346		1 654	
Permanents	469 563	468 718		845	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>473 563</u>	<u>471 064</u>	<u>-</u>	<u>2 499</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Votés					
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 202 161</u></b>	<b><u>1 133 001</u></b>	<b><u>3 475</u></b>	<b><u>6 706</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	732 075	722 739	3 475	5 860	
Permanents	470 086	469 241		845	
Ne nécessitant pas de crédits		(58 979)			
<b>Total</b>	<b><u>1 202 161</u></b>	<b><u>1 133 001</u></b>	<b><u>3 475</u></b>	<b><u>6 706</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	1 197 277	1 133 001		5 296	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	125			125	
Immobilisations tangibles	1 150		749	401	
Immobilisations en ressources informationnelles	3 609		2 726	883	
<b>Total</b>	<b><u>1 202 161</u></b>	<b><u>1 133 001</u></b>	<b><u>3 475</u></b>	<b><u>6 706</u></b>	<b><u>-</u></b>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice	Soutien au Conseil du trésor					
1. Direction et administration	41 447		749	2 311	21 835	12 885
Permanents (1)	19					19
Amortissement des immobilisations						
2. Gouvernance en gestion des ressources humaines	22 588				20 618	1 970
3. Gouvernance en gestion des ressources budgétaires et d'infrastructures	14 522				13 705	616
4. Gouvernance en gestion des ressources informationnelles	15 239			3	12 602	2 617
Amortissement des immobilisations						
5. Gouvernance en gestion des marchés publics	5 094				4 993	102
Total	98 909	-	749	2 314	73 753	18 209
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
203							3 463	
								2 235
200							18	
								9
-	403	-	-		-	-	3 482	2 244

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
1. Financement des services gouvernementaux	168 451			2 757	162 493	
2. Financement de l'Autorité des marchés publics	17 020					
3. Financement des activités gouvernementales de recherche, d'examen ou d'enquête	742				742	
Permanents (1)	504			504		
4. Financement des conditions de travail	360 762			360 762		
Variation à la baisse de provisions						
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100					
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la stratégie de transformation numérique gouvernementale						
7. Infrastructures technologiques Québec	24 703			18 034	6 480	
Amortissement des immobilisations						
8. Passif au titre des sites contaminés	51 662					
Variation à la baisse de provisions						
Total	623 944	-	-	-	382 058	169 716

(1) Loi sur les employés publics (RLRQ, chapitre E-6).

**PROGRAMME 3**  
**Mission : Gouverne et justice**

**Commission de la fonction publique**

1. Commission de la fonction publique	5 746			413	3 947	949
Amortissement des immobilisations						
<b>Total</b>	<b>5 746</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>413</b>	<b>3 947</b>	<b>949</b>

**Ce programme contribue au financement des obligations et des services nécessaires au fonctionnement de l'appareil gouvernemental.**

Le programme regroupe les dépenses de la Commission de la fonction publique afin de lui permettre de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la Loi sur la fonction publique (RLRP, chapitre F-3.1.1), de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis, d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et, si elle le juge utile, de faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

107

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 4						
Mission : Gouverne et justice						
Régimes de retraite et d'assurances						
1. Régime de retraite des fonctionnaires						
Permanents (1)	22 792				22 789	
2. Régime de retraite de certains enseignants						
Permanents (2)	19 297					
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics						
Permanents (3)	213 450				213 450 <sup>(9)</sup>	
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	4 000				586	
Permanents (4)	21				21	
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels						
Permanents (5)	22 507				21 734	
6. Régime de retraite des juges						
Permanents (6)	24 872				24 872	
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec						
Permanents (7)	59 590				59 590	
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement						
Permanents (8)	107 035				107 035	
Total	473 563	-	-	-	450 077	-

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).

(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, c. 6).

(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).

(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(7) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(9) Cette somme inclut des dépenses de 10 037 k\$ relatives au Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							3	
	19 227						70	
							1 654	
							773	
-	20 987	-	-		-	-	2 499	-



CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5	Fonds de suppléance					
Mission : Gouverne et justice						
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes						
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit en application de la norme sur les paiements de transfert						
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier						
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des besoins en investissements						
Total	-	-	-	-	-	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	732 075		749	2 726	459 840	188 854
Permanents	470 086				449 995	19
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
<b>Total</b>	<b>1 202 161</b>	<b>-</b>	<b>749</b>	<b>2 726</b>	<b>909 835</b>	<b>188 874</b>

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	909 835	(34 500)	875 335
Fonctionnement	188 874	(24 479)	164 394
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	82 245		82 245
Affectation à un fonds spécial	11 027		11 027
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>1 191 980</b>	<b>(58 979)</b>	<b>1 133 001</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux ainsi qu'à certaines mesures qui sont annoncées au Budget.

-	-	-	-	-	-	-	-
63 018	11 027					5 860	
19 227						845	
							2 292
							(61 272)
-	82 245	11 027	-	-	-	6 706	(58 979)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
<b>Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor</b>				
Votés	109 877			
Permanents	<u>19</u>			
	<u>109 897</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales</b>				
Votés	290 727			
Permanents	<u>200</u>			
	<u>290 927</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 3 – Commission de la fonction publique</b>				
Votés	5 746			
Permanents				
	<u>5 746</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances</b>				
Votés	4 445			
Permanents	<u>405 735</u>			
	<u>410 179</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 5 – Fonds de suppléance</b>				
Votés	7 739 300			
Permanents				
	<u>7 739 300</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>				
Votés	8 150 094			
Permanents	<u>405 954</u>			
<b>Total</b>	<u>8 556 048</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(10 988)				98 890
								19
-	-	-		(10 988)		-		98 909
				332 713				623 439
						304		504
-	-	-		332 713		304		623 944
								5 746
-	-	-		-		-		5 746
				(444)				4 000
						63 828		469 563
-	-	-		(444)		63 828		473 563
				(7 739 300)				
-	-	-		(7 739 300)		-		-
				(7 418 019)				732 075
						64 132		470 086
-	-	-		(7 418 019)		64 132		1 202 161

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor</b>			
Autres		5	
	403	5	-
<b>Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales</b>			
Autorité des marchés publics			3 884
Financement du passif au titre des sites contaminés			
Autres		1 200	
	60 855	1 200	3 884
<b>Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances</b>			
Assurance collective sur la vie des employés publics			1 190
Régime de retraite de certains enseignants			
	22 672	-	1 190
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>83 930</b>	<b>1 205</b>	<b>5 074</b>

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
2	32	164		200		403	414
2	32	164	-	200	-	403	414
36 633				17 020		17 020	16 750
				118		40 635	(34 431)
				2 000		3 200	2 200
36 633	-	-	-	19 138	-	60 855	(15 481)
570						1 760	1 680
19 227						19 227	22 294
19 797	-	-	-	-	-	20 987	23 974
<b>56 431</b>	<b>32</b>	<b>164</b>	<b>-</b>	<b>19 338</b>	<b>-</b>	<b>82 245</b>	<b>8 906</b>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		20 987	23 974
Fonctionnement		40 635	(34 431)
Support		20 623	19 364
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>83 930</u></b>	<b><u>82 245</u></b>	<b><u>8 906</u></b>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Fonctionnement		11 027	18 289
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>11 027</u></b>	<b><u>11 027</u></b>	<b><u>18 289</u></b>

**CONSEIL EXÉCUTIF****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	1 489	1 439
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>1 489</u>	<u>1 439</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>43 700</u>	<u>330 000</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><u>45 190</u></u>	<u><u>331 439</u></u>



**CONSEIL EXÉCUTIF**
**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
<b>PROGRAMME 1</b>					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	705	705			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>705</u>	<u>705</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Votés	127 110	116 718	427	9 964	
Permanents	36 480	1 879	34 579	22	
Ne nécessitant pas de crédits		(6 801)			
	<u>163 589</u>	<u>111 797</u>	<u>35 006</u>	<u>9 986</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Relations canadiennes					
Votés	13 852	13 852			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		1			
	<u>13 852</u>	<u>13 853</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Affaires autochtones					
Votés	351 274	351 274			
Permanents	150	150			
Ne nécessitant pas de crédits		(79)			
	<u>351 424</u>	<u>351 345</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 5</b>					
Jeunesse					
Votés	58 071	58 071			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>58 071</u>	<u>58 071</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 6</b>					
Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques					
Votés	10 866	10 836	30		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		118			
	<u>10 866</u>	<u>10 954</u>	<u>30</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

**CONSEIL EXÉCUTIF**
**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Relations avec les Québécois d'expression anglaise					
Votés	12 515	12 515			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>12 515</u>	<u>12 515</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 8					
Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité					
Votés	117 912	117 912			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>117 912</u>	<u>117 912</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>728 935</u></b>	<b><u>677 152</u></b>	<b><u>35 036</u></b>	<b><u>9 986</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	692 306	681 885	457	9 964	
Permanents	36 630	2 029	34 579	22	
Ne nécessitant pas de crédits		(6 761)			
<b>Total</b>	<b><u>728 935</u></b>	<b><u>677 152</u></b>	<b><u>35 036</u></b>	<b><u>9 986</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	693 900	677 152		9 986	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	34 579		34 579		
Immobilisations tangibles	58		58		
Immobilisations en ressources informationnelles	399		399		
<b>Total</b>	<b><u>728 935</u></b>	<b><u>677 152</u></b>	<b><u>35 036</u></b>	<b><u>9 986</u></b>	<b><u>-</u></b>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
<b>PROGRAMME 1</b>						
Mission : Gouverne et justice						
<b>Cabinet du lieutenant-gouverneur</b>						
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	705			691		14
<b>Total</b>	<b>705</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>691</b>		<b>14</b>
<b>PROGRAMME 2</b>						
Mission : Gouverne et justice						
<b>Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif</b>						
1. Cabinet du premier ministre	5 263			4 161		568
Permanents (1)	16					16
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	13 305			12 509		771
3. Direction générale de la gouvernance et de l'administration	27 740	56	371	19 904		7 409
Amortissement des immobilisations						
4. Indemnités de l'exécutif						
Permanents (1)	1 885			1 863		
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	70 839			59 659		11 179
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	9 964					
7. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (2)	34 579	34 579 <sup>(3)</sup>				
Variation à la baisse de la dépense						
<b>Total</b>	<b>163 589</b>	<b>34 579</b>	<b>56</b>	<b>98 096</b>		<b>19 943</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au lieutenant-gouverneur du Québec d'assumer les fonctions constitutionnelles (exécutive et législative), protocolaires et communautaires qui lui sont dévolues par la loi.

-	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme assure le financement des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles requises pour assister le premier ministre, le Conseil exécutif et ses comités dans l'exercice de leurs fonctions.

533							
25							
							594
						22	
						9 964	
							(7 394)
-	558	-	-	-	-	9 986	(6 801)

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMMES Éléments						
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		Relations canadiennes				
1. Cabinet de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne		139			74	10
2. Secrétariat du Québec aux relations canadiennes Amortissement des immobilisations		11 733			4 364	1 265
3. Représentation du Québec au Canada		1 980			1 551	429
Total		13 852	-	-	5 990	1 704
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		Affaires autochtones				
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones Permanents (1)		1 141 44			754	333 44
2. Secrétariat aux affaires autochtones Permanents (2) Variation à la baisse de provisions		350 133 106			4 432	1 986
Total		351 424	-	-	5 187	2 362
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		Jeunesse				
1. Secrétariat à la jeunesse		58 071			1 880	319
Total		58 071	-	-	1 880	319

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre la défense et la promotion des compétences et des intérêts du Québec dans ses relations avec les autres gouvernements au Canada.

	55							
	6 104							1
-	6 159	-	-	-	-	-	-	1

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement politique des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

	54							
	343 715							
106								(79)
106	343 769	-	-	-	-	-	-	(79)

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et des initiatives en matière de jeunesse, à coordonner des dossiers jeunesse à portée interministérielle et à administrer le plan d'action jeunesse, en s'appuyant sur la Politique québécoise de la jeunesse 2030.

	55 872							
-	55 872	-	-	-	-	-	-	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6						
Mission : Gouverne et justice						
Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques						
1. Cabinet de la ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale, cabinet du ministre responsable de la Laïcité et de la Réforme parlementaire et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels	287				223	9
2. Commission d'accès à l'information Amortissement des immobilisations	8 506		1	28	7 105	1 372
3. Réforme des institutions démocratiques	1 245				1 003	167
4. Accès à l'information et protection des renseignements personnels	828				693	135
Total	10 866	-	1	28	9 024	1 683
PROGRAMME 7						
Mission : Gouverne et justice						
Relations avec les Québécois d'expression anglaise						
1. Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise	12 515				1 061	188
Total	12 515	-	-	-	1 061	188

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre l'élaboration et la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'institutions démocratiques, d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels, en matière de transparence des institutions, ainsi qu'en matière de laïcité de l'État. Il vise également à assurer la surveillance et le contrôle de l'application de la législation en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels.

54

118

75

-	129	-	-	-	-	-	118
---	-----	---	---	---	---	---	-----

Ce programme vise à offrir une structure administrative formelle pour assurer le lien entre les organismes gouvernementaux et les communautés d'expression anglaise du Québec pour s'assurer de la prise en compte de leurs préoccupations dans les orientations et les décisions gouvernementales ainsi qu'en matière d'accès aux programmes gouvernementaux. Il assure un rôle-conseil auprès du gouvernement, des ministères et organismes en matière de relations avec les Québécois d'expression anglaise. Finalement, il assure l'interaction avec le gouvernement fédéral sur les enjeux, les ententes, les programmes ou les politiques qui peuvent avoir une incidence sur les Québécois d'expression anglaise.

11 266

-	11 266	-	-	-	-	-	-
---	--------	---	---	---	---	---	---



CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 8						
Mission : Gouverne et justice						
Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité						
1. Secrétariat à l'Internet haute vitesse et aux projets spéciaux de connectivité	117 912			1 736	4 187	
Total	117 912	-	-	1 736	4 187	

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	692 306		58	399	121 802	30 340
Permanents	36 630	34 579			1 863	60
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de la dépense						
Variation à la baisse de provisions						
<b>Total</b>	<b>728 935</b>	<b>34 579</b>	<b>58</b>	<b>399</b>	<b>123 664</b>	<b>30 400</b>

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	123 664		123 664
Fonctionnement	30 400	712	31 112
Créances douteuses et autres provisions	107	(79)	28
Transfert	529 743	(7 394)	522 349
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>683 914</b>	<b>(6 761)</b>	<b>677 152</b>

Le programme a pour but de soutenir les projets visant à offrir aux citoyens, aux organismes et aux entreprises situés en milieu rural, un service Internet haut débit là où il n'est pas offert, de qualité et à coût comparables au service offert en milieu urbain. L'objectif gouvernemental est de compléter ce déploiement et cette implantation avant la fin de l'année 2022.

127

CONSEIL EXÉCUTIF

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Cabinet du lieutenant-gouverneur				
Votés	758			
Permanents				
	758	-	-	
Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif				
Votés	113 333			
Permanents	1 895			
	115 228	-	-	
Programme 3 – Relations canadiennes				
Votés	15 246			
Permanents				
	15 246	-	-	
Programme 4 – Affaires autochtones				
Votés	346 990			
Permanents	10			
	346 999	-	-	
Programme 5 – Jeunesse				
Votés	60 123			
Permanents				
	60 123	-	-	
Programme 6 – Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques				
Votés	10 641			
Permanents				
	10 641	-	-	
Programme 7 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise				
Votés	10 493			
Permanents				
	10 493	-	-	
Programme 8 – Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité				
Votés	116 166			
Permanents				
	116 166	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	673 750			
Permanents	1 904			
Total	675 654	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(53)				705
-	-	-		(53)		-		705
				13 776		6		127 110
		34 579				6		36 480
-	-	34 579		13 776		6		163 589
				(1 393)				13 852
-	-	-		(1 393)		-		13 852
				4 285		140		351 274
-	-	-		4 285		140		150
				(2 051)				58 071
-	-	-		(2 051)		-		58 071
				225				10 866
-	-	-		225		-		10 866
				2 022				12 515
-	-	-		2 022		-		12 515
				1 745				117 912
-	-	-		1 745		-		117 912
				18 556		147		692 306
		34 579				147		36 630
-	-	34 579		18 556		147		728 935

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif</b>			
Autres		3	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	558	3	-
<b>Programme 3 – Relations canadiennes</b>			
Appui à la francophonie canadienne		139	
Appui aux relations canadiennes			
Centre de la francophonie des Amériques			
Soutien à la recherche			
Autres			
	6 159	139	-
<b>Programme 4 – Affaires autochtones</b>			
Entente avec la nation naskapie			
Entente avec les Algonquins de Lac-Barrière			
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)			
Entente sur la gouvernance crie (Eeyou Istchee)			
Ententes avec la nation crie		98	
Financement du coût de la vie au Nunavik			
Financement global de l'Administration régionale Kativik			
Financement global des villages nordiques			
Fonds de développement pour les autochtones		77	
Fonds d'initiatives autochtones		3 184	77
Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits			
Projets ponctuels autochtones		20	
Autres			
	343 769	3 380	77
<b>Programme 5 – Jeunesse</b>			
Stratégie d'action jeunesse		165	
	55 872	165	-
<b>Programme 6 – Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques</b>			
Autres			
	129	-	-

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
16	6	534				558	1 132
					(7 394)	(7 394)	(6 673)
16	6	534	-	-	(7 394)	(6 836) <sup>(1)</sup>	(5 541)
50		2 758				2 946	2 354
113		220				333	281
				2 362		2 362	2 384
351		111				463	696
4		51				55	46
518	-	3 140	-	2 362	-	6 159	5 760
	2 517					2 517	2 374
		500				500	
	8 543	17 200				25 743	25 750
	5 000					5 000	5 000
	129 473					129 571	105 683
	18 700					18 700	17 200
	97 154					97 154	83 021
	23 293					23 293	19 799
	427					504	516
248	23 849	10 432	137			37 927	23 090
		742				742	742
36	238	1 762	7			2 064	3 182
6		48				54	110
290	309 195	30 684	144	-	-	343 769	286 468
1 345	1 894	47 628	54	4 786		55 872	50 848
1 345	1 894	47 628	54	4 786	-	55 872	50 848
2		128				129	17
2	-	128	-	-	-	129	17

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 7 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise</b>			
Maintien et création de Wellness Centres			810
Mise en place d'une stratégie d'employabilité			
Programme d'appui aux organismes et institutions desservant les communautés d'expression anglaise		110	233
Autres			
	<u>11 266</u>	<u>110</u>	<u>1 043</u>
<b>Programme 8 – Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité</b>			
Programme Québec haut débit		34 647	
	<u>111 989</u>	<u>34 647</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>529 743</u></b>	<b><u>38 443</u></b>	<b><u>1 119</u></b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 7 394 k\$ en 2021-2022 (6 673 \$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
		90				<b>900</b>	
		1 645				<b>1 645</b>	
1 533	200	6 646				<b>8 721</b>	8 776
							171
<u>1 533</u>	<u>200</u>	<u>8 381</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<b><u>11 266</u></b>	<u>8 947</u>
	53 749	23 593				<b>111 989</b>	699 310
-	53 749	23 593	-	-	-	<b>111 989</b>	699 310
<b><u>3 703</u></b>	<b><u>365 043</u></b>	<b><u>114 089</u></b>	<b><u>198</u></b>	<b><u>7 148</u></b>	<b><u>(7 394)</u></b>	<b><u>522 349</u></b> <sup>(1)</sup>	<b><u>1 045 809</u></b>



CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Fonctionnement		2 362	2 384
Capital		2 399	20 333
Intérêt		829	2 033
Support		<u>516 759</u>	<u>1 021 060</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>529 743</u></b>	<b><u>522 349</u></b> <sup>(1)</sup>	<b><u>1 045 809</u></b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 7 394 k\$ en 2021-2022 (6 673 \$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**CULTURE ET COMMUNICATIONS****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	977	634
Revenus divers	3 773	3 159
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>4 750</u>	<u>3 793</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
<b>Total des revenus</b>	<u><u>4 750</u></u>	<u><u>3 793</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).



# CULTURE ET COMMUNICATIONS

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction, administration et soutien à la mission					
Votés	66 264	62 227	3 707	330	
Permanents	1 274 239	6 602	1 267 637		
Ne nécessitant pas de crédits		(4 985)			
	<u>1 340 503</u>	<u>63 844</u>	<u>1 271 344</u>	<u>330</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine					
Votés	992 230	992 230			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>992 230</u>	<u>992 230</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>2 332 734</u></b>	<b><u>1 056 074</u></b>	<b><u>1 271 344</u></b>	<b><u>330</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	1 058 495	1 054 457	3 707	330	
Permanents	1 274 239	6 602	1 267 637		
Ne nécessitant pas de crédits		(4 985)			
<b>Total</b>	<b><u>2 332 734</u></b>	<b><u>1 056 074</u></b>	<b><u>1 271 344</u></b>	<b><u>330</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	1 061 059	1 056 074			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 267 637		1 267 637		
Immobilisations tangibles	1 237		970	267	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>2 800</u>		<u>2 737</u>	<u>63</u>	
<b>Total</b>	<b><u>2 332 734</u></b>	<b><u>1 056 074</u></b>	<b><u>1 271 344</u></b>	<b><u>330</u></b>	<b><u>-</u></b>

# CULTURE ET COMMUNICATIONS

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 1	Direction, administration et soutien à la mission					
Missions : Éducation et culture, service de la dette						
1. Direction et administration	37 324		937	2 737	10 841	19 442
Permanents (1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
2. Soutien à la mission	28 339		34		22 465	5 838
Amortissement des immobilisations						
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec	601				436	165
4. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (2)	1 274 229	1 267 637 <sup>(3)</sup>				
Variation à la baisse de la dépense						
<b>Total</b>	<b>1 340 503</b>	<b>1 267 637</b>	<b>970</b>	<b>2 737</b>	<b>33 742</b>	<b>25 455</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

PROGRAMME 2  
Mission : Éducation et culture

Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine

1. Actions en matière de développement culturel, de communications et de patrimoine	255 496
2. Musées nationaux	79 342
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	41 763
4. Société de développement des entreprises culturelles	236 201

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
				3 039			328	
								4 269
								25
							2	
								49
		6 592						
								(9 329)
-	-	6 592	3 039	-	-	330		(4 985)

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

255 496

79 342

41 763

174 236 027

# CULTURE ET COMMUNICATIONS

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2 (suite) Mission : Éducation et culture		Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine				
<hr/>						
5. Société de télédiffusion du Québec	78 559					
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	188 441					
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	82 683					
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	29 745					
Total	992 230	-	-	-	-	-

### TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 058 495		970	2 737	33 742	25 446
Permanents	1 274 239	1 267 637				10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
Variation à la baisse de la dépense						
<b>Total</b>	<b>2 332 734</b>	<b>1 267 637</b>	<b>970</b>	<b>2 737</b>	<b>33 742</b>	<b>25 455</b>

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

### SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	33 742		33 742
Fonctionnement	25 455	4 344	29 799
Créances douteuses et autres provisions	174		174
Transfert	992 056	(9 329)	982 728
Affectation à un fonds spécial	6 592		6 592
Service de la dette	3 039		3 039
<b>Total</b>	<b>1 061 059</b>	<b>(4 985)</b>	<b>1 056 074</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

	78 559						
	188 441						
	82 683						
	29 745						
<b>174</b>	<b>992 056</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
174	992 056		3 039			330	
		6 592					4 318
							25
							(9 329) <sup>(1)</sup>
<b>174</b>	<b>992 056</b>	<b>6 592</b>	<b>3 039</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>330</b>	<b>(4 985)</b>



# CULTURE ET COMMUNICATIONS

## ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
<b>Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission</b>				
Votés	64 783			
Permanents	<u>10</u>			
	<u>64 793</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine</b>				
Votés	792 039			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>792 039</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>				
Votés	856 822			
Permanents	<u>10</u>			
<b>Total</b>	<u>856 832</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 481				66 264
		1 274 229						1 274 239
-	-	1 274 229		1 481		-		1 340 503
				200 191				992 230
-	-	-		200 191		-		992 230
				201 672				1 058 495
		1 274 229						1 274 239
-	-	1 274 229		201 672		-		2 332 734

# CULTURE ET COMMUNICATIONS

## DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission</b>			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	-	-	-
<b>Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine</b>			
Aide au fonctionnement			
Aide aux immobilisations			
Aide aux initiatives de partenariat			
Aide aux projets		6 021	
Autres interventions particulières en culture et en communications		4 924	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec – fonctionnement			
Bibliothèque et Archives nationales du Québec – programmes d'aide			
Conseil des arts et des lettres du Québec – fonctionnement			
Conseil des arts et des lettres du Québec – programmes d'aide			
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec			
Musée d'Art contemporain de Montréal			
Musée de la Civilisation			
Musée des beaux-arts de Montréal			
Musée national des beaux-arts du Québec			
Société de développement des entreprises culturelles – fonctionnement			
Société de développement des entreprises culturelles – programmes d'aide		202 906	
Société de la Place des Arts de Montréal			
Société de télédiffusion du Québec			
Société du Grand Théâtre de Québec			
	992 057	213 850	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>992 057</b>	<b>213 850</b>	<b>-</b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 9 329 k\$ en 2021-2022 (33 758 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
					(9 329)	<b>(9 329)</b>	(33 758)
-	-	-	-	-	(9 329)	<b>(9 329)</b> <sup>(1)</sup>	(33 758)
1 286	90	42 234				<b>43 610</b>	50 713
1 656	52 285	62 897		3 514		<b>120 352</b>	119 940
	17 057	663		45		<b>17 765</b>	13 457
56	534	17 369	821			<b>24 801</b>	25 594
70	82	40 559	271	3 063		<b>48 969</b>	45 388
				80 309		<b>80 309</b>	74 850
				2 374		<b>2 374</b>	1 374
				8 340		<b>8 340</b>	8 087
		151 074	29 027			<b>180 101</b>	203 835
				29 745		<b>29 745</b>	30 334
				9 801		<b>9 801</b>	10 846
				30 300		<b>30 300</b>	29 311
		15 492				<b>15 492</b>	15 347
				23 749		<b>23 749</b>	24 540
				10 401		<b>10 401</b>	11 686
		19 990	564	2 166		<b>225 626</b>	300 961
				29 610		<b>29 610</b>	31 709
				78 559		<b>78 559</b>	77 761
				12 152		<b>12 152</b>	12 144
3 069	70 048	350 278	30 683	324 129	-	<b>992 056</b>	1 087 877
<b>3 069</b>	<b>70 048</b>	<b>350 278</b>	<b>30 683</b>	<b>324 129</b>	<b>(9 329)</b>	<b>982 728</b> <sup>(1)</sup>	<b>1 054 119</b>

# CULTURE ET COMMUNICATIONS

## DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		91 896	89 352
Fonctionnement		145 869	148 698
Capital		148 517	119 048
Intérêt		36 636	40 769
Support		559 810	656 251
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>992 057</u></b>	<b><u>982 728</u></b> <sup>(1)</sup>	<b><u>1 054 119</u></b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 9 329 k\$ en 2021-2022 (33 758 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

## DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		6 592	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>6 592</u></b>	<b><u>6 592</u></b>	<b><u>-</u></b>

## ÉCONOMIE ET INNOVATION

### REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	2 341	2 913
Revenus divers	9 691	29 262
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>12 032</u>	<u>32 174</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
<b>Total des revenus</b>	<u><u>12 032</u></u>	<u><u>32 174</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

# ÉCONOMIE ET INNOVATION

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
<b>PROGRAMME 1</b>					
Direction et administration					
Votés	40 239	39 508	731		
Permanents	141 588	15 770	125 809	10	
Ne nécessitant pas de crédits		1 189			
	<u>181 827</u>	<u>56 467</u>	<u>126 540</u>	<u>10</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Développement de l'économie					
Votés	655 235	591 167	64 063	5	
Permanents	9 616	9 616			
Ne nécessitant pas de crédits		128 950			
	<u>664 851</u>	<u>729 733</u>	<u>64 063</u>	<u>5</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Développement de la science, de la recherche et de l'innovation					
Votés	337 245	337 231		14	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>337 245</u>	<u>337 231</u>	<u>-</u>	<u>14</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Votés	377 651	234 714		142 937	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(40 619)			
	<u>377 651</u>	<u>194 095</u>	<u>-</u>	<u>142 937</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 5</b>					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Votés	254 948	254 557		391	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>254 948</u>	<u>254 557</u>	<u>-</u>	<u>391</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 816 521</u></b>	<b><u>1 572 082</u></b>	<b><u>190 603</u></b>	<b><u>143 356</u></b>	<b><u>-</u></b>

# ÉCONOMIE ET INNOVATION

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
Votés	1 665 317	1 457 176	64 794	143 347	
Permanents	151 204	25 386	125 809	10	
Ne nécessitant pas de crédits		89 520			
<b>Total</b>	<b>1 816 521</b>	<b>1 572 082</b>	<b>190 603</b>	<b>143 356</b>	<b>-</b>
Dépenses	1 625 913	1 572 082		143 351	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	189 877		189 872	5	
Immobilisations tangibles	1		1		
Immobilisations en ressources informationnelles	730		730		
<b>Total</b>	<b>1 816 521</b>	<b>1 572 082</b>	<b>190 603</b>	<b>143 356</b>	<b>-</b>



ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
<b>PROGRAMME 1</b>						
Mission : Économie et environnement						
<b>Direction et administration</b>						
1. Direction et administration	40 239		1 730	18 878		20 230
Permanents (1)	29					19
Amortissement des immobilisations						
2. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (2)	141 559	125 809 <sup>(3)</sup>				
<b>Total</b>	<b>181 827</b>	<b>125 809</b>	<b>1 730</b>	<b>18 878</b>		<b>20 249</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

**PROGRAMME 2**  
Mission : Économie et environnement

**Développement de l'économie**

1. Politiques économiques et affaires extérieures	41 570			6 434		4 892
2. Industries stratégiques et projets économiques majeurs	180 027			8 441		797
3. Développement économique régional	433 638	64 063		9 415		18 799
Permanents (1)	9 616					
Dépenses de transfert ne nécessitant pas de crédits						
<b>Total</b>	<b>664 851</b>	<b>64 063</b>	<b>-</b>	<b>24 290</b>		<b>24 488</b>

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Cette somme représente des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans l'année financière antérieure, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.

	400						10	1 189
	15 750							
-	16 150	-	-	-	-	10	1 189	

Ce programme vise à soutenir le développement de l'économie du Québec dans une perspective de création d'emplois, d'augmentation de la productivité et de développement régional. Plus précisément, il favorise la croissance et la compétitivité des entreprises ainsi que le renouvellement de la base entrepreneuriale. Il a aussi pour objectifs l'accélération et l'attraction des investissements, la diversification et la consolidation de l'économie des régions, l'essor de l'entrepreneuriat collectif, de même que l'ouverture des marchés extérieurs et la conquête de ceux-ci par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des différents acteurs économiques.

	30 240						5	
	170 789							
	341 361							
9 616								128 950 <sup>(2)</sup>
9 616	542 389	-	-	-	-	5	128 950	

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Économie et environnement						
Développement de la science, de la recherche et de l'innovation						
1. Soutien administratif	7 724				7 508	216
2. Soutien aux organismes et aux projets	158 223					
3. Soutien aux infrastructures de recherche	117 272					
4. Soutien à l'entrepreneuriat technologique	20 719					
5. Soutien à la relève et à la culture scientifique	26 071					
6. Soutien à la recherche industrielle	7 235					
Total	337 245	-	-	-	7 508	216
PROGRAMME 4						
Interventions relatives au Fonds du développement économique						
Mission : Économie et environnement						
1. Mandats gouvernementaux et autres programmes	185 992					
Variation à la baisse de provisions						
2. Programme ESSOR	73 107					
3. Soutien aux projets de commercialisation	84 163					
4. Autres mesures de soutien aux entreprises	34 388					
Total	377 651	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir la recherche et l'innovation dans une perspective de développement scientifique. Plus précisément, ce programme vise à accroître la capacité d'innovation des entreprises et des organisations par la recherche ainsi que la valorisation de ses résultats tout en contribuant au développement d'une main-d'œuvre qualifiée et en favorisant la concertation et la mobilisation des acteurs scientifiques et des milieux socioéconomiques.

	158 223							
	117 272							
	20 710						9	
	26 066						5	
	7 235							
-	329 506	-	-	-	-		14	-

Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds du développement économique a été institué au sein du ministère de l'Économie et de l'Innovation et son administration a été confiée à Investissement Québec.

		100 435				85 557		
								(40 619)
16 955		34 889				21 263		
1 685		57 303				25 175		
1 034		22 413				10 941		
19 674	-	215 040	-	-	-	142 937		(40 619)

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5						
Mission : Économie et environnement						
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation						
1. Fonds de recherche du Québec – Santé	103 641					
2. Fonds de recherche du Québec – Société et culture	73 514					
3. Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies	77 048					
4. Commission de l'éthique en science et en technologie	744				662	59
Total	254 948	-	-	-	662	59

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 665 317	64 063	1	730	51 338	44 993
Permanents	151 204	125 809				19
Amortissement des immobilisations						
Dépenses de transfert ne nécessitant pas de crédits						
Variation à la baisse de provisions						
<b>Total</b>	<b>1 816 521</b>	<b>189 872</b>	<b>1</b>	<b>730</b>	<b>51 338</b>	<b>45 012</b>

(1) Cette somme représente des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans l'année financière antérieure, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	51 338		51 338
Fonctionnement	45 012	1 189	46 201
Créances douteuses et autres provisions	29 290	(40 619)	(11 329)
Transfert	1 141 882	128 950	1 270 832
Affectation à un fonds spécial	215 040		215 040
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>1 482 562</b>	<b>89 520</b>	<b>1 572 082</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué de l'enveloppe affectée à la Commission de l'éthique en science et en technologie.

	103 500						141	
	73 514							
	76 822						226	
							24	
-	253 836	-	-	-	-	391	-	
19 674	1 126 132	215 040				143 347		
9 616	15 750					10		
							1 189	
							128 950 <sup>(1)</sup>	
							(40 619)	
29 290	1 141 882	215 040	-	-	-	143 356	89 520	

# ÉCONOMIE ET INNOVATION

## ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	33 559			
Permanents	29			
	33 588	-	-	
Programme 2 – Développement de l'économie				
Votés	482 228			
Permanents				
	482 228	-	-	
Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation				
Votés	316 471			
Permanents				
	316 471	-	-	
Programme 4 – Interventions relatives au Fonds du développement économique				
Votés	418 276			
Permanents				
	418 276	-	-	
Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation				
Votés	254 948			
Permanents				
	254 948	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 505 482			
Permanents	29			
Total	1 505 511	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				6 680				40 239
		141 559						141 588
-	-	141 559		6 680		-		181 827
				173 007				655 235
						9 616		9 616
-	-	-		173 007		9 616		664 851
				20 773				337 245
-	-	-		20 773		-		337 245
				(40 625)				377 651
-	-	-		(40 625)		-		377 651
								254 948
-	-	-		-		-		254 948
				159 835				1 665 317
		141 559				9 616		151 204
-	-	141 559		159 835		9 616		1 816 521



## ÉCONOMIE ET INNOVATION

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>			
Autres		25	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	16 150	25	-
<b>Programme 2 – Développement de l'économie</b>			
Accompagnement des entreprises des régions et vitalisation des milieux			
Appui à la relance des centres-villes			
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence		594	
Déploiement de mesures adaptées à certains secteurs stratégiques			
Développement des chaînes d'approvisionnement locales			
Économie sociale		1 107	
Exportation			
Fonds d'accélération des collaborations en santé			
Offensive pour la numérisation des entreprises		3 000	
Projets mobilisateurs			
Soutien à l'entrepreneuriat et aide aux initiatives régionales		8 274	
Soutien au développement économique de la Ville de Montréal		30 000	
Soutien aux espaces stratégiques pour les entreprises innovantes			
Autres		206 633	
	542 389	249 607	-
<b>Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation</b>			
Infrastructures de recherche et d'innovation			4 928
Projet ENCQOR			
Soutien à la recherche industrielle			
Soutien à la relève et à la culture scientifique		4 571	
Soutien à l'entrepreneuriat technologique		6 583	
Soutien aux organismes de recherche et d'innovation		1 800	2 216
	329 520	12 955	7 144
<b>Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation</b>			
Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies			
Fonds de recherche du Québec – Santé			34 452
Fonds de recherche du Québec – Société et culture			
	254 203	-	34 452
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>1 142 263</b>	<b>262 587</b>	<b>41 596</b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 128 950 k\$ liée à des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans l'année financière antérieure, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<b>Institutions d'enseignement</b>	<b>+</b>	<b>Municipalités</b>	<b>+</b>	<b>Organismes à but non lucratif</b>	<b>+</b>	<b>Personnes</b>	<b>+</b>	<b>Organismes et entreprises du gouvernement</b>	<b>+</b>	<b>Bénéficiaires non ventilés</b>	<b>=</b>	<b>Total 2022</b>	<b>Total 2021</b>
7		3		365								400	655
										15 750		15 750	(31 111)
7		3		365		-		-		15 750		16 150	(30 456)
49		19 618		1 499								21 166	10 996
		37 000		13 000								50 000	
768		422		16 753								18 537	19 916
				83 078								83 078	1 477
				28 833								28 833	
		330		14 583								16 020	9 221
		210		5 053								5 263	5 801
				13 500								13 500	13 500
600				56 003								59 603	
				5 300								5 300	27 951
374		1 048		31 805								41 501	61 229
												30 000	20 000
		30 000										30 000	
		1 097		44 532		115		16 163				268 538	360 144
1 792		89 724		313 939		115		16 163		-		671 339 <sup>(1)</sup>	530 235
94 147		750		15 582				1 866				117 272	104 718
				14 710								14 710	13 920
								7 235				7 235	9 370
2 144				19 132		220						26 066	21 243
2 545				11 582								20 710	22 722
24 297				97 487				17 713				143 513	204 398
123 133		750		158 492		220		26 813		-		329 506	376 371
41 679						31 964		3 179				76 822	65 401
25 776						38 641		4 632				103 500	94 867
40 120						29 819		3 575				73 514	64 296
107 575		-		-		100 424		11 386		-		253 836	224 564
232 506		90 477		472 796		100 759		54 361		15 750		1 270 832 <sup>(1)</sup>	1 100 713

## ÉCONOMIE ET INNOVATION

### DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		7 807	7 934
Fonctionnement		2 853	3 010
Capital		129 884	70 456
Intérêt		3 141	3 723
Support		1 127 147	1 015 590
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 142 263</u></b>	<b><u>1 270 832</u></b> <sup>(1)</sup>	<b><u>1 100 713</u></b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 128 950 k\$ liée à des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans l'année financière antérieure, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

### DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Fonctionnement			295 427
Support		215 040	137 867
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>261 138</u></b>	<b><u>215 040</u></b>	<b><u>433 294</u></b>

## ÉDUCATION

### REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	1	2
Revenus divers	8 131	6 025
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>8 131</u>	<u>6 028</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>186 464</u>	<u>194 972</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><b>194 595</b></u>	<u><b>200 999</b></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

## ÉDUCATION

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	723 431	711 725	11 706		
Permanents	13 944 889	1 799 752	12 145 138		
Ne nécessitant pas de crédits		6 135			
	<u>14 668 321</u>	<u>2 517 611</u>	<u>12 156 844</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux organismes					
Votés	114 155	114 151	4		
Permanents		5			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>114 155</u>	<u>114 156</u>	<u>4</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal					
Votés	1 492 309	1 492 309			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 492 309</u>	<u>1 492 309</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Votés	13 065 151	13 065 151			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>13 065 151</u>	<u>13 065 151</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Développement du loisir et du sport					
Votés	134 429	134 429			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>134 429</u>	<u>134 429</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	1 136 086	1 136 038		48	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 136 086</u>	<u>1 136 038</u>	<u>-</u>	<u>48</u>	<u>-</u>

## ÉDUCATION

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Condition féminine					
Votés	22 272	22 059	15	198	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		6			
	<u>22 272</u>	<u>22 065</u>	<u>15</u>	<u>198</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>30 632 723</u></b>	<b><u>18 481 759</u></b>	<b><u>12 156 863</u></b>	<b><u>246</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	15 551 748	15 539 824	11 725	198	
Permanents	15 080 975	2 935 790	12 145 138	48	
Ne nécessitant pas de crédits		6 146			
<b>Total</b>	<b><u>30 632 723</u></b>	<b><u>18 481 759</u></b>	<b><u>12 156 863</u></b>	<b><u>246</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	18 475 844	18 481 759		230	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	12 145 138		12 145 138		
Immobilisations tangibles	5			5	
Immobilisations en ressources informationnelles	11 736		11 725	11	
<b>Total</b>	<b><u>30 632 723</u></b>	<b><u>18 481 759</u></b>	<b><u>12 156 863</u></b>	<b><u>246</u></b>	<b><u>-</u></b>

## ÉDUCATION

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture	Administration					
1. Direction	12 660				7 003	5 380
Permanents (1)	21					21
2. Gouvernance des infrastructures et des ressources	121 047				20 117	100 930
Amortissement des immobilisations						
3. Transformation numérique et ressources informationnelles	54 867				11 706	30 357
Amortissement des immobilisations						
4. Soutien aux élèves, pédagogie et services à l'enseignement	76 253				22 832	53 421
5. Soutien aux réseaux et relations avec les partenaires	14 668				11 184	3 484
6. Réseau éducatif anglophone, relations interculturelles et Autochtones	4 558				3 834	725
7. Loisir et sport	7 264				3 999	3 126
8. Prospective, statistiques et politiques	16 587				7 346	7 174
9. Modification comptable – Paiements de transfert	415 527					
Permanents (2)	13 944 869	12 145 138 <sup>(3)</sup>				
<b>Total</b>	<b>14 668 321</b>	<b>12 145 138</b>	<b>-</b>	<b>11 706</b>	<b>89 118</b>	<b>204 616</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir les actions des réseaux de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement du loisir et du sport.

278

1 703

4 432

139

2 067

415 527

	1 633 557	166 174					
-	2 051 568	166 174	-	-	-	-	6 135



## ÉDUCATION

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2						
Mission : Éducation et culture						
Soutien aux organismes						
1. Institut national des mines	960					
2. Soutien à des partenaires en éducation	72 297					
3. Action communautaire	37 623					
4. Conseil supérieur de l'éducation	3 075			4	2 723	348
Amortissement des immobilisations						
5. Commission consultative de l'enseignement privé	200				198	3
Total	114 155	-	-	4	2 921	351
PROGRAMME 3						
Mission : Éducation et culture						
Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal						
1. Insuffisance fiscale						
2. Uniformisation	1 408 534					
3. Exemption	83 775					
4. Revenus accessoires						
Total	1 492 309	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objectifs de réaliser les activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, d'estimer les besoins de formation et d'accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines. De plus, il soutient le fonctionnement des organismes de consultation relevant du Ministre ainsi que le fonctionnement des divers organismes oeuvrant en éducation.

	960							
	72 297							
	37 623							
								5
-	110 879	-	-	-	-	-	-	5

Ce programme permet de compenser les pertes de revenus directs et accessoires engendrées par les réductions du taux de taxation scolaire faisant suite à l'application de la Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire (L.Q. 2019, chapitre 5).

	1 408 534							
	83 775							
-	1 492 309	-	-	-	-	-	-	-

## ÉDUCATION

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4						
Mission : Éducation et culture						
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire						
1. Centres de services scolaires et commissions scolaires	10 472 176					
2. Centre de services scolaire et commissions scolaires à statut particulier	410 480					
3. Service de la dette des centres de services scolaires et des commissions scolaires	1 148 790					
4. Enseignement privé	640 403					
5. Aide au transport scolaire	393 302					
Total	13 065 151	-	-	-	-	-
PROGRAMME 5						
Mission : Éducation et culture						
Développement du loisir et du sport						
1. Développement du loisir et du sport	134 289					
2. Infrastructures de loisirs et de sports	140					
Total	134 429	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux centres de services scolaires, aux commissions scolaires et aux établissements privés subventionnés les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

	10 472 176							
	410 480							
	1 148 790							
	640 403							
	393 302							
-	13 065 151	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

	134 289							
	140							
-	134 429	-	-	-	-	-	-	-

## ÉDUCATION

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 6						
Mission : Éducation et culture						
Régimes de retraite						
1. Régime de retraite des enseignants						
Permanents (1)	107 889					
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics						
Permanents (2)	907 077					
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement						
Permanents (3)	121 119					
Total	1 136 086	-	-	-	-	-
(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).						
(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).						
(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).						
PROGRAMME 7						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Condition féminine						
1. Conseil du statut de la femme	3 218			15	2 233	772
Amortissement des immobilisations						
2. Secrétariat à la condition féminine	19 054				2 598	1 760
Total	22 272	-	-	15	4 831	2 532

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des réseaux.

	107 841						48	
	907 077							
	121 119							
-	1 136 038	-	-	-	-	-	48	-

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

						198		6
	14 696							
-	14 696	-	-	-	-	198		6

## ÉDUCATION

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>						
Votés	15 551 748		11 725	96 870		207 479
Permanents	15 080 975	12 145 138				21
Amortissement des immobilisations						
<b>Total</b>	<b>30 632 723</b>	<b>12 145 138</b>	<b>-</b>	<b>96 870</b>		<b>207 499</b>
<b>SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES</b>						
	DÉPENSES					
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total			
Rémunération	96 870		96 870			
Fonctionnement	207 499	6 146	213 645			
Créances douteuses et autres provisions						
Transfert	18 005 070		18 005 070			
Affectation à un fonds spécial	166 174		166 174			
Service de la dette						
<b>Total</b>	<b>18 475 614</b>	<b>6 146</b>	<b>18 481 759</b>			

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	15 235 475						198	
	2 769 595	166 174					48	
								6 146
-	18 005 070	166 174	-		-	-	246	6 146



## ÉDUCATION

### ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Administration				
Votés	195 780			
Permanents	19			
	195 799	-	-	
Programme 2 – Soutien aux organismes				
Votés	84 251			
Permanents				
	84 251	-	-	
Programme 3 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal				
Votés	1 572 659			
Permanents				
	1 572 659	-	-	
Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire				
Votés	12 480 860			
Permanents				
	12 480 860	-	-	
Programme 5 – Développement du loisir et du sport				
Votés	108 244			
Permanents				
	108 244	-	-	
Programme 6 – Régimes de retraite				
Votés				
Permanents	1 105 058			
	1 105 058	-	-	
Programme 7 – Condition féminine				
Votés	19 410			
Permanents				
	19 410	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	14 461 204			
Permanents	1 105 077			
Total	15 566 281	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				527 651				723 431
		13 944 869				1		13 944 889
-	-	13 944 869		527 651		1		14 668 321
				29 904				114 155
-	-	-		29 904		-		114 155
				(80 350)				1 492 309
-	-	-		(80 350)		-		1 492 309
				584 291				13 065 151
-	-	-		584 291		-		13 065 151
				26 185				134 429
-	-	-		26 185		-		134 429
						31 028		1 136 086
-	-	-		-		31 028		1 136 086
				2 862				22 272
-	-	-		2 862		-		22 272
				1 090 544				15 551 748
		13 944 869				31 029		15 080 975
-	-	13 944 869		1 090 544		31 029		30 632 723

## ÉDUCATION

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Administration</b>			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	2 051 568	-	-
<b>Programme 2 – Soutien aux organismes</b>			
Institut national des mines			
Programme d'action communautaire			
Autres			
	110 879	-	-
<b>Programme 3 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal</b>			
Exemption			
Uniformisation			
	1 492 309	-	-
<b>Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire</b>			
Comités patronaux de négociation			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public			
Enseignement privé			
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Variation de provisions			
Programme d'aide financière pour la rétention des conducteurs d'autobus scolaire			
Service de la dette des centres de services scolaires et des commissions scolaires			
Transport scolaire			
	13 065 151	-	-
<b>Programme 5 – Développement du loisir et du sport</b>			
Équipe Québec			
Infrastructures de loisirs et de sports			
Promotion de l'activité physique		6 030	
Promotion du loisir			162
Promotion du sport			
Soutien aux organismes multidisciplinaires			
Autres			
	134 429	6 030	162

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
87	4	445	1 947			2 484	4 946
					2 049 084	2 049 084	1 500 691
87	4	445	1 947	-	2 049 084	2 051 568	1 505 637
				960		960	971
		37 623				37 623	30 952
52		71 920	325			72 297	69 853
52	-	109 543	325	960	-	110 879	101 776
83 775						83 775	83 852
1 408 534						1 408 534	1 433 976
1 492 309	-	-	-	-	-	1 492 309	1 517 828
10 882 655						10 882 655	21 044
640 403						640 403	10 224 073
							593 867
			18 471			18 471	(52 069)
1 148 790						1 148 790	1 066 914
374 831						374 831	355 079
13 046 679	-	-	18 471	-	-	13 065 151	12 208 909
			4 426			4 426	4 785
	73	67				140	
		2 246				8 276	4 191
1 123	897	25 392				27 573	41 086
		40 627				40 627	54 724
		50 292				50 292	99 182
		3 094				3 094	2 851
1 123	969	121 718	4 426	-	-	134 429	206 819

## ÉDUCATION

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 6 – Régimes de retraite</b>			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics			
Régime de retraite des enseignants			
Régime de retraite du personnel d'encadrement			
	1 136 086	-	-
<b>Programme 7 – Condition féminine</b>			
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes			
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en milieux autochtones			
Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violences sexuelles			
Autres			
	14 696	-	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>18 005 118</b>	<b>6 030</b>	<b>162</b>

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<b>Institutions d'enseignement</b>	<b>+</b>	<b>Municipalités</b>	<b>+</b>	<b>Organismes à but non lucratif</b>	<b>+</b>	<b>Personnes</b>	<b>+</b>	<b>Organismes et entreprises du gouvernement</b>	<b>+</b>	<b>Bénéficiaires non ventilés</b>	<b>=</b>	<b>Total 2022</b>	<b>Total 2021</b>
907 077												<b>907 077</b>	888 314
107 841												<b>107 841</b>	107 772
121 119												<b>121 119</b>	123 648
<b>1 136 038</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>1 136 038</b>	1 119 734
294		1 390		5 683								<b>7 366</b>	12 404
173		51		4 586								<b>4 810</b>	1 692
				2 158								<b>2 158</b>	1 004
				361								<b>361</b>	92
<b>467</b>		<b>1 441</b>		<b>12 788</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>14 696</b>	15 192
<b>15 676 756</b>		<b>2 415</b>		<b>244 494</b>		<b>25 170</b>		<b>960</b>		<b>2 049 084</b>		<b>18 005 070</b>	<b>16 675 893</b>

**ÉDUCATION****DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		12 738 796	12 100 059
Fonctionnement		1 659 482	1 600 063
Capital		2 981 356	2 289 690
Intérêt		313 149	295 319
Support		312 287	390 763
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>18 005 118</u></b>	<b><u>18 005 070</u></b>	<b><u>16 675 893</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		166 174	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>166 174</u></b>	<b><u>166 174</u></b>	<b><u>-</u></b>

## ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

### REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	1 323	1 580
Revenus divers	4 400	30 914
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>5 723</u>	<u>32 494</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
<b>Total des revenus</b>	<u><u>5 723</u></u>	<u><u>32 494</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).





# ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Votés	152 898	151 244	1 654		
Permanents	6 691	59	6 632		
Ne nécessitant pas de crédits		2 171			
	<u>159 589</u>	<u>153 473</u>	<u>8 286</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>159 589</u></b>	<b><u>153 473</u></b>	<b><u>8 286</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	152 898	151 244	1 654		
Permanents	6 691	59	6 632		
Ne nécessitant pas de crédits		2 171			
<b>Total</b>	<b><u>159 589</u></b>	<b><u>153 473</u></b>	<b><u>8 286</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	151 303	153 473			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	6 632		6 632		
Immobilisations tangibles	16		16		
Immobilisations en ressources informationnelles	1 639		1 639		
<b>Total</b>	<b><u>159 589</u></b>	<b><u>153 473</u></b>	<b><u>8 286</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>

# ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
PROGRAMMES Éléments	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Économie et environnement					
Gestion des ressources naturelles					
1. Direction et administration	15 552		160	5 879	1 294
Permanents (1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
2. Services partagés au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	32 368	16	1 449	20 383	10 521
Amortissement des immobilisations					
3. Ressources énergétiques	88 666		8	3 859	531
Permanents (2)	49				
Amortissement des immobilisations					
4. Ressources minérales	14 809		21	3 576	1 746
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
5. Territoire	1 503				1 503
Opération de restructuration					
Variation à la baisse de provisions					
6. Modification comptable – Paiements de transfert					
Permanents (3)	6 632	6 632 <sup>(4)</sup>			
Variation à la baisse de la dépense					
Total	159 589	6 632	16	33 697	15 605

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(4) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
								8 219
								44
								2 139
	48 677	35 590						
49								12
		9 465						25 (1)
								1 672 (225)
								(1 493)
<b>49</b>	<b>56 896</b>	<b>45 056</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 171</b>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	152 898		16	1 639	33 697	15 595
Permanents	6 691	6 632				10
Amortissement des immobilisations						
Opération de restructuration						
Variation à la baisse de la dépense						
Variation à la baisse de provisions						
Total	159 589	6 632	16	1 639	33 697	15 605

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	33 697		33 697
Fonctionnement	15 605	3 890	19 495
Créances douteuses et autres provisions	49	(226)	(177)
Transfert	56 896	(1 493)	55 403
Affectation à un fonds spécial	45 056		45 056
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>151 303</b>	<b>2 171</b>	<b>153 473</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
49	56 896	45 056						2 219
								1 672
								(1 493) <sup>(1)</sup>
								(226)
<b>49</b>	<b>56 896</b>	<b>45 056</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 171</b>

# ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

## ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Gestion des ressources naturelles				
Votés	121 669			
Permanents	<u>10</u>			
	<u>121 679</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	121 669			
Permanents	<u>10</u>			
Total	<u>121 679</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				31 229				152 898
		6 632				49		6 691
-	-	6 632		31 229		49		159 589

		6 632		31 229		49		152 898
		6 632				49		6 691
-	-	6 632		31 229		49		159 589



## ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Gestion des ressources naturelles			
Enfouissement des fils électriques			
Extension du réseau triphasé		3 081	
Logistique de transport pour le gaz naturel liquéfié		13 959	
Prolongement du réseau de distribution de gaz naturel		8 180	
Soutien au raccordement et à la production de gaz naturel renouvelable		10 364	
Transition énergétique des réseaux autonomes		10 000	
Autres		20	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	56 896	45 604	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	56 896	45 604	-

(1) Ces dépenses incluent une somme de 1 493 k\$ en 2021-2022 (1 471 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
	1 603					<b>1 603</b>	1 883
			45			<b>3 126</b>	8 434
						<b>13 959</b>	11 217
						<b>8 180</b>	74 908
						<b>10 364</b>	5 500
						<b>10 000</b>	
20	35	1 561		8 029		<b>9 664</b>	2 647
					(1 493)	<b>(1 493)</b>	(1 471)
<u>20</u>	<u>1 638</u>	<u>1 561</u>	<u>45</u>	<u>8 029</u>	<u>(1 493)</u>	<b>55 403</b>	103 118
<b><u>20</u></b>	<b><u>1 638</u></b>	<b><u>1 561</u></b>	<b><u>45</u></b>	<b><u>8 029</u></b>	<b><u>(1 493)</u></b>	<b>55 403 <sup>(1)</sup></b>	<b><u>103 118</u></b>

## ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

### DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Fonctionnement		25	
Capital		3 162	242
Intérêt		112	169
Support		52 104	102 706
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>56 896</u></b>	<b><u>55 403</u></b> <sup>(1)</sup>	<b><u>103 118</u></b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 1 493 k\$ en 2021-2022 (1 471 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

### DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		5 473	5 931
Fonctionnement		11 124	3 625
Support		28 459	55 500
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>45 056</u></b>	<b><u>45 056</u></b>	<b><u>65 055</u></b>

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	31 993	26 666
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>31 993</u>	<u>26 666</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
<b>Total des revenus</b>	<u><u>31 993</u></u>	<u><u>26 666</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).



## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	86 203	83 750	2 453		
Permanents	6 347 822	184 405	6 163 417		
Ne nécessitant pas de crédits		302			
	<u>6 434 024</u>	<u>268 456</u>	<u>6 165 870</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux organismes					
Votés	48 507	46 705	9	1 794	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		7			
	<u>48 507</u>	<u>46 712</u>	<u>9</u>	<u>1 794</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études					
Votés	960 103	781 395	63 358	115 351	
Permanents	14 377	14 377			
Ne nécessitant pas de crédits		(21 728)			
	<u>974 480</u>	<u>774 044</u>	<u>63 358</u>	<u>115 351</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Enseignement supérieur					
Votés	6 748 018	6 748 018			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(21 672)			
	<u>6 748 018</u>	<u>6 726 346</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	199 808	193 857		5 951	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>199 808</u>	<u>193 857</u>	<u>-</u>	<u>5 951</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>14 404 838</u></b>	<b><u>8 009 414</u></b>	<b><u>6 229 236</u></b>	<b><u>123 096</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	7 842 831	7 659 867	65 819	117 144	
Permanents	6 562 007	392 639	6 163 417	5 951	
Ne nécessitant pas de crédits		(43 091)			
<b>Total</b>	<b><u>14 404 838</u></b>	<b><u>8 009 414</u></b>	<b><u>6 229 236</u></b>	<b><u>123 096</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	8 100 354	8 009 414		47 848	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	6 302 012		6 226 775	75 237	
Immobilisations tangibles	10			10	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 462		2 462		
<b>Total</b>	<b><u>14 404 838</u></b>	<b><u>8 009 414</u></b>	<b><u>6 229 236</u></b>	<b><u>123 096</u></b>	<b><u>-</u></b>

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 1	Administration					
Mission : Éducation et culture						
1. Direction	4 008				2 469	1 323
Permanents (1)	10					10
2. Performance, financement et soutien à la gestion	20 475				10 009	5 042
3. Développement et soutien aux réseaux	31 510				12 268	19 242
4. Accessibilité aux études, infrastructures et ressources informationnelles	30 210				2 453	3 522
Amortissement des immobilisations						
5. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (2)	6 347 812	6 163 417 <sup>(3)</sup>				
<b>Total</b>	<b>6 434 024</b>	<b>6 163 417</b>	<b>-</b>	<b>2 453</b>	<b>48 981</b>	<b>29 138</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

PROGRAMME 2  
Mission : Éducation et culture

## Soutien aux organismes

1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	33 957					
2. Soutien à des partenaires en enseignement supérieur	11 908					
3. Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	166				21	
4. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2 477			9	1 892	246
Amortissement des immobilisations						
<b>Total</b>	<b>48 507</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>1 913</b>	<b>246</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement supérieur en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement de l'aide financière aux études.

	216							
	5 425							
								302
	184 395							
-	190 035	-	-	-	-	-	-	302

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. De plus, il soutient le fonctionnement des organismes de consultation relevant de la ministre ainsi que le fonctionnement des divers organismes œuvrant en enseignement supérieur.

	33 957							
	10 589						1 319	
							146	
							329	
								7
-	44 545	-	-	-	-	1 794		7



# ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Éducation et culture						
Aide financière aux études						
1. Bourses consécutives aux prêts	582 167					
2. Intérêts et remboursements aux banques	263 915	63 358				
Permanents (1)	14 377					
Variation à la baisse de provisions						
3. Autres bourses	114 021					
<b>Total</b>	<b>974 480</b>	<b>63 358</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

## PROGRAMME 4

### Enseignement supérieur

Mission : Éducation et culture

1. Cégeps	2 280 564					
Variation à la baisse de provisions						
2. Universités	3 592 987					
3. Enseignement privé au collégial	134 160					
Variation à la baisse de provisions						
4. Service de la dette des cégeps	284 885					
Variation à la baisse de provisions						
5. Service de la dette des universités	455 422					
<b>Total</b>	<b>6 748 018</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Le programme vise à favoriser l'accès aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

Le programme vise à rendre accessibles les services d'enseignement aux étudiantes et aux étudiants des collèges et des universités, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

199

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5						
Mission : Éducation et culture						
Régimes de retraite						
1. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics						
Permanents (1)	172 773					
2. Régime de retraite du personnel d'encadrement						
Permanents (2)	27 035					
Total	199 808	-	-	-	-	-
(1) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).						
(2) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).						

## TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	7 842 831	63 358		2 462	50 894	29 375
Permanents	6 562 007	6 163 417				10
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
<b>Total</b>	<b>14 404 838</b>	<b>6 226 775</b>	<b>-</b>	<b>2 462</b>	<b>50 894</b>	<b>29 385</b>

## SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	50 894		50 894
Fonctionnement	29 385	309	29 693
Créances douteuses et autres provisions	14 377	(21 728)	(7 351)
Transfert	7 932 850	(21 672)	7 911 178
Affectation à un fonds spécial	25 000		25 000
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>8 052 506</b>	<b>(43 091)</b>	<b>8 009 414</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme regroupe le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des cégeps et des collèges privés.

172 773								
	21 084					5 951		
-	193 857	-	-	-	-	5 951	-	
14 377								
	7 554 598	25 000				117 144		
	378 252					5 951		
							309	
							(43 400)	
14 377	7 932 850	25 000	-	-	-	123 096	(43 091)	

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
<b>Programme 1 – Administration</b>				
Votés	76 612			
Permanents	<u>10</u>			
	<u>76 622</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 2 – Soutien aux organismes</b>				
Votés	47 635			
Permanents	<u>47 635</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 3 – Aide financière aux études</b>				
Votés	1 019 777			
Permanents	<u>6 000</u>			
	<u>1 025 777</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 4 – Enseignement supérieur</b>				
Votés	6 691 177			
Permanents	<u>6 691 177</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 5 – Régimes de retraite</b>				
Votés				
Permanents	<u>193 349</u>			
	<u>193 349</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>				
Votés	7 835 201			
Permanents	<u>199 359</u>			
<b>Total</b>	<u>8 034 560</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				9 591				86 203
		6 347 812						6 347 822
-	-	6 347 812		9 591	-			6 434 024
				873				48 507
-	-	-		873	-			48 507
				(59 674)				960 103
					8 377			14 377
-	-	-		(59 674)	8 377			974 480
				56 840				6 748 018
-	-	-		56 840	-			6 748 018
					6 459			199 808
-	-	-		-	6 459			199 808
				7 629				7 842 831
		6 347 812			14 836			6 562 007
-	-	6 347 812		7 629	14 836			14 404 838

# ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Administration</b>			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	190 035	-	-
<b>Programme 2 – Soutien aux organismes</b>			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec			
Autres			
	45 864	-	-
<b>Programme 3 – Aide financière aux études</b>			
Bourses consécutives aux prêts			
Intérêts et remboursements aux banques			
Autres			
	821 508	-	-
<b>Programme 4 – Enseignement supérieur</b>			
Cégeps			
Enseignement privé au collégial			
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Variation de provisions			
Service de la dette des cégeps			
Service de la dette des universités			
Universités			
	6 723 018	-	-
<b>Programme 5 – Régimes de retraite</b>			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics			
Régime de retraite du personnel d'encadrement			
	199 808	-	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>7 980 234</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 21 672 k\$ en 2021-2022 (13 771 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<b>Institutions d'enseignement</b>	<b>+</b>	<b>Municipalités</b>	<b>+</b>	<b>Organismes à but non lucratif</b>	<b>+</b>	<b>Personnes</b>	<b>+</b>	<b>Organismes et entreprises du gouvernement</b>	<b>+</b>	<b>Bénéficiaires non ventilés</b>	<b>=</b>	<b>Total 2022</b>	<b>Total 2021</b>
41		1		562		5 036						5 640	3 074
										184 395		184 395	99 714
41		1		562		5 036		-		184 395		190 035	102 788
								33 957				33 957	33 635
7 551				2 933		105						10 589	14 065
7 551		-		2 933		105		33 957		-		44 545	47 700
						566 690						566 690	575 760
						112 136						112 136	72 329
						102 568						102 568	42 288
-		-		-		781 395		-		-		781 395	690 378
2 273 421				3 350								2 276 771	2 265 208
133 849												133 849	147 096
(17 568)												(17 568)	(12 432)
284 885												284 885	278 448
455 422												455 422	442 547
3 567 987												3 567 987	3 363 613
6 697 996		-		3 350		-		-		-		6 701 346 <sup>(1)</sup>	6 484 479
172 773												172 773	166 190
21 084												21 084	22 872
193 857		-		-		-		-		-		193 857	189 062
<b>6 899 445</b>		<b>1</b>		<b>6 845</b>		<b>786 536</b>		<b>33 957</b>		<b>184 395</b>		<b>7 911 178 <sup>(1)</sup></b>	<b>7 514 406</b>



**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR****DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		5 370 830	5 095 548
Fonctionnement		802 798	873 244
Capital		760 256	633 325
Intérêt		182 021	204 780
Support		795 274	707 509
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>7 980 234</u></b>	<b><u>7 911 178</u></b> <sup>(1)</sup>	<b><u>7 514 406</u></b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 21 672 k\$ en 2021-2022 (13 771 k\$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		25 000	25 000
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>25 000</u></b>	<b><u>25 000</u></b>	<b><u>25 000</u></b>

**ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	4 547	432
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>4 547</u>	<u>432</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
<b>Total des revenus</b>	<u><u>4 547</u></u>	<u><u>432</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).



# ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement					
Votés	491 264	455 863	35 401		
Permanents	34 069	34 044		25	
Ne nécessitant pas de crédits		15 758			
	<u>525 333</u>	<u>505 665</u>	<u>35 401</u>	<u>25</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés	5 761	5 657	104		
Permanents		159			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 761</u>	<u>5 816</u>	<u>104</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>531 094</u></b>	<b><u>511 481</u></b>	<b><u>35 505</u></b>	<b><u>25</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	497 026	461 520	35 505		
Permanents	34 069	34 044		25	
Ne nécessitant pas de crédits		15 917			
<b>Total</b>	<b><u>531 094</u></b>	<b><u>511 481</u></b>	<b><u>35 505</u></b>	<b><u>25</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	495 589	511 481		25	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	4		4		
Immobilisations tangibles	24 730		24 730		
Immobilisations en ressources informationnelles	10 771		10 771		
<b>Total</b>	<b><u>531 094</u></b>	<b><u>511 481</u></b>	<b><u>35 505</u></b>	<b><u>25</u></b>	<b><u>-</u></b>

# ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Protection de l'environnement						
1. Direction du Ministère	171 104			10 083	153 073	
Permanents (1)	10				10	
2. Services à la gestion	64 845		543	10 684	27 067	
Permanents (2)	25					
Amortissement des immobilisations						
3. Évaluations et autorisations environnementales	42 910			31 903	759	
4. Contrôle environnemental et sécurité des barrages	25 181	1		21 711	2 176	
5. Expertise et politiques de l'eau et de l'air	58 102	1	3 691	20 515	7 831	
6. Gestion des barrages	30 353	2	19 816	5 803	4 731	
7. Développement durable et qualité de l'environnement	98 768		664	11 325	4 644	
8. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (3)	34 034					
Total	525 333	4	24 713	10 684	128 407	
					199 770	

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

**PROGRAMME 2**  
Mission : Économie et environnement

**Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 761	17	87	4 715	943
Amortissement des immobilisations					
<b>Total</b>	<b>5 761</b>	<b>-</b>	<b>17</b>	<b>4 715</b>	<b>943</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection des écosystèmes et des ressources, le développement du réseau d'aires protégées, ainsi que la réalisation d'activités de contrôle et d'analyses environnementales. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation sécuritaire et la pérennité des barrages publics sous l'autorité du Ministère ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.

	7 949							
	6						25	
								15 758
	10 248							
	1 293							
	26 064							
	82 136							
	34 034							
-	161 729	-	-	-	-	-	25	15 758

Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.

							159
-	-	-	-	-	-	-	159

**ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**
**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>						
Votés	497 026	4	24 730	10 771	133 121	200 703
Permanents	34 069					10
Amortissement des immobilisations						
<b>Total</b>	<b>531 094</b>	<b>4</b>	<b>24 730</b>	<b>10 771</b>	<b>133 121</b>	<b>200 713</b>
<b>SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES</b>						
				DÉPENSES		
				Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération				133 121		133 121
Fonctionnement				200 713	15 917	216 630
Créances douteuses et autres provisions						
Transfert				161 729		161 729
Affectation à un fonds spécial						
Service de la dette						
<b>Total</b>				<b>495 564</b>	<b>15 917</b>	<b>511 481</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	127 696							
	34 034						25	
								15 917
-	161 729	-	-		-	-	25	15 917



# ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

## ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
<b>Programme 1 – Protection de l'environnement</b>				
Votés	313 671			
Permanents	<u>35</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>313 706</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 2 – Bureau d'audiences publiques sur l'environnement</b>				
Votés	6 076			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>6 076</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>				
Votés	319 747			
Permanents	<u>35</u>	<u></u>	<u></u>	
<b>Total</b>	<u>319 782</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				177 593				491 264
		34 034						34 069
-	-	34 034		177 593		-		525 333
				(315)				5 761
-	-	-		(315)		-		5 761
				177 278				497 026
		34 034						34 069
-	-	34 034		177 278		-		531 094

# ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

## DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Protection de l'environnement			
Aide à la conservation du lac Saint-Pierre			
Amélioration de la protection des sources d'eau potable		30	
Améliorer la gestion des matières résiduelles			
Assainissement de l'air			
Assurer l'avenir du musée de biosphère			
Programme ClimatSol			
Programme ClimatSol-Plus			
Programme d'aide financière à la mise aux normes de barrages municipaux			
Programme d'aide pour l'élaboration d'un plan régional des milieux humides et hydriques			
Programme de partenariat pour les milieux naturels			
Programme de réhabilitation des terrains contaminés			
Programme d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent			
Programme pour la mise en oeuvre de plans directeurs de l'eau			
Programme pour soutenir la responsabilité élargie des producteurs			
Soutien à la lutte aux plantes exotiques envahissantes			
Soutien à la mission des organismes environnementaux			
Soutien aux conseils régionaux en environnement			
Soutien aux organismes de bassin versant			
Autres		2	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	161 729	32	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	161 729	32	-

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
915				1 950		2 865	2 615
	4 789	1 751				6 570	8 154
	3 900	300		34 321		38 521	40 700
	3 300					3 300	3 300
		3 000				3 000	
	3 125					3 125	1 703
	2 559					2 559	8 152
	1 293					1 293	1 156
							2 249
	830	23 550				24 380	15 937
	3 814					3 814	3 232
		1 119				1 119	281
				11 900		11 900	890
				1 250		1 250	4 400
		444				444	1 250
		7 100				7 100	444
		15 000				15 000	3 550
16	2	707	4	725		1 456	1 093
					34 034	34 034	
931	23 611	52 972	4	50 146	34 034	161 729	99 107
<b>931</b>	<b>23 611</b>	<b>52 972</b>	<b>4</b>	<b>50 146</b>	<b>34 034</b>	<b>161 729</b>	<b>99 107</b>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Capital		39 479	3 995
Intérêt		1 128	926
Support		121 122	94 186
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>161 729</u></b>	<b><u>161 729</u></b>	<b><u>99 107</u></b>

**FAMILLE****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	22 130	21 866
Revenus divers	1 830	4 203
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>23 960</u>	<u>26 069</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
<b>Total des revenus</b>	<u><u>23 960</u></u>	<u><u>26 069</u></u>



**FAMILLE**
**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
<b>PROGRAMME 1</b>					
Planification, recherche et administration					
Votés	59 219	56 398	2 821		
Permanents	434 906	434 807		99	
Ne nécessitant pas de crédits		3 005			
	<u>494 125</u>	<u>494 210</u>	<u>2 821</u>	<u>99</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Mesures d'aide à la famille					
Votés	119 131	119 131			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>119 131</u>	<u>119 131</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Services de garde					
Votés	2 862 473	2 862 473			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>2 862 473</u>	<u>2 862 473</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Curateur public					
Votés	70 520	62 531	7 989		
Permanents	20 900	20 818		82	
Ne nécessitant pas de crédits		8 626			
	<u>91 420</u>	<u>91 975</u>	<u>7 989</u>	<u>82</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>3 567 148</u></b>	<b><u>3 567 789</u></b>	<b><u>10 810</u></b>	<b><u>181</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	3 111 343	3 100 533	10 810		
Permanents	455 806	455 625		181	
Ne nécessitant pas de crédits		11 631			
<b>Total</b>	<b><u>3 567 148</u></b>	<b><u>3 567 789</u></b>	<b><u>10 810</u></b>	<b><u>181</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	3 556 339	3 567 789		181	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	40		40		
Immobilisations en ressources informationnelles	10 769		10 769		
<b>Total</b>	<b><u>3 567 148</u></b>	<b><u>3 567 789</u></b>	<b><u>10 810</u></b>	<b><u>181</u></b>	<b><u>-</u></b>



# FAMILLE

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
Planification, recherche et administration					
1. Direction et administration	27 545	4	2 817	11 707	12 867
Permanents (1)	10				10
Permanents (2)	100				
Amortissement des immobilisations					
2. Planification, politique et recherche	31 674			30 202	1 472
3. Modification comptable – Paiements de transfert					
Permanents (3)	434 796				
Total	494 125	-	4	41 910	14 348

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

## PROGRAMME 2

Mission : Soutien aux personnes et aux familles

### Mesures d'aide à la famille

1. Soutien financier lié aux services à la famille	43 110				9 373
2. Administration de l'Allocation famille	37 447				37 447
3. Soutien financier aux organismes communautaires	38 574				
<b>Total</b>	<b>119 131</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>46 820</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement et au mieux-être des familles et des enfants, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, à diriger et à coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

		150						
1						99		3 005
		434 796						
<b>1</b>	<b>150</b>	<b>434 796</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>99</b>	<b>3 005</b>	

Ce programme a pour but d'accorder à des organismes communautaires oeuvrant auprès des familles le financement en lien avec leur mission. Aussi, il soutient financièrement des organismes communautaires offrant des activités de haltes-garderies. Il assure le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Il concerne également la coordination de la mise en oeuvre et du suivi des engagements pris relativement à la lutte contre l'intimidation ainsi que ceux pris pour renforcer les services à la petite enfance. Enfin, le programme finance l'administration de l'Allocation famille, le Programme de soutien financier aux services de surveillance d'élèves handicapés âgés de 12 à 21 ans ainsi que le développement du réseau de centres de pédiatrie sociale en communauté.

	33 737						
	38 574						
<b>-</b>	<b>72 311</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**FAMILLE**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Services de garde						
1. Entente avec le Gouvernement de la nation crie	21 849					
2. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	52 623					
3. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	90 750					
4. Régime d'assurance collective	39 826					
5. Soutien financier aux centres de la petite enfance	1 437 474					
6. Soutien financier aux garderies	615 931					
7. Soutien financier aux bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial et aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial	604 021					
Total	2 862 473	-	-	-	-	-

<b>PROGRAMME 4</b>						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
<b>Curateur public</b>						
1. Direction et administration du Curateur public	21 505		37	731	10 962	9 776
Permanents (1)	100					
Permanents (2)	4 703				2 837	1 867
Amortissement des immobilisations						
2. Mesures de protection	49 014			7 221	34 375	7 418
Permanents (2)	16 097				15 739	358
<b>Total</b>	<b>91 420</b>	<b>-</b>	<b>37</b>	<b>7 952</b>	<b>63 912</b>	<b>19 419</b>

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour but de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. Il procure les ressources nécessaires au financement des dépenses de fonctionnement des centres de la petite enfance (CPE), des garderies subventionnées et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC), ainsi que les subventions aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial. Il finance aussi les infrastructures des CPE et les régimes de retraite et d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des BC et des garderies subventionnées. Ce programme englobe également le transfert budgétaire au Gouvernement de la nation crie, en vertu de l'entente de délégation de l'exercice de certains pouvoirs en matière de services de garde éducatifs à l'enfance et autres sujets connexes.

21 849							
52 623							
90 750							
39 826							
1 437 474							
615 931							
604 021							
-	-	2 862 473	-	-	-	-	-

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

18						82	
							8 626
18	-	-	-	-	-	82	8 626

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	3 111 343	40	10 769	87 246	78 352
Permanents	455 806			18 575	2 234
Amortissement des immobilisations					
Total	3 567 148	-	40	105 822	80 587

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	105 822		105 822
Fonctionnement	80 587	11 631	92 218
Créances douteuses et autres provisions	19		19
Transfert	72 461		72 461
Affectation à un fonds spécial	3 297 269		3 297 269
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>3 556 158</b>	<b>11 631</b>	<b>3 567 789</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
19	72 461	2 862 473 434 796					181	11 631
<b>19</b>	<b>72 461</b>	<b>3 297 269</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>181</b>	<b>11 631</b>

# FAMILLE

## ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Planification, recherche et administration				
Votés	54 546			
Permanents	110			
	54 656	-	-	
Programme 2 – Mesures d'aide à la famille				
Votés	113 110			
Permanents				
	113 110	-	-	
Programme 3 – Services de garde				
Votés	2 518 185		225 400	
Permanents				
	2 518 185	-	225 400	
Programme 4 – Curateur public				
Votés	64 779			
Permanents	100			
	64 879	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	2 750 620		225 400	
Permanents	210			
Total	2 750 830	-	225 400	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				4 673				59 219
		434 796						434 906
-	-	434 796		4 673		-		494 125
				6 021				119 131
-	-	-		6 021		-		119 131
				118 888				2 862 473
-	-	-		118 888		-		2 862 473
		20 800		5 740				70 520
-	-	20 800		5 740		-		91 420
				135 323				3 111 343
		455 596						455 806
-	-	455 596		135 323		-		3 567 148



# FAMILLE

## DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Planification, recherche et administration</b>			
Autres			
	150	-	-
<b>Programme 2 – Mesures d'aide à la famille</b>			
Conciliation famille-travail-études		422	
Démarrage d'un service de garde en milieu familial		2 730	
Haltes-garderies			
Intimidation		7	
Mesures pour les employés syndiqués des centres de la petite enfance			
Mesures pour les responsables d'un service de garde en milieu familial		897	
Organismes communautaires – famille			
Pédiatrie sociale			
Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes		263	
Surveillance d'élèves handicapés de 12-21 ans			
Autres		230	
	72 311	4 550	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>72 461</b>	<b>4 550</b>	<b>-</b>

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
5	1	144				150	300
5	1	144	-	-	-	150	300
35	218	1 478				2 153	1 330
						2 730	
		5 932				5 932	6 402
		1 533				1 540	279
		357				357	1 507
		397	1 385			2 680	1 322
		38 574				38 574	42 734
		7 000				7 000	8 070
5		750				1 019	1 196
429	15	1 203				1 646	1 508
474	1 461	6 515	1			8 681	41 811
942	1 694	63 738	1 387	-	-	72 311	106 160
<b>947</b>	<b>1 695</b>	<b>63 882</b>	<b>1 387</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>72 461</b>	<b>106 460</b>

**FAMILLE****DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		72 461	106 460
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>72 461</u></b>	<b><u>72 461</u></b>	<b><u>106 460</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		3 297 269	2 729 858
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>3 297 269</u></b>	<b><u>3 297 269</u></b>	<b><u>2 729 858</u></b>

## FINANCES

### REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens	9 161 750	7 983 009
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	265 585	308 903
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u>4 215 731</u> <sup>(1)</sup>	<u>2 620 480</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>13 643 066</u>	<u>10 912 392</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>23 699 916</u>	<u>25 602 158</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><u>37 342 982</u></u>	<u><u>36 514 549</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

(1) Aux fins des états financiers consolidés du gouvernement, la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises est de 5 959 690 k\$ en 2021-2022 (4 490 751 k\$ en 2020-2021). Le détail est présenté à la note 11, « Participations dans les entreprises du gouvernement », du volume 1 des Comptes publics 2021-2022. Cette quote-part du gouvernement inclut une somme de 703 000 k\$ en 2021-2022 (597 000 k\$ en 2020-2021) affectée au Fonds des générations, une somme de 75 709 k\$ en 2021-2022 (66 504 k\$ en 2020-2021) affectée au Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis et une somme de 222 438 k\$ en 2021-2022 (161 288 k\$ en 2020-2021) affectée au Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux.



# FINANCES

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
<b>PROGRAMME 1</b>					
Direction et administration					
Votés	34 101	33 645	455		
Permanents	1 074	1 074			
Ne nécessitant pas de crédits		980			
	<u>35 175</u>	<u>35 699</u>	<u>455</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière					
Votés	138 719	138 676	42		
Permanents		86			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>138 719</u>	<u>138 762</u>	<u>42</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits					
Votés	28 593	20 523		8 070	
Permanents	12 015	12 015			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>40 608</u>	<u>32 538</u>	<u>-</u>	<u>8 070</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Service de la dette					
Votés					
Permanents	6 468 755	6 460 772		7 983	
Ne nécessitant pas de crédits		(61 398)			
	<u>6 468 755</u>	<u>6 399 374</u>	<u>-</u>	<u>7 983</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>6 683 256</u></b>	<b><u>6 606 374</u></b>	<b><u>497</u></b>	<b><u>16 053</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	201 412	192 845	497	8 070	
Permanents	6 481 844	6 473 861		7 983	
Ne nécessitant pas de crédits		(60 332)			
<b>Total</b>	<b><u>6 683 256</u></b>	<b><u>6 606 374</u></b>	<b><u>497</u></b>	<b><u>16 053</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	6 682 759	6 606 374		16 053	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	13		13		
Immobilisations en ressources informationnelles	484		483		
<b>Total</b>	<b><u>6 683 256</u></b>	<b><u>6 606 374</u></b>	<b><u>497</u></b>	<b><u>16 053</u></b>	<b><u>-</u></b>

## FINANCES

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 1</b>						
Mission : Gouverne et justice						
<b>Direction et administration</b>						
1. Direction et administration	34 101		13	441	17 508	15 838
Permanents (1)	10					10
Permanents (2)	1 065					
Amortissement des immobilisations						
<b>Total</b>	<b>35 175</b>	<b>-</b>	<b>13</b>	<b>441</b>	<b>17 508</b>	<b>15 847</b>
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur les régimes complémentaires de retraite (RLRQ, chapitre R-15.1).						
<b>PROGRAMME 2</b>						
Mission : Gouverne et justice						
<b>Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière</b>						
1. Politiques budgétaires, fiscales, économiques et encadrement du secteur financier	20 029				19 499	530
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 037			42	5 959	36
3. Soutien aux affaires fiscales, financières et économiques et à la recherche	99 268					7 254
4. Contrôleur des finances	13 385				13 319	65
Amortissement des immobilisations						
<b>Total</b>	<b>138 719</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>42</b>	<b>38 778</b>	<b>7 885</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.

								300
								1 065
								980
<b>1 065</b>	<b>300</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>980</b>

Ce programme vise à conseiller le gouvernement dans l'élaboration de ses politiques en matière économique, fiscale, budgétaire et financière, et à assurer le financement, la gestion de la dette, les opérations financières ainsi que les activités comptables.

								91 414
								600
								86
<b>-</b>	<b>91 414</b>	<b>600</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>86</b>



# FINANCES

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3		Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits				
Mission : Gouverne et justice						
1. Contribution à l'Institut de la statistique du Québec	20 523					
2. Frais de services bancaires						
Permanents (1)	12 015					12 015
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus et les fraudes envers l'État	7 175					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé	895					
Total	40 608	-	-	-	-	12 015

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							7 175	
							895	
-	20 523	-	-		-	-	8 070	-

Ce programme vise à financer l'Institut de la statistique du Québec, les frais de services bancaires, des initiatives concernant la perception des revenus et les fraudes envers l'État ainsi que la modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé.

## FINANCES

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 4						
Mission : Service de la dette						
1. Service de la dette directe						
Permanents (1)	5 794 755					
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite						
Permanents (2)	674 000					
3. Intérêts sur le régime de rentes de survivants						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Total	6 468 755	-	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(3) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur la dette de 5 641 624 k\$, augmentée de pertes nettes de 153 131 k\$, dont 177 055 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement.

(4) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite de 6 988 488 k\$, réduite de revenus de 6 322 471 k\$, dont 6 224 908 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR).

(5) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêt sur le régime de rentes de conjoints survivants de 26 442 k\$, réduite de revenus de 27 523 k\$, provenant du Fonds du Régime de rentes de survivants.

(6) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés de 24 013 k\$, réduite de revenus de 84 330 k\$, provenant du Fonds des congés de maladie accumulés.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
				5 794 755 <sup>(3)</sup>				
				666 017 <sup>(4)</sup>			7 983	
								(1 082) <sup>(5)</sup>
								(60 316) <sup>(6)</sup>
-	-	-	6 460 772	-	-	7 983	(61 398)	

## FINANCES

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	201 412		13	483	56 285	23 722
Permanents	6 481 844					12 024
Amortissement des immobilisations						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
<b>Total</b>	<b>6 683 256</b>	<b>-</b>	<b>13</b>	<b>483</b>	<b>56 285</b>	<b>35 747</b>

### SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	56 285		56 285
Fonctionnement	35 747	1 066	36 812
Créances douteuses et autres provisions	1 065		1 065
Transfert	112 237		112 237
Affectation à un fonds spécial	600		600
Service de la dette	6 460 772	(61 398)	6 399 374
<b>Total</b>	<b>6 666 706</b>	<b>(60 332)</b>	<b>6 606 374</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
1 065	112 237	600	6 460 772				8 070 7 983	1 066 (61 398)
<b>1 065</b>	<b>112 237</b>	<b>600</b>	<b>6 460 772</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>16 053</b>	<b>(60 332)</b>

## FINANCES

### ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	35 462			
Permanents	10			
	35 472	-	-	
Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière				
Votés	52 392			
Permanents				
	52 392	-	-	
Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits				
Votés	78 933			
Permanents	9 493			
	88 425	-	-	
Programme 4 – Service de la dette				
Votés				
Permanents	6 261 000			
	6 261 000	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	166 787			
Permanents	6 270 502			
Total	6 437 290	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(1 362)				34 101
						1 065		1 074
-	-	-		(1 362)		1 065		35 175
				86 327				138 719
-	-	-		86 327		-		138 719
				(50 340)		2 522		28 593
-	-	-		(50 340)		2 522		12 015
						207 755		40 608
-	-	-		-		207 755		6 468 755
				34 625		211 342		6 481 844
-	-	-		34 625		211 342		6 683 256



## FINANCES

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>			
Autres		1	
	300	1	-
<b>Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière</b>			
Aide d'urgence pour le loyer commercial destinée aux petites entreprises		7	
Autres			
	91 414	7	-
<b>Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits</b>			
Institut de la statistique du Québec			
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir			
Modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé			
	23 713	-	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>115 427</b>	<b>8</b>	<b>-</b>

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<b>Institutions d'enseignement</b>	<b>+</b>	<b>Municipalités</b>	<b>+</b>	<b>Organismes à but non lucratif</b>	<b>+</b>	<b>Personnes</b>	<b>+</b>	<b>Organismes et entreprises du gouvernement</b>	<b>+</b>	<b>Bénéficiaires non ventilés</b>	<b>=</b>	<b>Total 2022</b>	<b>Total 2021</b>
4				295		1						300	597
4		-		295		1		-		-		300	597
1 100				4 507				85 800				91 407	162 890
1 100		-		4 507		-		85 800		-		91 414	363 461
								20 523				20 523	20 637
-		-		-		-		20 523		-		20 523	20 637
<b>1 104</b>		<b>-</b>		<b>4 802</b>		<b>1</b>		<b>106 323</b>		<b>-</b>		<b>112 237</b>	<b>384 695</b>

**FINANCES****DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		16 209	16 791
Fonctionnement		4 314	3 846
Support		91 714	364 058
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>115 427</u></b>	<b><u>112 237</u></b>	<b><u>384 695</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération			70
Fonctionnement			430
Support		600	600
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>600</u></b>	<b><u>600</u></b>	<b><u>1 100</u></b>

**FORÊTS, FAUNE ET PARCS****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	161 265	42 264
Revenus divers	3 343	3 321
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>164 608</u>	<u>45 585</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
<b>Total des revenus</b>	<u>164 608</u>	<u>45 585</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).



**FORÊTS, FAUNE ET PARCS**
**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
<b>PROGRAMME 1</b>					
Direction et administration					
Votés	7 810	7 560	250	1	
Permanents	317 573	55 463	262 110		
Ne nécessitant pas de crédits		64			
	<u>325 383</u>	<u>63 086</u>	<u>262 360</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Gestion des ressources forestières					
Votés	448 911	440 429	8 482		
Permanents	49 540	49 540			
Ne nécessitant pas de crédits		4 109			
	<u>498 452</u>	<u>494 078</u>	<u>8 482</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Gestion des ressources fauniques et des parcs					
Votés	177 326	160 845	16 481		
Permanents	125	125			
Ne nécessitant pas de crédits		9 897			
	<u>177 451</u>	<u>170 867</u>	<u>16 481</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 001 285</u></b>	<b><u>728 031</u></b>	<b><u>287 323</u></b>	<b><u>1</u></b>	<b><u>-</u></b>
 Votés	634 047	608 833	25 213	1	
Permanents	367 238	105 128	262 110		
Ne nécessitant pas de crédits		14 069			
<b>Total</b>	<b><u>1 001 285</u></b>	<b><u>728 031</u></b>	<b><u>287 323</u></b>	<b><u>1</u></b>	<b><u>-</u></b>
 Dépenses	713 961	728 031			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	262 111		262 110	1	
Immobilisations tangibles	23 089		23 089		
Immobilisations en ressources informationnelles	2 124		2 124		
<b>Total</b>	<b><u>1 001 285</u></b>	<b><u>728 031</u></b>	<b><u>287 323</u></b>	<b><u>1</u></b>	<b><u>-</u></b>

**FORÊTS, FAUNE ET PARCS**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Direction et administration					
Mission : Économie et environnement						
1. Direction et administration	7 810		250	4 747	2 437	
Permanents (1)	10				10	
Amortissement des immobilisations						
2. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (2)	317 563	262 110 <sup>(3)</sup>				
Total	325 383	262 110	-	250	4 747	2 447

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

PROGRAMME 2  
Mission : Économie et environnement

**Gestion des ressources forestières**

1. Aménagement durable du territoire forestier	274 924					
Permanents (1)	20					
Variation à la baisse de provisions						
2. Suppression des feux de forêts						
Permanents (2)	49 520					49 520
3. Forestier en chef	5 588			9	5 016	562
Amortissement des immobilisations						
4. Opérations régionales	168 400		8 237	236	79 562	27 538
Amortissement des immobilisations						
<b>Total</b>	<b>498 452</b>	<b>-</b>	<b>8 237</b>	<b>246</b>	<b>84 578</b>	<b>77 621</b>

(1) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).

(2) Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir les autorités du Ministère dans la gestion et la coordination des activités de nature législative, gouvernementale et ministérielle.

	375						1	
								64
	53 014	2 439						
-	53 389	2 439	-	-	-	1		64

Ce programme vise à gérer l'aménagement durable des forêts publiques, à participer au développement de l'industrie des produits forestiers et à la mise en valeur des forêts privées.

		274 924						
	20							(3 802)
								21
	12 861	39 966						7 889
-	12 881	314 890	-	-	-	-		4 109



# FORÊTS, FAUNE ET PARCS

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Économie et environnement						
Gestion des ressources fauniques et des parcs						
1. Protection de la faune	55 193		3 291	5	36 389	14 460
Permanents (1)	67					
Amortissement des immobilisations						
2. Conservation, gestion et mise en valeur de la faune et des parcs	59 863		11 561	1 624	19 841	15 122
Amortissement des immobilisations						
3. Société des établissements de plein air du Québec	62 270					18 800
Permanents (1)	58					
Total	177 451	-	14 852	1 629	56 230	48 382
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

## TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	634 047		23 089	2 124	145 555	78 919
Permanents	367 238	262 110				49 530
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
<b>Total</b>	<b>1 001 285</b>	<b>262 110</b>	<b>23 089</b>	<b>2 124</b>	<b>145 555</b>	<b>128 449</b>

## SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	145 555		145 555
Fonctionnement	128 449	17 871	146 320
Créances douteuses et autres provisions	125	(3 802)	(3 677)
Transfert	122 503		122 503
Affectation à un fonds spécial	317 329		317 329
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>713 961</b>	<b>14 069</b>	<b>728 031</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats. Il permet également de développer un réseau de parcs nationaux et d'en assurer la gestion et la protection.

		1 048						
67								2 893
		11 716						
								7 003
		43 470						
58								
<b>125</b>	<b>56 233</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9 897</b>

		69 469	314 890				1	
125	53 034	2 439						
								17 871 (3 802)
<b>125</b>	<b>122 503</b>	<b>317 329</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>		<b>14 069</b>

# FORÊTS, FAUNE ET PARCS

## ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	8 148			
Permanents	10			
	8 158	-	-	
Programme 2 – Gestion des ressources forestières				
Votés	381 340			
Permanents	25 020			
	406 360	-	-	
Programme 3 – Gestion des ressources fauniques et des parcs				
Votés	162 567			
Permanents	75			
	162 642	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	552 054			
Permanents	25 105			
Total	577 159	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(338)				7 810
		317 563						317 573
-	-	317 563		(338)		-		325 383
				67 572				448 911
						24 520		49 540
-	-	-		67 572		24 520		498 452
13 133				1 626				177 326
						50		125
13 133	-	-		1 626		50		177 451
13 133				68 860				634 047
		317 563				24 571		367 238
13 133	-	317 563		68 860		24 571		1 001 285

# FORÊTS, FAUNE ET PARCS

## DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	53 389	-	-
<b>Programme 2 – Gestion des ressources forestières</b>			
Prêts forestiers			
Autres			
	12 881	-	-
<b>Programme 3 – Gestion des ressources fauniques et des parcs</b>			
Société des établissements de plein air du Québec		190	
Autres			
	56 233	190	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>122 503</b>	<b>190</b>	<b>-</b>

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<b>Institutions d'enseignement</b>	<b>+</b>	<b>Municipalités</b>	<b>+</b>	<b>Organismes à but non lucratif</b>	<b>+</b>	<b>Personnes</b>	<b>+</b>	<b>Organismes et entreprises du gouvernement</b>	<b>+</b>	<b>Bénéficiaires non ventilés</b>	<b>=</b>	<b>Total 2022</b>	<b>Total 2021</b>
83		23		266				4				375	305
										53 014		53 014	43 385
83		23		266		-		4		53 014		53 389	43 690
								20				20	20
		12 617		244								12 861	12 150
-		12 617		244		-		20		-		12 881	12 170
								43 470				43 470	41 455
778		1 406		7 815				2 574				12 764	33 532
778		1 406		7 815		-		46 044		-		56 233	74 986
<b>861</b>		<b>14 045</b>		<b>8 325</b>		<b>-</b>		<b>46 068</b>		<b>53 014</b>		<b>122 503</b>	<b>130 846</b>

**FORÊTS, FAUNE ET PARCS**

**DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Capital		75 502	60 392
Intérêt		9 817	5 283
Support		37 184	65 171
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>122 503</u></b>	<b><u>122 503</u></b>	<b><u>130 846</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		58 426	59 582
Fonctionnement		110 690	131 673
Capital		1 980	3 987
Intérêt			88
Support		146 233	175 928
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>317 329</u></b>	<b><u>317 329</u></b>	<b><u>371 258</u></b>

**IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	44 413	40 845
Revenus divers	6 196	4 403
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>50 609</u>	<u>45 248</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>697 049</u>	<u>674 251</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><u>747 659</u></u>	<u><u>719 499</u></u>





# IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et soutien aux activités du Ministère					
Votés	62 459	50 868	7 404	4 186	
Permanents	10	7		2	
Ne nécessitant pas de crédits		3 651			
	<u>62 468</u>	<u>54 527</u>	<u>7 404</u>	<u>4 189</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Immigration, francisation et intégration					
Votés	325 616	310 932		14 683	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>325 616</u>	<u>310 932</u>	<u>-</u>	<u>14 683</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>388 084</u></b>	<b><u>365 459</u></b>	<b><u>7 404</u></b>	<b><u>18 872</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	388 074	361 800	7 404	18 870	
Permanents	10	7		2	
Ne nécessitant pas de crédits		3 651			
<b>Total</b>	<b><u>388 084</u></b>	<b><u>365 459</u></b>	<b><u>7 404</u></b>	<b><u>18 872</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	376 493	365 459		14 686	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	86			86	
Immobilisations tangibles	30			30	
Immobilisations en ressources informationnelles	11 475		7 404	4 070	
<b>Total</b>	<b><u>388 084</u></b>	<b><u>365 459</u></b>	<b><u>7 404</u></b>	<b><u>18 872</u></b>	<b><u>-</u></b>

**IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION**
**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture	Direction et soutien aux activités du Ministère					
1. Direction et administration	62 459			7 404	26 424	24 197
Permanents (1)	10					7
Amortissement des immobilisations						
Total	62 468	-	-	7 404	26 424	24 204
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2 Mission : Éducation et culture	Immigration, francisation et intégration					
1. Services de francisation	149 754				47 745	33 097
2. Intégration	109 466				20 063	8 095
3. Immigration et prospection	52 281				29 067	12 541
4. Planification de l'immigration, de la performance et des relations extérieures	14 115				11 555	2 129
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants						
Total	325 616	-	-	-	108 431	55 863

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

	248						4 186	
							2	
								3 651
-	248	-	-	-	-	4 189		3 651

Ce programme vise à assurer une sélection de l'immigration en adéquation avec les besoins du Québec, tout en favorisant une société francophone et inclusive qui vise la pleine participation des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles.

	62 819						6 092	
	78 343						2 964	
	5 476						5 197	
							430	
-	146 639	-	-	-	-	14 683		-

# IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>					
Votés	388 074			7 404	134 855 80 060
Permanents	10				7
Amortissement des immobilisations					
<b>Total</b>	<b>388 084</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 404</b>	<b>134 855 80 067</b>

## SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	134 855		134 855
Fonctionnement	80 067	3 651	83 718
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	146 886		146 886
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>361 808</b>	<b>3 651</b>	<b>365 459</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	146 886						18 870 2	
								3 651
-	146 886	-	-		-	-	18 872	3 651

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère				
Votés	61 763			
Permanents	10			
	61 772	-	-	
Programme 2 – Immigration, francisation et intégration				
Votés	467 065			
Permanents				
	467 065	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	528 828			
Permanents	10			
Total	528 838	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				696				62 459
								10
-	-	-		696		-		62 468
28 016				(169 466)				325 616
28 016	-	-		(169 466)		-		325 616
28 016				(168 769)				388 074
								10
28 016	-	-		(168 769)		-		388 084



# IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

## DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère</b>			
Autres			
	248	-	-
<b>Programme 2 – Immigration, francisation et intégration</b>			
Programme d'accompagnement et de soutien à l'intégration		17	
Programme d'aide à la reconnaissance des compétences			
Programme d'aide financière pour la formation d'appoint en reconnaissance des compétences			
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants			
Programme d'appui aux collectivités			
Programme d'appui aux régions en recrutement international			
Programme Interconnexion		178	
Programme Soutien à la mission			
Autres			
	155 855	196	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>156 102</b>	<b>196</b>	<b>-</b>

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
		248				248	208
-	-	248	-	-	-	248	208
		50 135	3 681			53 834	47 374
		1 579				1 579	1 862
			573			573	
			62 813			62 813	60 290
	7 911	10 749				18 660	5 559
							32
	20	3 126				3 324	10 036
		5 646				5 646	5 118
2	28	180				210	1 187
2	7 959	71 415	67 067	-	-	146 639	131 458
<b>2</b>	<b>7 959</b>	<b>71 662</b>	<b>67 067</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>146 886</b>	<b>131 666</b>

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		146 886	131 666
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>156 102</u></b>	<b><u>146 886</u></b>	<b><u>131 666</u></b>

## JUSTICE

### REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	3 841	4 014
Revenus divers	193 762	154 629
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u><b>197 603</b></u>	<u><b>158 643</b></u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>35 379</u>	<u>33 375</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><b>232 982</b></u>	<u><b>192 019</b></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

# JUSTICE

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration de la justice					
Votés	432 715	410 304	22 411		
Permanents	26 560	26 560			
Ne nécessitant pas de crédits		13 211			
	<u>459 275</u>	<u>450 076</u>	<u>22 411</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Activité judiciaire					
Votés	39 943	39 675	268		
Permanents	118 815	118 815			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>158 758</u>	<u>158 490</u>	<u>268</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Votés	20 684	20 684			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>20 684</u>	<u>20 684</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	226 734	226 734			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>226 734</u>	<u>226 734</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Autres organismes relevant du ministre					
Votés	210 965	210 801	164		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		87			
	<u>210 965</u>	<u>210 888</u>	<u>164</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Votés	180 754	176 085	4 669		
Permanents	301			301	
Ne nécessitant pas de crédits		2 111			
	<u>181 054</u>	<u>178 196</u>	<u>4 669</u>	<u>301</u>	<u>-</u>

# JUSTICE

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Langue française					
Votés	52 089	51 038	1 051		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		357			
	<u>52 089</u>	<u>51 395</u>	<u>1 051</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 309 559</u></b>	<b><u>1 296 462</u></b>	<b><u>28 562</u></b>	<b><u>301</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	937 149	908 586	28 562		
Permanents	372 410	372 110		301	
Ne nécessitant pas de crédits		15 766			
<b>Total</b>	<b><u>1 309 559</u></b>	<b><u>1 296 462</u></b>	<b><u>28 562</u></b>	<b><u>301</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	1 280 996	1 296 462		301	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	556		556		
Immobilisations en ressources informationnelles	28 006		28 006		
<b>Total</b>	<b><u>1 309 559</u></b>	<b><u>1 296 462</u></b>	<b><u>28 562</u></b>	<b><u>301</u></b>	<b><u>-</u></b>

# JUSTICE

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Administration de la justice					
Mission : Gouverne et justice						
1. Direction, gouvernance et administration	56 436			41 750	10 843	
Permanents (1)	10				10	
Permanents (2)	10 202			10 202		
Amortissement des immobilisations						
2. Soutien technologique et Transformation organisationnelle de la justice	88 894	19	22 199	20 271	46 405	
3. Soutien administratif à l'activité judiciaire	181 149	192		70 034	110 923	
4. Affaires juridiques, législatives et accès à la justice	95 340			62 793	6 276	
5. Bureau des infractions et amendes	10 895			9 364	1 531	
Permanents (3)	16 349					
Total	459 275	-	211	22 199	214 415	175 987

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	3 588	255						13 211
	11 805	14 466						
16 349								
<b>16 349</b>	<b>15 393</b>	<b>14 721</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13 211</b>



JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2					
Mission : Gouverne et justice					
Activité judiciaire					
1. Magistrature	3 719		143	3 298	278
Permanents (1)	115 012			112 109	2 903
2. Conseil de la magistrature					
Permanents (1)	3 280			433	2 847
3. Soutien à la magistrature	36 224		126	34 136	1 962
4. Comité sur la rémunération des juges					
Permanents (1)	523			230	293
Total	158 758	-	268	150 205	8 284

(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

**PROGRAMME 3**  
Mission : Gouverne et justice

**Justice administrative**

1. Contribution du ministère de la Justice au Fonds du Tribunal administratif du Québec	19 834				
2. Conseil de la justice administrative	850			566	284
<b>Total</b>	<b>20 684</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>566</b>	<b>284</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il comprend également le comité mandaté pour évaluer la rémunération des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi que pour formuler des recommandations au gouvernement.

-	-	-	-	-	-	-	-
---	---	---	---	---	---	---	---

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une unité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

19 834

-	-	19 834	-	-	-	-	-
---	---	--------	---	---	---	---	---

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 4						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Indemnisation et reconnaissance						
1. Indemnisation des personnes victimes d'actes criminels						
Permanents (1)	224 876					27 278
2. Indemnisation et reconnaissance des actes de civisme						
Permanents (2)	1 858					254
Total	226 734	-	-	-	-	27 532
(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).						
(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).						

**PROGRAMME 5**

Mission : Soutien aux personnes et aux familles

**Autres organismes relevant du ministre**

1. Commission des services juridiques	179 620					
2. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	18 934			41	15 415	3 478
Amortissement des immobilisations						
3. Office de la protection du consommateur	12 411			122	8 585	3 118
Amortissement des immobilisations						
<b>Total</b>	<b>210 965</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>164</b>	<b>24 000</b>	<b>6 596</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.

197 598							
	1 604						
-	199 202	-	-	-	-	-	-

Ce programme comprend trois organismes à savoir, la Commission des services juridiques qui vise à offrir des services d'aide juridique aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux et ayant un rapport avec la justice, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12) ainsi que l'Office de la protection du consommateur qui vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1).

179 620							
	585						45
							42
-	180 205	-	-	-	-	-	87

# JUSTICE

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 6						
Mission : Gouverne et justice						
Poursuites criminelles et pénales						
1. Direction, gouvernance et administration	14 776			10 845	3 931	
2. Directeur des poursuites criminelles et pénales	165 978	72	4 597	135 412	25 897	
Amortissement des immobilisations						
3. Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales						
Permanents (1)	301					
Total	181 054	-	72	4 597	146 256	29 828

(1) Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (RLRQ, chapitre P-27.1).

## **PROGRAMME 7** Mission : Éducation et culture **Langue française**

1. Conseil supérieur de la langue française	654			334	319
2. Office québécois de la langue française	36 307	5	1 047	24 929	6 277
Amortissement des immobilisations					
3. Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française	15 128			1 771	1 646
<b>Total</b>	<b>52 089</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>27 033</b>	<b>8 242</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Le programme couvre également le financement du comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

2 111

						301	
-	-	-	-	-	-	301	2 111

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect, la valorisation et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

	2						
	4 049						357
	11 712						
-	15 763	-	-	-	-	-	357

# JUSTICE

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>						
Votés	937 149	556	28 006	439 503	223 168	
Permanents	372 410			122 973	33 585	
Amortissement des immobilisations						
<b>Total</b>	<b>1 309 559</b>	<b>-</b>	<b>556</b>	<b>562 476</b>	<b>256 753</b>	

## SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	562 476		562 476
Fonctionnement	256 753	15 766	272 519
Créances douteuses et autres provisions	16 349		16 349
Transfert	410 563		410 563
Affectation à un fonds spécial	34 555		34 555
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>1 280 696</b>	<b>15 766</b>	<b>1 296 462</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	211 361	34 555						
16 349	199 202						300	15 766
<b>16 349</b>	<b>410 563</b>	<b>34 555</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>300</b>	<b>15 766</b>



# JUSTICE

## ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Administration de la justice				
Votés	426 912			
Permanents	11 177			
	438 088	-	-	
Programme 2 – Activité judiciaire				
Votés	37 683			
Permanents	94 582			
	132 265	-	-	
Programme 3 – Justice administrative				
Votés	20 632			
Permanents				
	20 632	-	-	
Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance				
Votés				
Permanents	169 483			
	169 483	-	-	
Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre				
Votés	205 863			
Permanents				
	205 863	-	-	
Programme 6 – Poursuites criminelles et pénales				
Votés	171 131			
Permanents	301			
	171 432	-	-	
Programme 7 – Langue française				
Votés	41 753			
Permanents				
	41 753	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	903 974			
Permanents	275 542			
Total	1 179 517	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				5 803				432 715
						15 384		26 560
-	-	-		5 803		15 384		459 275
				2 260				39 943
						24 233		118 815
-	-	-		2 260		24 233		158 758
				52				20 684
-	-	-		52		-		20 684
						57 251		226 734
-	-	-		-		57 251		226 734
3 613				1 488				210 965
3 613	-	-		1 488		-		210 965
				9 623				180 754
								301
-	-	-		9 623		-		181 054
				10 336				52 089
-	-	-		10 336		-		52 089
3 613				29 561				937 149
						96 868		372 410
3 613	-	-		29 561		96 868		1 309 559

# JUSTICE

## DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Administration de la justice</b>			
Accompagnement des victimes de violences sexuelles			
Autres		1	
	15 393	1	-
<b>Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance</b>			
Actes de civisme			
Indemnisation des victimes d'actes criminels			
	199 202	-	-
<b>Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre</b>			
Aide juridique			
Autres services juridiques			
Bourse d'études			
Commission des services juridiques			
Projets et partenariats stratégiques			
Soutien aux activités d'éducation financière			
	180 205	-	-
<b>Programme 7 – Langue française</b>			
Promotion et diffusion de la langue française		29	
Réussir ensemble en français			
Autres			
	15 763	29	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>410 563</b>	<b>30</b>	<b>-</b>

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
		968				<b>968</b>	
130	1 228	10 665		2 402		<b>14 425</b>	7 334
130	1 228	11 632	-	2 402	-	<b>15 393</b>	7 334
			1 604			<b>1 604</b>	1 235
			197 598			<b>197 598</b>	154 360
-	-	-	199 202	-	-	<b>199 202</b>	155 595
			70 065			<b>70 065</b>	72 891
			2 500			<b>2 500</b>	2 500
4						<b>4</b>	4
				107 055		<b>107 055</b>	110 861
3		178				<b>181</b>	142
		400				<b>400</b>	400
7	-	578	72 565	107 055	-	<b>180 205</b>	186 799
3 366	545	7 760		300		<b>11 999</b>	23 824
541		3 220				<b>3 762</b>	4 962
			2			<b>2</b>	6
3 907	545	10 981	2	300	-	<b>15 763</b>	28 791
<b>4 043</b>	<b>1 773</b>	<b>23 191</b>	<b>271 769</b>	<b>109 758</b>	<b>-</b>	<b>410 563</b>	<b>378 520</b>

**JUSTICE****DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		87 840	90 891
Fonctionnement		19 215	19 624
Capital		2 402	347
Intérêt			33
Support		301 105	267 625
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>410 563</u></b>	<b><u>410 563</u></b>	<b><u>378 520</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		10 990	10 974
Fonctionnement		8 668	6 019
Capital		176	176
Support		14 721	18 296
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>34 555</u></b>	<b><u>34 555</u></b>	<b><u>35 464</u></b>

**RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	292	677
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>292</u>	<u>677</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
<b>Total des revenus</b>	<u><u>292</u></u>	<u><u>677</u></u>



**RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE**
**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
<b>PROGRAMME 1</b>					
Direction et administration					
Votés	19 352	18 602	573	177	
Permanents	205	205			
Ne nécessitant pas de crédits		552			
	<u>19 557</u>	<u>19 359</u>	<u>573</u>	<u>177</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Affaires internationales					
Votés	134 241	131 948	2 293		
Permanents		2 483			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>134 241</u>	<u>134 431</u>	<u>2 293</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>153 799</u></b>	<b><u>153 790</u></b>	<b><u>2 867</u></b>	<b><u>177</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	153 593	150 550	2 867	177	
Permanents	205	205			
Ne nécessitant pas de crédits		3 035			
<b>Total</b>	<b><u>153 799</u></b>	<b><u>153 790</u></b>	<b><u>2 867</u></b>	<b><u>177</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	150 755	153 790			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 403		1 403		
Immobilisations tangibles	1 161		991	170	
Immobilisations en ressources informationnelles	479		472	7	
<b>Total</b>	<b><u>153 799</u></b>	<b><u>153 790</u></b>	<b><u>2 867</u></b>	<b><u>177</u></b>	<b><u>-</u></b>



RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 1</b>						
Mission : Économie et environnement						
<b>Direction et administration</b>						
1. Direction et administration	19 352		106	467	12 334	6 155
Permanents (1)	205					205
Amortissement des immobilisations						
<b>Total</b>	<b>19 557</b>	<b>-</b>	<b>106</b>	<b>467</b>	<b>12 334</b>	<b>6 360</b>
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
<b>PROGRAMME 2</b>						
Mission : Économie et environnement						
<b>Affaires internationales</b>						
1. Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales	33 737				4 640	438
2. Représentation du Québec à l'étranger	55 244	1 403	885	5	40 460	12 490
Amortissement des immobilisations						
3. Relations bilatérales	35 778				4 810	848
4. Protocole et Bureau des missions	2 176				2 018	158
5. Relations économiques et interministérielles	3 799				2 016	1 282
6. Soutien aux Offices jeunesse internationaux du Québec	3 508					
<b>Total</b>	<b>134 241</b>	<b>1 403</b>	<b>885</b>	<b>5</b>	<b>53 945</b>	<b>15 216</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Ministère d'assumer les activités administratives nécessaires à la réalisation de sa mission.

	113					177	
							552
-	113	-	-	-	-	177	552

Ce programme vise à promouvoir et à défendre les intérêts du Québec sur le plan international, en s'assurant du respect des compétences et de la cohérence de l'action gouvernementale.

	25 410	3 248					
							2 483
	30 120						
	500						
	3 508						
-	59 538	3 248	-	-	-	-	2 483

## RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	153 593	1 403	991	472	66 279	21 371
Permanents	205					205
Amortissement des immobilisations						
Total	153 799	1 403	991	472	66 279	21 577
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
				DÉPENSES		
				Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération				66 279		66 279
Fonctionnement				21 577	3 035	24 612
Créances douteuses et autres provisions						
Transfert				59 651		59 651
Affectation à un fonds spécial				3 248		3 248
Service de la dette						
Total				150 755	3 035	153 790

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	59 651	3 248					177	
								3 035
-	59 651	3 248	-		-	-	177	3 035

## RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

## ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>				
Votés	21 502			
Permanents	<u>100</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>21 602</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 2 – Affaires internationales</b>				
Votés	109 124			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>109 124</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>				
Votés	130 626			
Permanents	<u>100</u>	<u></u>	<u></u>	
<b>Total</b>	<u>130 726</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(2 150)				19 352
						105		205
-	-	-		(2 150)		105		19 557
				25 118				134 241
-	-	-		25 118		-		134 241
				22 968				153 593
						105		205
-	-	-		22 968		105		153 799

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>			
Autres			
	113	-	-
<b>Programme 2 – Affaires internationales</b>			
Organismes voués à la jeunesse			
Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales		1 993	
Relations bilatérales		33	6
Relations économiques et interministérielles			
	59 538	2 025	6
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>59 651</b>	<b>2 025</b>	<b>6</b>

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
		113				<b>113</b>	184
-	-	113	-	-	-	<b>113</b>	184
				3 508		<b>3 508</b>	3 547
1 127		18 734	329	3 227		<b>25 410</b>	20 216
28 367	60	1 634	20			<b>30 120</b>	2 755
		500				<b>500</b>	208
29 494	60	20 868	350	6 736	-	<b>59 538</b>	26 725
<b>29 494</b>	<b>60</b>	<b>20 980</b>	<b>350</b>	<b>6 736</b>	<b>-</b>	<b>59 651</b>	<b>26 908</b>



RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Intérêt			6
Support		59 651	26 902
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>59 651</u></b>	<b><u>59 651</u></b>	<b><u>26 908</u></b>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		109	109
Fonctionnement		10	20
Support		3 129	3 119
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>3 248</u></b>	<b><u>3 248</u></b>	<b><u>3 248</u></b>

## REVENU

### REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens	39 567 741	33 567 452
Taxes à la consommation	23 906 322	20 932 035
Droits et permis	49 982	46 597
Revenus divers	606 435	779 959
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>64 130 480</u>	<u>55 326 043</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
<b>Total des revenus</b>	<u><u>64 130 480</u></u>	<u><u>55 326 043</u></u>

Note : Le portefeuille Revenu est sous la responsabilité du ministre des Finances.



**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	2 524	1 916
Revenus divers	382 425	299 736
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u><b>384 949</b></u>	<u><b>301 652</b></u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>905 668</u>	<u>319 200</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><b>1 290 618</b></u>	<u><b>620 852</b></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**
**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
<b>PROGRAMME 1</b>					
Fonctions de coordination					
Votés	3 195 099	3 176 039	652	18 408	
Permanents	18 170 987	1 247 348	16 923 639		
Ne nécessitant pas de crédits		910			
	<u>21 366 086</u>	<u>4 424 296</u>	<u>16 924 291</u>	<u>18 408</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Services dispensés à la population					
Votés	29 486 908	28 713 233	7 874	765 802	
Permanents	12 028 397	12 013 262	9 700	5 434	
Ne nécessitant pas de crédits		(294 464)			
	<u>41 515 305</u>	<u>40 432 031</u>	<u>17 574</u>	<u>771 236</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Office des personnes handicapées du Québec					
Votés	16 093	12 899	65	3 129	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		53			
	<u>16 093</u>	<u>12 952</u>	<u>65</u>	<u>3 129</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Votés					
Permanents	12 056 063	10 880 938		1 175 125	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>12 056 063</u>	<u>10 880 938</u>	<u>-</u>	<u>1 175 125</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 5</b>					
Condition des Aînés					
Votés	32 687	31 528		1 159	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(145)			
	<u>32 687</u>	<u>31 383</u>	<u>-</u>	<u>1 159</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<u><b>74 986 234</b></u>	<u><b>55 781 600</b></u>	<u><b>16 941 930</b></u>	<u><b>1 969 058</b></u>	<u><b>-</b></u>

# SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
Votés	32 730 787	31 933 698	8 590	788 498	
Permanents	42 255 447	24 141 548	16 933 339	1 180 560	
Ne nécessitant pas de crédits		(293 646)			
<b>Total</b>	<b>74 986 234</b>	<b>55 781 600</b>	<b>16 941 930</b>	<b>1 969 058</b>	<b>-</b>
Dépenses	57 549 694	55 781 600		1 474 448	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	17 435 816		16 941 216	494 600	
Immobilisations tangibles	23		21	1	
Immobilisations en ressources informationnelles	701		692	9	
<b>Total</b>	<b>74 986 234</b>	<b>55 781 600</b>	<b>16 941 930</b>	<b>1 969 058</b>	<b>-</b>

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Santé et services sociaux		Fonctions de coordination				
1. Direction et gestion ministérielle	159 600	3	3	646	87 320	56 754
Permanents (1)	29					29
Permanents (2)	1 642 142	395 182 <sup>(4)</sup>			5 035	1 241 925
Amortissement des immobilisations						
2. Organisme-conseil	3 753				1 913	977
Permanents (2)	359				27	332
3. Activités nationales	24 472					1 394
Variation à la baisse de provisions						
4. Modification comptable – Paiements de transfert	3 007 274					
Permanents (3)	16 528 457	16 528 457 <sup>(5)</sup>				
Total	21 366 086	16 923 642	3	646	94 295	1 301 412

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(3) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(4) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

(5) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							14 874	
								1 026
	128						735	
	20 278						2 800	
								(117)
	3 007 274							
-	3 027 680	-	-		-	-	18 408	910



**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**
**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 2		Services dispensés à la population			
Mission : Santé et services sociaux					
1.	Santé publique	540 744	7 874 <sup>(7)</sup>		
	Permanents (1)	9 700	9 700 <sup>(7)</sup>		
	Consommation de stocks				
	Variation à la baisse de provisions				
2.	Services généraux - Activités cliniques et d'aide	1 051 539			
	Variation à la baisse de provisions				
3.	Soutien à l'autonomie des personnes âgées – Soutien à domicile	1 795 685			
	Variation à la baisse de provisions				
4.	Soutien à l'autonomie des personnes âgées – Hébergement	3 916 367			
	Variation à la baisse de provisions				
5.	Déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	1 163 040			
	Variation à la baisse de provisions				
6.	Jeunes en difficulté	1 765 850			
	Variation à la baisse de provisions				
7.	Dépendances	165 191			
	Variation à la baisse de provisions				
8.	Santé mentale	1 556 698			
	Variation à la baisse de provisions				
9.	Santé physique	6 804 298			
	Permanents (2)	4 580 875			
	Permanents (3)	11 103			
	Permanents (4)	40			
	Variation à la baisse de provisions				
10.	Administration	1 336 728			
	Variation à la baisse de provisions				
11.	Soutien aux services	1 137 314			
	Variation à la baisse de provisions				
12.	Gestion des bâtiments et des équipements	1 567 121			
	Variation à la baisse de provisions				

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.

532 871								13 065 (244)
1 051 539								(7 142)
1 795 685								(20 951)
3 916 367								(60 231)
1 163 040								(5 519)
1 765 850								(15 443)
165 191								(78)
1 556 698								(2 878)
6 804 298								
4 580 875 <sup>(8)</sup>								
5 709							5 395 40	(74 787)
1 336 728								(4 798)
1 137 314								(1 457)
1 567 121								(13 859)

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**
**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (suite)						
Mission : Santé et services sociaux						
13. Organismes communautaires et autres organismes	916 073					
Variation à la baisse de provisions						
14. Activités connexes	2 411 457					
Permanents (5)	1 172 150					
Permanents (6)	147 484					
Permanents (1)	1 028					
Variation à la baisse de provisions						
15. Service de la dette	1 828 812					
16. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	46 202					
17. Programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés	17 832					
18. Déficience physique	746 360					
Variation à la baisse de provisions						
19. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour l'accessibilité des services en médecine spécialisée	719 600					
20. Financement des actions temporaires pour vaincre la crise sanitaire						
Permanents (1)	6 106 018					
Total	41 515 305	17 574	-	-	-	-

(1) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(2) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(3) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(4) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

(5) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(6) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(7) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

(8) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
916 073								(2 037)
1 988 827		422 630						
1 172 150								
147 484								
1 028								(96 397)
1 828 812								
							46 202	
17 832								
746 360								(1 709)
							719 600	
6 106 018								
-	40 303 865	422 630	-	-	-	-	771 236	(294 464)

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**
**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Santé et services sociaux						
Office des personnes handicapées du Québec						
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	16 093		19	46	9 606	2 392
Amortissement des immobilisations						
Total	16 093	-	19	46	9 606	2 392

**PROGRAMME 4**  
Mission : Santé et services sociaux

**Régie de l'assurance maladie du Québec**

1. Services médicaux						
Permanents (1)	7 696 799					
Permanents (2)	6 146					
Permanents (3)	937 754					
2. Services optométriques						
Permanents (1)	110 907					
Permanents (3)	42					
3. Services dentaires						
Permanents (1)	184 636					
Permanents (3)	87					
4. Services pharmaceutiques et médicaments						
Permanents (1)	2 799 720					
Permanents (3)	24 873					
5. Autres services						
Permanents (1)	159 265					
6. Administration						
Permanents (1)	134 538					
Permanents (3)	1 297					
<b>Total</b>	<b>12 056 063</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(3) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(4) Cette somme inclut des dépenses de 4 580 875 k\$, financées par des crédits établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme prévu dans la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la mise en oeuvre de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (RLRQ, chapitre E-20.1).

	901						3 129	
								53
-	901	-	-	-	-	3 129		53

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés et les frais d'administration, notamment dans le cadre des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments.

	6 866 986						829 812	
	6 146							
	937 754							
	93 316						17 591	
	42							
	170 162						14 474	
	87							
	2 489 890						309 830	
	24 873							
	155 846						3 419	
	134 538							
	1 297							
-	10 880 938 <sup>(4)</sup>	-	-	-	-	1 175 125		-

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**
**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS		
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
<b>PROGRAMME 5</b>						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
<b>Condition des Aînés</b>						
1. Vieillessement actif	20 118					141
Variation à la baisse de provisions						
2. Soutien aux personnes âgées en situation de vulnérabilité	12 569					966
Variation à la baisse de provisions						
<b>Total</b>	<b>32 687</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 107</b>

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Votés	32 730 787	7 877	21	692	98 839	62 624
Permanents	42 255 447	16 933 339			5 062	1 242 286
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
Variation à la baisse de provisions						
<b>Total</b>	<b>74 986 234</b>	<b>16 941 216</b>	<b>21</b>	<b>692</b>	<b>103 901</b>	<b>1 304 910</b>

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES**

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	103 901		103 901
Fonctionnement	1 304 910	1 079	1 305 989
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	54 243 805	(294 725)	53 949 080
Affectation à un fonds spécial	422 630		422 630
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>56 075 246</b>	<b>(293 646)</b>	<b>55 781 600</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme poursuit deux objectifs. Il vise d'abord à favoriser le vieillissement actif au sein de la société québécoise. Ensuite, il assure la mise en place des mesures permettant de lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées et de soutenir de façon particulière les personnes âgées plus vulnérables. Enfin, ce programme permet de planifier, conseiller, concerter et soutenir des politiques ou mesures propices pour combattre les préjugés et favoriser la participation, la santé et la sécurité des personnes âgées, et ce, dans une perspective d'équité intergénérationnelle et de respect de la diversité.

	19 737						240	
								(1)
	10 684						919	
								(144)
-	30 421	-	-	-	-	1 159		(145)

	31 349 605	422 630				788 498		1 079
	22 894 200					1 180 560		13 065
								(307 791)
-	54 243 805	422 630	-	-	-	1 969 058		(293 646)



## SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

## ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Fonctions de coordination				
Votés	204 443			
Permanents	29			
	204 471	-	-	
Programme 2 – Services dispensés à la population				
Votés	29 239 200			
Permanents	7 024 764			
	36 263 964	-	-	
Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec				
Votés	16 093			
Permanents				
	16 093	-	-	
Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec				
Votés				
Permanents	11 092 011			
	11 092 011	-	-	
Programme 5 – Condition des Aînés				
Votés	36 297			
Permanents				
	36 297	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	29 496 032			
Permanents	18 116 804			
Total	47 612 836	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				2 990 657				3 195 099
		16 528 457				1 642 501		18 170 987
-	-	16 528 457		2 990 657		1 642 501		21 366 086
				247 709				29 486 908
						5 003 633		12 028 397
-	-	-		247 709		5 003 633		41 515 305
								16 093
-	-	-		-		-		16 093
						964 052		12 056 063
-	-	-		-		964 052		12 056 063
				(3 610)				32 687
-	-	-		(3 610)		-		32 687
				3 234 756				32 730 787
		16 528 457				7 610 186		42 255 447
-	-	16 528 457		3 234 756		7 610 186		74 986 234

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**
**DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Fonctions de coordination</b>			
Autres		76	7 067
Modification comptable – Paiements de transfert			3 014 427
	<u>3 029 230</u>	<u>76</u>	<u>3 021 495</u>
<b>Programme 2 – Services dispensés à la population</b>			
Accessibilité des services en médecine spécialisée			
Achat de vaccins et de produits biologiques			93 801
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux			103 419
Aide financière pour l'achat de lunettes et de lentilles			
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite			1 319 633
Établissements privés			775 663
Établissements publics		9 340	25 748 769
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée			
Variation de provisions			
Loyer – établissements du réseau			
Organismes communautaires et autres organismes		1 937	5 482
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique		29 523	
Rémunération des résidents en médecine			300 759
Ressources de type familial			654 255
Service de la dette			1 827 689
Services hospitaliers hors Québec			22 472
Services sanitaires aériens			450
Soutien aux proches aidants			15 430
Système du sang			375 663
Transporteurs ambulanciers		511 355	(2 157)
Autres		18 808	6 342 480
	<u>40 580 501</u>	<u>570 963</u>	<u>37 583 809</u>
<b>Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec</b>			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées			116
	<u>1 018</u>	<u>-</u>	<u>116</u>
<b>Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec</b>			
Aides techniques			
Bourses d'études et de recherche			
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie			
Services dentaires			
Services médicaux			
Services optométriques			
Services pharmaceutiques et médicaments			
	<u>12 056 063</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<b>Institutions d'enseignement</b>	<b>+</b>	<b>Municipalités</b>	<b>+</b>	<b>Organismes à but non lucratif</b>	<b>+</b>	<b>Personnes</b>	<b>+</b>	<b>Organismes et entreprises du gouvernement</b>	<b>+</b>	<b>Bénéficiaires non ventilés</b>	<b>=</b>	<b>Total 2022</b>	<b>Total 2021</b>
1 091		12		4 692		148		7 203				20 289	15 215
										(7 153)		3 007 274	1 077 918
1 091		12		4 692		148		7 203		(7 153)		3 027 563	1 093 133
												93 801	76 671
												103 419	101 791
								28 779				28 779	35 464
												1 319 633	1 237 869
												775 663	881 455
3 728		691		37 608		15 271		37 783				25 853 189	28 724 233
													42 648
													107 496
607		1 211		904 799		88 569						914 035	897 589
												118 092	93 826
												300 759	300 744
												654 255	636 999
		278		845								1 828 812	1 617 876
								178 092				200 564	223 091
								41 104				41 554	42 608
		109		14 598				164				30 301	23 552
				2 179				68 263				446 104	414 841
500				(401)				173 969				683 266	702 201
5 123		677		86 121				163 963				6 617 172	669 942
9 958		2 965		1 045 749		103 840		692 117		-		40 009 401 <sup>(1)</sup>	36 830 896
158				627								901	929
158		-		627		-		-		-		901	929
						133 572						133 572	129 676
						22 274						22 274	22 535
								135 836				135 836	134 108
						7 297		162 952				170 249	147 006
								7 810 886				7 810 886	7 476 431
								93 357				93 357	74 279
						1 868 451		646 312				2 514 763	2 659 490
-		-		-		2 031 594		8 849 344		-		10 880 938	10 643 526

# SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

## DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 5 – Condition des Aînés</b>			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés			2 852
Politique Vieillir et vivre ensemble		326	199
	30 421	326	3 051
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>55 697 233</b>	<b>571 366</b>	<b>40 608 471</b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 294 725 k\$ liée à la consommation de stocks et à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
244	179	7 264				<b>10 540</b>	10 360
216	1 988	15 498	8	1 500		<b>19 736</b>	14 206
460	2 167	22 762	8	1 500	-	<b>30 276</b>	24 566
<b>11 668</b>	<b>5 144</b>	<b>1 073 830</b>	<b>2 135 590</b>	<b>9 550 164</b>	<b>(7 153)</b>	<b>53 949 080</b> <sup>(1)</sup>	<b>48 593 050</b>

# SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

## DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		34 130 992	31 256 120
Fonctionnement		10 795 107	10 414 216
Capital		4 133 021	2 090 172
Intérêt		483 536	418 270
Support		4 406 424	4 414 273
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>55 697 233</u></b>	<b><u>53 949 080</u></b> <sup>(1)</sup>	<b><u>48 593 050</u></b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 294 725 k\$ liée à la consommation de stocks et à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

## DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		22 193	14 870
Fonctionnement		238 959	187 114
Capital		1 209	1 164
Intérêt		239	256
Support		160 031	103 694
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>422 630</u></b>	<b><u>422 630</u></b>	<b><u>307 097</u></b>

**SÉCURITÉ PUBLIQUE****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	25 649	16 232
Revenus divers	12 838	13 809
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>38 487</u>	<u>30 042</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
<b>Total des revenus</b>	<u><u>38 487</u></u>	<u><u>30 042</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).



# SÉCURITÉ PUBLIQUE

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
<b>PROGRAMME 1</b>					
Direction et administration					
Votés	82 187	76 567	5 620		
Permanents	129 218	10	129 208		
Ne nécessitant pas de crédits		(3 814)			
	<u>211 405</u>	<u>72 763</u>	<u>134 828</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Services de la Sûreté du Québec					
Votés	811 641	798 421	13 220		
Permanents	640	640			
Ne nécessitant pas de crédits		12 911			
	<u>812 281</u>	<u>811 972</u>	<u>13 220</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Gestion du système correctionnel					
Votés	558 808	558 808			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>558 808</u>	<u>558 808</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Sécurité et prévention					
Votés	227 280	227 280			
Permanents	33 359	33 304		55	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>260 638</u>	<u>260 584</u>	<u>-</u>	<u>55</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 5</b>					
Expertises scientifiques et médico-légales					
Votés	29 591	29 591			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>29 591</u>	<u>29 591</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 6</b>					
Encadrement et surveillance					
Votés	52 795	51 564	1 231		
Permanents	61	57		3	
Ne nécessitant pas de crédits		931			
	<u>52 856</u>	<u>52 553</u>	<u>1 231</u>	<u>3</u>	<u>-</u>

# SÉCURITÉ PUBLIQUE

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
Votés	73 571	73 571			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>73 571</u>	<u>73 571</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 999 150</u></b>	<b><u>1 859 841</u></b>	<b><u>149 279</u></b>	<b><u>58</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	1 835 873	1 815 802	20 071		
Permanents	163 277	34 011	129 208	58	
Ne nécessitant pas de crédits		10 028			
<b>Total</b>	<b><u>1 999 150</u></b>	<b><u>1 859 841</u></b>	<b><u>149 279</u></b>	<b><u>58</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	1 849 871	1 859 841		58	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	129 208		129 208		
Immobilisations tangibles	11 363		11 363		
Immobilisations en ressources informationnelles	8 707		8 707		
<b>Total</b>	<b><u>1 999 150</u></b>	<b><u>1 859 841</u></b>	<b><u>149 279</u></b>	<b><u>58</u></b>	<b><u>-</u></b>

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
1. Direction et administration	82 187		1 996	3 623	48 227	28 170
Permanents (1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (2)	129 208	129 208 <sup>(3)</sup>				
Variation à la baisse de la dépense						
Total	211 405	129 208	1 996	3 623	48 227	28 180

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

**PROGRAMME 2**  
Mission : Gouverne et justice

**Services de la Sûreté du Québec**

1. Surveillance du territoire	531 582	139		271 220	28 794
Permanents (1)	636			636	
2. Enquêtes criminelles	280 059	9 034	4 046	75 949	76 949
Permanents (2)	3				
Amortissement des immobilisations					
<b>Total</b>	<b>812 281</b>	<b>-</b>	<b>9 173</b>	<b>347 805</b>	<b>105 743</b>

(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet de planifier et de coordonner les activités nécessaires à la gestion des programmes du Ministère.

170							5 848
							(9 662)
-	170	-	-	-	-	-	(3 814)

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

231 428							
114 081							
3							12 911
3	-	345 509	-	-	-	-	12 911

# SÉCURITÉ PUBLIQUE

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
1. Services correctionnels	523 308			340 726	181 569	
2. Prestation des organismes communautaires	29 808				29 253	
3. Commission québécoise des libérations conditionnelles	5 692			5 028	664	
Total	558 808	-	-	345 754	211 486	

## PROGRAMME 4

Mission : Gouverne et justice

### Sécurité et prévention

1. Organisation et pratiques policières	12 928				3 212    248
2. Soutien aux services policiers en milieu autochtone	68 079				806    47
3. Sécurité et protection des personnes et des institutions	46 346				36 677    8 988
4. Prévention et lutte contre le crime	45 579				3 029    5 108
5. Prévention des sinistres et atténuation des risques	34 640				4 348    6 365
6. Interventions de sécurité civile	10 263				7 657    2 527
7. Gestion du rétablissement et adaptation	2 814				2 412    27
Permanents (1)	33 359				4 763    1 607
8. Prévention des incendies	6 632				2 641    81
<b>Total</b>	<b>260 638</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>65 545    24 998</b>

(1) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à protéger la société en assurant aux personnes contrevenantes en détention ou suivies dans la communauté des services pour favoriser leur réinsertion sociale. Il inclut également la Commission québécoise des libérations conditionnelles, dont le mandat consiste notamment à examiner le cas des personnes détenues admissibles à une libération conditionnelle.

	1 013							
	555							
-	1 568	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme assure l'inspection des services de police et prévoit le financement des services policiers autochtones. De plus, il agit dans la lutte contre le terrorisme et en prévention de la criminalité, voit au transport et à la protection des membres du Conseil exécutif et gère les services de sécurité dans les palais de justice et certains édifices gouvernementaux. Il veille également à la mise en place des mesures et des activités de prévention et d'atténuation des risques de sinistres portant atteinte à la sécurité des personnes et de leurs biens. Lorsqu'un sinistre survient, ce programme facilite un retour à la vie normale.

	9 468							
	67 226							
	681							
	37 441							
	23 927							
	80							
	375							
	26 934						55	
	3 909							
-	170 041	-	-	-	-	-	55	-

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles		
<b>PROGRAMME 5</b>						
Mission : Gouverne et justice						
<b>Expertises scientifiques et médico-légales</b>						
1. Services et expertises judiciaires	17 377				12 676	4 700
2. Bureau du coronar	12 214				8 812	3 403
<b>Total</b>	<b>29 591</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>21 488</b>	<b>8 103</b>

<b>PROGRAMME 6</b>						
Mission : Gouverne et justice						
<b>Encadrement et surveillance</b>						
1. Commissaire à la déontologie policière Permanents (1)	4 246				3 710	536
2. Comité de déontologie policière	2 366				1 835	531
3. Régie des alcools, des courses et des jeux Permanents (1) Permanents (2) Amortissement des immobilisations	17 433 57 3		26	1 038	13 367	3 003
4. Commissaire à la lutte contre la corruption	20 590		168		11 429	8 993
5. Bureau des enquêtes indépendantes	8 160				6 474	1 686
<b>Total</b>	<b>52 856</b>	<b>-</b>	<b>193</b>	<b>1 038</b>	<b>36 816</b>	<b>14 749</b>

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme est chargé de fournir des services divers en matière de médecine légale et d'expertise judiciaire. Il inclut également le Bureau du coroner, dont le mandat est d'investiguer ou d'enquêter sur les causes et les circonstances des décès obscurs ou violents et, s'il y a lieu, de formuler des recommandations afin d'assurer une meilleure protection de la vie humaine.

-	-	-	-	-	-	-	-
---	---	---	---	---	---	---	---

Ce programme regroupe les organisations qui exercent un rôle dans l'encadrement, la surveillance ou le contrôle des activités policières, des activités d'attribution de contrats pour le secteur public ou des secteurs économiques des boissons, des courses, des jeux et des sports de combat.

57

3

931

57	-	-	-	-	-	3	931
----	---	---	---	---	---	---	-----



# SÉCURITÉ PUBLIQUE

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 7						
Mission : Économie et environnement						
Promotion et développement de la Capitale-Nationale						
1. Secrétariat à la Capitale-Nationale	51 385				1 115	271
2. Commission de la capitale nationale du Québec	22 186					
Total	73 571	-	-	-	1 115	271

### TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 835 873		11 363	8 707	861 351	391 911
Permanents	163 277	129 208			5 399	1 617
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de la dépense						
<b>Total</b>	<b>1 999 150</b>	<b>129 208</b>	<b>11 363</b>	<b>8 707</b>	<b>866 751</b>	<b>393 528</b>

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

### SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	866 751		866 751
Fonctionnement	393 528	19 690	413 218
Créances douteuses et autres provisions	60		60
Transfert	218 965	(9 662)	209 303
Affectation à un fonds spécial	370 509		370 509
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>1 849 813</b>	<b>10 028</b>	<b>1 859 841</b>

Le programme a pour objet le développement et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec à titre de capitale nationale, en contribuant à l'aménagement et la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités et en agissant en complémentarité des milieux locaux et régionaux afin de soutenir leur développement économique, social, culturel et touristique.

							19 690
							(9 662) <sup>(1)</sup>
<b>60</b>	<b>218 965</b>	<b>370 509</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>58</b>	<b>10 028</b>

# SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	89 188			
Permanents	10			
	89 198	-	-	
Programme 2 – Services de la Sûreté du Québec				
Votés	753 735			
Permanents				
	753 735	-	-	
Programme 3 – Gestion du système correctionnel				
Votés	545 375			
Permanents				
	545 375	-	-	
Programme 4 – Sécurité et prévention				
Votés	185 246			
Permanents	33 359			
	218 604	-	-	
Programme 5 – Expertises scientifiques et médico-légales				
Votés	24 987			
Permanents				
	24 987	-	-	
Programme 6 – Encadrement et surveillance				
Votés	52 719			
Permanents	34			
	52 754	-	-	
Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale				
Votés	74 081			
Permanents				
	74 081	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 725 330			
Permanents	33 403			
Total	1 758 733	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(7 001)				82 187
		129 208						129 218
-	-	129 208		(7 001)		-		211 405
1 580				56 326				811 641
		636				3		640
1 580	-	636		56 326		3		812 281
				13 433				558 808
-	-	-		13 433		-		558 808
				42 034				227 280
-	-	-		42 034		-		33 359
				4 605				260 638
-	-	-		4 605		-		29 591
				76		26		52 795
-	-	-		76		26		61
				(510)				52 856
-	-	-		(510)		-		73 571
1 580				108 963				73 571
		129 844				30		1 835 873
1 580	-	129 844		108 963		30		163 277
								1 999 150

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	170	-	-
<b>Programme 3 – Gestion du système correctionnel</b>			
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre			
Autres			
	1 568	-	-
<b>Programme 4 – Sécurité et prévention</b>			
Cadre pour la prévention de sinistres			
Formation des policiers et des pompiers			
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac			
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes			880
Sécurité civile		7 518	
Services policiers en milieu autochtone			
Autres			
	170 096	7 518	880
<b>Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale</b>			
Aide à la Ville de Québec			
Commission de la capitale nationale du Québec			
Programme d'appui aux actions régionales			
	47 186	-	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>219 019</b>	<b>7 518</b>	<b>880</b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 9 662 k\$ en 2021-2022 (0 \$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<b>Institutions d'enseignement</b>	<b>+</b>	<b>Municipalités</b>	<b>+</b>	<b>Organismes à but non lucratif</b>	<b>+</b>	<b>Personnes</b>	<b>+</b>	<b>Organismes et entreprises du gouvernement</b>	<b>+</b>	<b>Bénéficiaires non ventilés</b>	<b>=</b>	<b>Total 2022</b>	<b>Total 2021</b>
		20		150								170	395
										(9 662)		(9 662)	48 716
-		20		150		-		-		(9 662)		(9 492) <sup>(1)</sup>	49 110
				555								555	
100				913								1 013	601
100		-		1 468		-		-		-		1 568	601
		23 918										23 918	15 127
		3 500						6 660				10 160	10 507
		7 303		140				57				7 500	7 400
81		19 473		7 333				2 770				30 537	14 634
		2 470		1 659		15 287						26 934	55 832
		50 275		16 951								67 226	66 783
		3 170		597								3 767	4 775
81		110 108		26 680		15 287		9 487		-		170 041	175 057
		14 800										14 800	14 800
								22 186				22 186	22 717
4		1 471		8 725								10 200	29 983
4		16 271		8 725		-		22 186		-		47 186	67 500
<b>185</b>		<b>126 400</b>		<b>37 022</b>		<b>15 287</b>		<b>31 672</b>		<b>(9 662)</b>		<b>209 303</b> <sup>(1)</sup>	<b>292 269</b>

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

### DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		4 558	4 240
Fonctionnement		14 351	15 357
Capital		(1 685)	57 991
Intérêt		1 427	2 232
Support		190 653	212 448
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>219 019</u></b>	<b><u>209 303</u></b> <sup>(1)</sup>	<b><u>292 269</u></b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 9 662 k\$ en 2021-2022 (0 \$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

### DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		274 884	273 357
Fonctionnement		61 864	60 757
Capital		8 658	8 411
Intérêt		104	1
Support		25 000	21 000
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>370 509</u></b>	<b><u>370 509</u></b>	<b><u>363 526</u></b>

# TOURISME

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction, administration et gestion des programmes					
Votés	15 008	15 008			
Permanents	518 161	72 689	445 472		
Ne nécessitant pas de crédits		(11 499)			
	<u>533 169</u>	<u>76 198</u>	<u>445 472</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Développement du tourisme					
Votés	164 528	163 528		1 000	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>164 528</u>	<u>163 528</u>	<u>-</u>	<u>1 000</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre					
Votés	126 785	126 785			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>126 785</u>	<u>126 785</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>824 482</u></b>	<b><u>366 511</u></b>	<b><u>445 472</u></b>	<b><u>1 000</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	306 321	305 321		1 000	
Permanents	518 161	72 689	445 472		
Ne nécessitant pas de crédits		(11 499)			
<b>Total</b>	<b><u>824 482</u></b>	<b><u>366 511</u></b>	<b><u>445 472</u></b>	<b><u>1 000</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	379 010	366 511		1 000	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	445 472		445 472		
Immobilisations tangibles					
Immobilisations en ressources informationnelles					
<b>Total</b>	<b><u>824 482</u></b>	<b><u>366 511</u></b>	<b><u>445 472</u></b>	<b><u>1 000</u></b>	<b><u>-</u></b>



**TOURISME**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Direction, administration et gestion des programmes					
Mission : Économie et environnement						
1. Direction et administration	4 412					
Permanents (1)	10					
2. Gestion des programmes	10 596					
3. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (2)	518 152	445 472 <sup>(3)</sup>				
Variation à la baisse de la dépense						
Total	533 169	445 472	-	-	-	

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(3) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

PROGRAMME 2  
Mission : Économie et environnement

**Développement du tourisme**

1. Soutien aux projets de développement du tourisme	83 295					
2. Appui aux organisations de développement touristique régional	41 823					
3. Soutien aux événements touristiques	39 410					
<b>Total</b>	<b>164 528</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

PROGRAMME 3  
Mission : Économie et environnement

**Organismes relevant du ministre**

1. Société du Centre des congrès de Québec	20 591					
2. Société du Palais des congrès de Montréal	47 945					
3. Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique	58 248					
<b>Total</b>	<b>126 785</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Le programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes dédiés à l'industrie touristique du Québec, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et des stratégies touchant l'industrie touristique ainsi que le traitement des plaintes et les services d'accueil et d'information touristique.

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre et en assurant la promotion du Québec.

**Le programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en aménageant et en exploitant les installations publiques à caractère touristique.**

343

# TOURISME

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>						
Votés	306 321					
Permanents	518 161	445 472				
Variation à la baisse de la dépense						
<b>Total</b>	<b>824 482</b>	<b>445 472</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

## SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération			
Fonctionnement			
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	126 785	(11 499)	115 286
Affectation à un fonds spécial	251 226		251 226
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>378 010</b>	<b>(11 499)</b>	<b>366 511</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	126 785	178 537 72 689			1 000			
								(11 499) <sup>(1)</sup>
-	126 785	251 226	-		1 000	-	-	(11 499)

**TOURISME**

**ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
<b>Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes</b>				
Votés	14 908			
Permanents	<u>10</u>			
	<u>14 918</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 2 – Développement du tourisme</b>				
Votés	97 128			
Permanents	<u>97 128</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 3 – Organismes relevant du ministre</b>				
Votés	103 666			
Permanents	<u>103 666</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>				
Votés	215 702			
Permanents	<u>10</u>			
<b>Total</b>	<u>215 712</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
		518 152		100				15 008
								518 161
-	-	518 152		100		-		533 169
				67 400				164 528
-	-	-		67 400		-		164 528
				23 119				126 785
-	-	-		23 119		-		126 785
		518 152		90 619				306 321
								518 161
-	-	518 152		90 619		-		824 482

## TOURISME

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes</b>			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	-	-	-
<b>Programme 3 – Organismes relevant du ministre</b>			
Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique			
Société du Centre des congrès de Québec			
Société du Palais des congrès de Montréal			
	126 785	-	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>126 785</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 11 499 k\$ en 2021-2022 (0 \$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>+</u>	<u>Municipalités</u>	<u>+</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>+</u>	<u>Personnes</u>	<u>+</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>+</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>=</u>	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
										(11 499)		(11 499)	7 345
-		-		-		-		-		(11 499)		(11 499) <sup>(1)</sup>	7 345
								58 248				58 248	72 031
								20 591				20 591	19 523
								47 945				47 945	50 578
-		-		-		-		126 785		-		126 785	142 132
-		-		-		-		126 785		(11 499)		115 286 <sup>(1)</sup>	149 477



## TOURISME

### DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		17 505	22 783
Fonctionnement		40 570	54 384
Capital		43 884	58 180
Intérêt		13 327	14 129
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>126 785</u></b>	<b><u>115 286</u></b> <sup>(1)</sup>	<b><u>149 477</u></b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 11 499 k\$ en 2021-2022 (0 \$ en 2020-2021) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

### DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		10 051	10 036
Fonctionnement		4 517	5 832
Capital		5 599	9 670
Intérêt		1 062	1 925
Support		229 996	179 801
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>252 226</u></b>	<b><u>251 226</u></b>	<b><u>207 264</u></b>

**TRANSPORTS****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	50 452	46 223
Revenus divers	19 969	18 712
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>70 421</u>	<u>64 935</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>4 120</u>	<u>163</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><b>74 541</b></u>	<u><b>65 098</b></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).



# TRANSPORTS

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Votés	2 975 248	2 875 314	99 934		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		23 341			
	<u>2 975 248</u>	<u>2 898 655</u>	<u>99 934</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Votés	69 052	63 702	5 350		
Permanents	6 119 404	5 714 983	404 422		
Ne nécessitant pas de crédits		5 240			
	<u>6 188 457</u>	<u>5 783 926</u>	<u>409 771</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>9 163 705</u></b>	<b><u>8 682 580</u></b>	<b><u>509 706</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	3 044 300	2 939 016	105 284		
Permanents	6 119 404	5 714 983	404 422		
Ne nécessitant pas de crédits		28 581			
<b>Total</b>	<b><u>9 163 705</u></b>	<b><u>8 682 580</u></b>	<b><u>509 706</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	8 653 999	8 682 580			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	404 842		404 842		
Immobilisations tangibles	98 619		98 619		
Immobilisations en ressources informationnelles	6 245		6 245		
<b>Total</b>	<b><u>9 163 705</u></b>	<b><u>8 682 580</u></b>	<b><u>509 706</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>

# TRANSPORTS

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Infrastructures et systèmes de transport						
1. Transport terrestre	2 650 069	420 <sup>(1)</sup>	62 655	794	57 422	389 642
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
2. Transport maritime	229 946		191		1 344	1 965
Amortissement des immobilisations						
3. Transport aérien	83 872		35 773		8 216	10 829
Amortissement des immobilisations						
4. Commission des transports du Québec	11 361			101	9 398	1 862
Amortissement des immobilisations						
Total	2 975 248	420	98 619	895	76 380	404 298

(1) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

PROGRAMME 2  
Mission : Économie et environnement

### Administration et services corporatifs

1. Direction	9 914				8 976	644
Permanents (1)	19					19
2. Services corporatifs	50 314			5 350	31 309	13 655
Permanents (2)	586					
Amortissement des immobilisations						
3. Planification, recherche et développement	8 824				8 197	472
4. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (3)	6 118 799	404 422 <sup>(4)</sup>				
<b>Total</b>	<b>6 188 457</b>	<b>404 422</b>	<b>-</b>	<b>5 350</b>	<b>48 483</b>	<b>14 790</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(4) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2020-2021.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'entretien d'hiver des infrastructures routières de même que l'amélioration, la réfection, et l'entretien des infrastructures ferroviaires, maritimes et aériennes. Il vise aussi à établir des politiques et à verser des subventions notamment en transport adapté et à la Société des Traversiers du Québec. De plus, ce programme regroupe les activités et mandats du Secrétariat aux affaires maritimes et comprend une contribution du Ministère au Fonds des réseaux de transport terrestre pour le financement des infrastructures routières et de transport collectif.

	139 683	1 999 453						4 745
								125
	226 447							2 666
	29 054							14 713
								1 092
-	395 184	1 999 453	-	-	-	-	-	23 341

Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

	294							
586								5 240
	154							
	53 338	5 661 040						
586	53 786	5 661 040	-	-	-	-	-	5 240

## TRANSPORTS

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	3 044 300	420	98 619	6 245	124 862	419 069
Permanents	6 119 404	404 422				19
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
Total	9 163 705	404 842	98 619	6 245	124 862	419 088

## SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	124 862		124 862
Fonctionnement	419 088	28 581	447 670
Créances douteuses et autres provisions	586		586
Transfert	448 969		448 969
Affectation à un fonds spécial	7 660 493		7 660 493
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>8 653 999</b>	<b>28 581</b>	<b>8 682 580</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	395 632	1 999 453						
586	53 338	5 661 040						28 456
								125
<b>586</b>	<b>448 969</b>	<b>7 660 493</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28 581</b>



# TRANSPORTS

## ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
<b>Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport</b>				
Votés	1 293 877			
Permanents				
	<u>1 293 877</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 2 – Administration et services corporatifs</b>				
Votés	61 636			
Permanents	44			
	<u>61 681</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>				
Votés	1 355 513			
Permanents	44			
<b>Total</b>	<u>1 355 558</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
1 293				1 680 078				2 975 248
<u>1 293</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>1 680 078</u>		<u>-</u>		<u>2 975 248</u>
				7 416				69 052
		6 118 799				561		6 119 404
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>6 118 799</u>		<u>7 416</u>		<u>561</u>		<u>6 188 457</u>
1 293				1 687 494				3 044 300
		6 118 799				561		6 119 404
<u>1 293</u>	<u>-</u>	<u>6 118 799</u>		<u>1 687 494</u>		<u>561</u>		<u>9 163 705</u>

## TRANSPORTS

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport</b>			
Aide à l'adaptation des taxis et autocars			
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées			
Aide aux chemins d'accès isolés			
Aide spécifique pour le transport adapté			
Société des Traversiers du Québec			
Soutien au déploiement des autobus scolaires électriques			
Transport aérien		15 321	
Transport ferroviaire			
Transport maritime		5 973	
Transport terrestre		20	
Autres		1 113	
	395 184	22 427	-
<b>Programme 2 – Administration et services corporatifs</b>			
Aide à la recherche et au développement en transport			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	53 786	-	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>448 969</b>	<b>22 427</b>	<b>-</b>

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
			12 250			12 250	1 595
		199				199	8 884
	117 780					117 780	697
				207 076		207 076	62 018
	9 392	50	4 272			29 035	196 977
		2 500				2 500	5 500
1 000	5 619	6 778				19 371	41 203
	225	3 193				3 438	2 500
	2 417	4				3 534	14 231
							762
							5 996
<u>1 000</u>	<u>135 434</u>	<u>12 724</u>	<u>16 522</u>	<u>207 076</u>	<u>-</u>	<u>395 184</u>	<u>340 363</u>
20		119		15		154	102
		294				294	374
					53 338	53 338	17 724
20	-	413	-	15	53 338	53 786	18 200
<u>1 020</u>	<u>135 434</u>	<u>13 138</u>	<u>16 522</u>	<u>207 091</u>	<u>53 338</u>	<u>448 969</u>	<u>358 562</u>

**TRANSPORTS****DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		54 992	48 066
Fonctionnement		130 586	127 942
Capital		89 931	55 567
Intérêt		7 760	7 739
Support		165 699	119 249
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>448 969</u></b>	<b><u>448 969</u></b>	<b><u>358 562</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Support		7 660 493	1 951 187
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>7 660 493</u></b>	<b><u>7 660 493</u></b>	<b><u>1 951 187</u></b>

**TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE****REVENUS PAR CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2022**  
(en milliers de dollars)

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Revenus</b>		
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	36 038	32 020
Revenus divers	75 914	84 918
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
<b>Revenus autonomes</b>	<u>111 952</u>	<u>116 938</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>802 245</u>	<u>750 265</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><b>914 197</b></u>	<u><b>867 203</b></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).



**TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**
**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
<b>PROGRAMME 1</b>					
Gouvernance, administration et services à la clientèle					
Votés	593 016	575 645	356	17 015	
Permanents	92	92			
Ne nécessitant pas de crédits		449			
	<u>593 108</u>	<u>576 186</u>	<u>356</u>	<u>17 015</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Mesures d'aide financière					
Votés	3 147 030	2 888 857		258 174	
Permanents	22 047	22 047			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 169 077</u>	<u>2 910 904</u>	<u>-</u>	<u>258 174</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Mesures d'aide à l'emploi					
Votés	903 177	888 176		15 000	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>903 177</u>	<u>888 176</u>	<u>-</u>	<u>15 000</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>4 665 362</u></b>	<b><u>4 375 266</u></b>	<b><u>356</u></b>	<b><u>290 189</u></b>	<b><u>-</u></b>
Votés	4 643 223	4 352 678	356	290 189	
Permanents	22 138	22 138			
Ne nécessitant pas de crédits		449			
<b>Total</b>	<b><u>4 665 362</u></b>	<b><u>4 375 266</u></b>	<b><u>356</u></b>	<b><u>290 189</u></b>	<b><u>-</u></b>
Dépenses	4 662 096	4 375 266		287 279	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 681		1	1 680	
Immobilisations tangibles	1 585		355	1 230	
Immobilisations en ressources informationnelles					
<b>Total</b>	<b><u>4 665 362</u></b>	<b><u>4 375 266</u></b>	<b><u>356</u></b>	<b><u>290 189</u></b>	<b><u>-</u></b>



TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Gouvernance, administration et services à la clientèle					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Direction et administration	138 669		355		48 883	54 180
Permanents (1)	10					10
Permanents (2)	31					
Amortissement des immobilisations						
2. Solidarité sociale et analyse stratégique	110 795	1			99 749	10 213
3. Services d'aide à l'emploi	212 714					93
4. Services Québec	85 748					
5. Recouvrement	7 658				7 186	432
Permanents (2)	51					51
6. Relations du travail	32 029				6 541	1 385
7. Contribution financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale au Tribunal administratif du travail	5 403					
Total	593 108	1	355	-	162 358	66 365

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>					<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	570	19 540					15 141	
31								449
	220						612	
		212 040					581	
		85 748						
							40	
	23 462						641	
		5 403						
<b>31</b>	<b>24 252</b>	<b>322 731</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>17 015</b>	<b>449</b>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2		Mesures d'aide financière				
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Aide aux personnes et aux familles	3 039 805					
Permanents (1)	22 047					
2. Action communautaire	75 395					
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	31 830					
Total	3 169 077	-	-	-	-	-
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						
PROGRAMME 3		Mesures d'aide à l'emploi				
Mission : Économie et environnement						
1. Mesures d'aide à l'emploi	903 177					
Total	903 177	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles à toutes les citoyennes et tous les citoyens qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre les ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. Ce programme permet aussi d'allouer, à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires le financement en lien avec leur mission globale. Enfin, il vise aussi à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales.

	2 751 602	33 002				255 201	
22 047							
	36 557	38 187				651	
	29 509					2 321	
<b>22 047</b>	<b>2 817 668</b>	<b>71 189</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>258 174</b>	<b>-</b>

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Le Ministère est responsable de l'offre de services publics d'emploi dont l'information sur le marché du travail, le placement et les mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Le Ministère est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre F-5).

	12 500	875 676				15 000	
<b>-</b>	<b>12 500</b>	<b>875 676</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15 000</b>	<b>-</b>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	4 643 223	1	355	162 358	66 304	
Permanents	22 138				61	
Amortissement des immobilisations						
Total	4 665 362	1	355	-	162 358	66 365

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	162 358		162 358
Fonctionnement	66 365	449	66 814
Créances douteuses et autres provisions	22 078		22 078
Transfert	2 854 419		2 854 419
Affectation à un fonds spécial	1 269 597		1 269 597
Service de la dette			
<b>Total</b>	<b>4 374 816</b>	<b>449</b>	<b>4 375 266</b>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
22 078	2 854 419	1 269 597					290 189	
								449
<b>22 078</b>	<b>2 854 419</b>	<b>1 269 597</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>290 189</b>	<b>449</b>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
<b>Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle</b>				
Votés	571 942			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>571 952</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 2 – Mesures d'aide financière</b>				
Votés	3 109 880			
Permanents	<u>5 500</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>3 115 380</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>Programme 3 – Mesures d'aide à l'emploi</b>				
Votés	874 036			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>874 036</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>				
Votés	4 555 858			
Permanents	<u>5 510</u>	<u></u>	<u></u>	
<b>Total</b>	<u>4 561 368</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
4 726				16 349				593 016
						81		92
<u>4 726</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>16 349</u>		<u>81</u>		<u>593 108</u>
				37 150				3 147 030
						16 547		22 047
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>37 150</u>		<u>16 547</u>		<u>3 169 077</u>
				29 141				903 177
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>29 141</u>		<u>-</u>		<u>903 177</u>
4 726				82 640				4 643 223
						16 628		22 138
<u>4 726</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>82 640</u>		<u>16 628</u>		<u>4 665 362</u>



TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
<b>Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle</b>			
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail			
Autres			
	24 252	-	-
<b>Programme 2 – Mesures d'aide financière</b>			
Aide aux personnes et aux familles			
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris			
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires			
Programme de soutien financier aux corporations de développement communautaire			
Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi			
	3 074 201	-	-
<b>Programme 3 – Mesures d'aide à l'emploi</b>			
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre		12 500	
	27 500	12 500	-
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>3 125 953</b>	<b>12 500</b>	<b>-</b>

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2022</u>	<u>Total 2021</u>
				18 400		<b>18 400</b>	35 350
		570		5 282		<b>5 852</b>	6 615
-	-	570	-	23 682	-	<b>24 252</b>	41 965
		3 366	2 748 236			<b>2 751 602</b>	2 804 009
			27 397	2 112		<b>29 509</b>	30 650
		112				<b>112</b>	304
		6 208				<b>6 208</b>	6 167
		30 237				<b>30 237</b>	
-	-	39 923	2 775 633	2 112	-	<b>2 817 668</b>	2 841 130
						<b>12 500</b>	75 000
-	-	-	-	-	-	<b>12 500</b>	75 000
-	-	<b>40 493</b>	<b>2 775 633</b>	<b>25 794</b>	-	<b>2 854 419</b>	<b>2 958 095</b>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		20 524	20 763
Fonctionnement		833	994
Capital		86	39
Support		2 832 976	2 936 298
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>3 125 953</u></b>	<b><u>2 854 419</u></b>	<b><u>2 958 095</u></b>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL  
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Rémunération		207 519	208 617
Fonctionnement		104 454	101 315
Capital		10 758	7 881
Intérêt			933
Support		946 866	947 164
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 275 047</u></b>	<b><u>1 269 597</u></b>	<b><u>1 265 910</u></b>

## **4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE**

## REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS +
<b>ASSEMBLÉE NATIONALE</b>	
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 758
<b>Total du portefeuille</b>	<b>2 758</b>
<b>AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION</b>	
2 Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	
3 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	
4 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
5 Projets d'infrastructures 2008	
6 Projets d'infrastructures 2015	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>
<b>AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION</b>	
7 Financement des programmes de gestion des risques agricoles	
8 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 317
<b>Total du portefeuille</b>	<b>1 317</b>
<b>CULTURE ET COMMUNICATIONS</b>	
9 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 607
10 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
11 Financement des unités autonomes de service	1 438
12 Projets d'infrastructures 2008	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>3 046</b>
<b>ÉCONOMIE ET INNOVATION</b>	
13 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
14 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
15 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	17
16 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>17</b>
<b>ÉDUCATION</b>	
17 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	
18 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
19 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	
20 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	170
21 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>170</b>

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
				2 758	1 702	1
-		-		2 758	1 702	
12 029				12 029		2
383				383	404	3
108 401				108 401	38 854	4
5 708				5 708	33 058	5
23 166				23 166	51 537	6
149 687		-		149 687	123 853	
103 706				103 706	121 694	7
				1 317	715	8
103 706		-		105 024	122 408	
				1 607	1 433	9
		1 970		1 970		10
				1 438	200	11
					9 000	12
-		1 970		5 016	10 633	
3 618				3 618	400	13
				17	1 535	14
16 923				16 923	102	15
					23 564	16
20 541		-		20 557	25 601	
20 271				20 271	22 063	17
		1 413		1 413	3 477	18
106 281				106 281	41 291	19
24 388				24 558	23 370	20
95 485				95 485		21
246 425		1 413		248 008	90 202	

**REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+
<b>ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES</b>		
22 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	25	
23 Financement d'infrastructures 2018		
24 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	93	
25 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		
<b>Total du portefeuille</b>	<b>118</b>	
<b>ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>		
26 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		
27 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
28 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		
29 Formation dans les pénitenciers fédéraux		
30 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	149	
31 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		
<b>Total du portefeuille</b>	<b>149</b>	
<b>ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</b>		
32 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	493	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>493</b>	
<b>FINANCES</b>		
33 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence		
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	
<b>FORÊTS, FAUNE ET PARCS</b>		
34 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
35 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	75	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>75</b>	
<b>JUSTICE</b>		
36 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
37 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	
<b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>		
38 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	118 310	
39 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
40 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
41 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	307	
42 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		
<b>Total du portefeuille</b>	<b>118 617</b>	

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
				25	28	22
34 789				34 789	22 921	23
				93		24
454				454	4 726	25
<b>35 244</b>		<b>-</b>		<b>35 362</b>	<b>27 675</b>	
6 448				6 448		26
		1 000		1 000		27
					10 415	28
267				267	184	29
				149	148	30
52 426				52 426		31
<b>59 142</b>		<b>1 000</b>		<b>60 290</b>	<b>10 747</b>	
				493	976	32
<b>-</b>		<b>-</b>		<b>493</b>	<b>976</b>	
1 014 076				1 014 076	495 770	33
<b>1 014 076</b>		<b>-</b>		<b>1 014 076</b>	<b>495 770</b>	
		1 850		1 850	265	34
2 128		271		2 474	789	35
<b>2 128</b>		<b>2 121</b>		<b>4 324</b>	<b>1 054</b>	
489				489	508	36
1 000				1 000		37
<b>1 489</b>		<b>-</b>		<b>1 489</b>	<b>508</b>	
				118 310	110 611	38
					470	39
		15 008		15 008	19 394	40
68 788				69 095	68 716	41
49 645				49 645		42
<b>118 432</b>		<b>15 008</b>		<b>252 058</b>	<b>199 191</b>	



**REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS +
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>	
43 Administration de la Loi sur les armes à feu	
44 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
45 Financement des unités autonomes de service	205
46 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
47 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 310
<b>Total du portefeuille</b>	<b>1 515</b>
<b>TRANSPORTS</b>	
48 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>
<b>TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE</b>	
49 Financement du Bureau d'évaluation médicale	
50 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	153
<b>Total du portefeuille</b>	<b>153</b>
<b>TOTAL</b>	<b>128 428</b>

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
5 428				5 428	5 908	43
		300		300		44
3 500				3 705	3 670	45
		2 698		2 698	2 945	46
18 737		60		20 107	40 357	47
<b>27 665</b>		<b>3 058</b>		<b>32 238</b>	<b>52 881</b>	
25 181				25 181	3 234	48
<b>25 181</b>		<b>-</b>		<b>25 181</b>	<b>3 234</b>	
		4 612		4 612	4 686	49
				153	149	50
<b>-</b>		<b>4 612</b>		<b>4 765</b>	<b>4 834</b>	
<b>1 803 714</b>		<b>29 182</b>		<b>1 961 324</b>	<b>1 171 269</b>	

# DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
<b>ASSEMBLÉE NATIONALE</b>		
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
<b>Total du portefeuille</b>	-	-
<b>AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION</b>		
2 Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes		
3 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées		
4 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		
5 Projets d'infrastructures 2008		
6 Projets d'infrastructures 2015		
<b>Total du portefeuille</b>	-	-
<b>AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION</b>		
7 Financement des programmes de gestion des risques agricoles		
8 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
<b>Total du portefeuille</b>	-	-
<b>CULTURE ET COMMUNICATIONS</b>		
9 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		1 607
10 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		1 970
11 Financement des unités autonomes de service		1 438
12 Projets d'infrastructures 2008		
<b>Total du portefeuille</b>	-	5 016
<b>ÉCONOMIE ET INNOVATION</b>		
13 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
14 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		
15 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
16 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		
<b>Total du portefeuille</b>	-	-
<b>ÉDUCATION</b>		
17 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		20 271
18 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
19 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		106 281
20 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		1 188
21 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		86 282
<b>Total du portefeuille</b>	-	214 022

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
				2 758		2 758	1 702	1
-		-		2 758		2 758	1 702	
12 029						12 029		2
383						383	404	3
108 401						108 401	38 854	4
5 708						5 708	33 058	5
23 166						23 166	51 537	6
149 687		-		-		149 687	123 853	
103 706						103 706	121 694	7
1 317						1 317	715	8
105 024		-		-		105 024	122 408	
						1 607	1 433	9
						1 970		10
						1 438	200	11
							9 000	12
-		-		-		5 016	10 633	
3 618						3 618	400	13
17						17	1 535	14
16 923						16 923	102	15
20 557		-		-		20 557	23 564	16
1 413						20 271	22 063	17
						1 413	3 477	18
						106 281	41 291	19
		23 369				24 558	23 370	20
9 203						95 485		21
10 617		23 369		-		248 008	90 202	

# DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
<b>ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES</b>		
22 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		
23 Financement d'infrastructures 2018		
24 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
25 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>		
26 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		6 448
27 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
28 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		
29 Formation dans les pénitenciers fédéraux		267
30 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		149
31 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		52 426
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>59 290</b>
<b>ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</b>		
32 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>FINANCES</b>		
33 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence		
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>FORÊTS, FAUNE ET PARCS</b>		
34 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
35 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>JUSTICE</b>		
36 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
37 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>		
38 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	118 310	
39 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
40 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	15 008	
41 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	69 095	
42 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		
<b>Total du portefeuille</b>	<b>202 413</b>	<b>-</b>

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
25						25	28	22
34 789						34 789	22 921	23
93						93		24
454						454	4 726	25
<b>35 362</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>35 362</b>	<b>27 675</b>	
						6 448		26
1 000						1 000		27
							10 415	28
						267	184	29
						149	148	30
						52 426		31
<b>1 000</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>60 290</b>	<b>10 747</b>	
493						493	976	32
<b>493</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>493</b>	<b>976</b>	
1 014 076						1 014 076	495 770	33
<b>1 014 076</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>1 014 076</b>	<b>495 770</b>	
1 850						1 850	265	34
2 474						2 474	789	35
<b>4 324</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>4 324</b>	<b>1 054</b>	
				489		489	508	36
		1 000				1 000		37
<b>-</b>		<b>1 000</b>		<b>489</b>		<b>1 489</b>	<b>508</b>	
						118 310	110 611	38
							470	39
						15 008	19 394	40
						69 095	68 716	41
49 645						49 645		42
<b>49 645</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>252 058</b>	<b>199 191</b>	

# DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>		
43 Administration de la Loi sur les armes à feu		
44 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
45 Financement des unités autonomes de service		
46 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
47 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
<b>Total du portefeuille</b>	-	-
<b>TRANSPORTS</b>		
48 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
<b>Total du portefeuille</b>	-	-
<b>TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE</b>		
49 Financement du Bureau d'évaluation médicale		
50 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
<b>Total du portefeuille</b>	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>202 413</b>	<b>278 327</b>

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
				5 428		5 428	5 908	43
300						300		44
				3 705		3 705	3 670	45
				2 698		2 698	2 945	46
12				20 095		20 107	40 357	47
<b>312</b>		<b>-</b>		<b>31 926</b>		<b>32 238</b>	<b>52 881</b>	
25 181						25 181	3 234	48
<b>25 181</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>25 181</b>	<b>3 234</b>	
				4 612		4 612	4 686	49
				153		153	149	50
<b>-</b>		<b>-</b>		<b>4 765</b>		<b>4 765</b>	<b>4 834</b>	
<b>1 416 276</b>		<b>24 369</b>		<b>39 938</b>		<b>1 961 324</b>	<b>1 171 269</b>	



## DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
<b>ASSEMBLÉE NATIONALE</b>	
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>
<b>AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION</b>	
2 Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	12 029
3 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	
4 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	107 740
5 Projets d'infrastructures 2008	5 508
6 Projets d'infrastructures 2015	22 869
<b>Total du portefeuille</b>	<b>148 146</b>
<b>AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION</b>	
7 Financement des programmes de gestion des risques agricoles	103 236
8 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	560
<b>Total du portefeuille</b>	<b>103 795</b>
<b>CULTURE ET COMMUNICATIONS</b>	
9 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	
10 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	1 970
11 Financement des unités autonomes de service	
12 Projets d'infrastructures 2008	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>1 970</b>
<b>ÉCONOMIE ET INNOVATION</b>	
13 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
14 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	3 453
15 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
16 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	16 806
<b>Total du portefeuille</b>	<b>20 259</b>
<b>ÉDUCATION</b>	
17 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	6 478
18 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	931
19 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	106 281
20 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	24 388
21 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	95 485
<b>Total du portefeuille</b>	<b>233 563</b>

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
38		2 721		2 758	1 702	1
<b>38</b>		<b>2 721</b>		<b>2 758</b>	<b>1 702</b>	
				<b>12 029</b>		2
290		94		383	404	3
539		121		108 401	38 854	4
157		42		5 708	33 058	5
244		53		23 166	51 537	6
<b>1 230</b>		<b>311</b>		<b>149 687</b>	<b>123 853</b>	
367		103		103 706	121 694	7
7		751		1 317	715	8
<b>374</b>		<b>854</b>		<b>105 024</b>	<b>122 408</b>	
307		1 300		1 607	1 433	9
				1 970		10
624		815		1 438	200	11
					9 000	12
<b>931</b>		<b>2 115</b>		<b>5 016</b>	<b>10 633</b>	
					400	13
165				3 618	1 535	14
		17		17	102	15
117				16 923	23 564	16
<b>281</b>		<b>17</b>		<b>20 557</b>	<b>25 601</b>	
202		13 591		20 271	22 063	17
		483		1 413	3 477	18
				106 281	41 291	19
		170		24 558	23 370	20
				95 485		21
<b>202</b>		<b>14 243</b>		<b>248 008</b>	<b>90 202</b>	

## DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
<b>ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES</b>	
22 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	
23 Financement d'infrastructures 2018	34 789
24 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
25 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	435
<b>Total du portefeuille</b>	<b>35 224</b>
<b>ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>	
26 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	4 353
27 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	1 000
28 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
29 Formation dans les pénitenciers fédéraux	267
30 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
31 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	52 426
<b>Total du portefeuille</b>	<b>58 047</b>
<b>ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</b>	
32 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>
<b>FINANCES</b>	
33 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	1 014 076 <sup>(1)</sup>
<b>Total du portefeuille</b>	<b>1 014 076</b>
<b>FORÊTS, FAUNE ET PARCS</b>	
34 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
35 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	388
<b>Total du portefeuille</b>	<b>388</b>
<b>JUSTICE</b>	
36 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
37 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>
<b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>	
38 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	118 310
39 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
40 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	15 008
41 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	69 033
42 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	49 645
<b>Total du portefeuille</b>	<b>251 996</b>

(1) Ce montant a été transféré à la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) pour financer des projets d'infrastructures auprès de municipalités. Au 31 mars 2022, les contributions reportées de la SOFIL s'élevaient à 1 425 420 k\$.

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT =		TOTAL 2022	TOTAL 2021	
13	12	25	28	22
		34 789	22 921	23
	93	93		24
19		454	4 726	25
<b>33</b>	<b>105</b>	<b>35 362</b>	<b>27 675</b>	
	2 095	6 448		26
		1 000		27
			10 415	28
		267	184	29
	149	149	148	30
		52 426		31
-	<b>2 243</b>	<b>60 290</b>	<b>10 747</b>	
493		493	976	32
<b>493</b>	-	<b>493</b>	<b>976</b>	
		1 014 076	495 770	33
-	-	<b>1 014 076</b>	<b>495 770</b>	
	1 850	1 850	265	34
321	1 766	2 474	789	35
<b>321</b>	<b>3 616</b>	<b>4 324</b>	<b>1 054</b>	
	489	489	508	36
730	270	1 000		37
<b>730</b>	<b>758</b>	<b>1 489</b>	<b>508</b>	
		118 310	110 611	38
			470	39
		15 008	19 394	40
	62	69 095	68 716	41
		49 645		42
-	<b>62</b>	<b>252 058</b>	<b>199 191</b>	

**DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>	
43 Administration de la Loi sur les armes à feu	
44 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	300
45 Financement des unités autonomes de service	
46 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
47 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	6 357
<b>Total du portefeuille</b>	<b>6 657</b>
<b>TRANSPORTS</b>	
48 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 988
<b>Total du portefeuille</b>	<b>7 988</b>
<b>TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE</b>	
49 Financement du Bureau d'évaluation médicale	
50 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
<b>Total du portefeuille</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 882 107</b>

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2022	TOTAL 2021	
4 759		669		5 428	5 908	43
				300		44
2 609		1 097		3 705	3 670	45
2 359		340		2 698	2 945	46
9 101		4 649		20 107	40 357	47
<b>18 827</b>		<b>6 754</b>		<b>32 238</b>	<b>52 881</b>	
		17 193		25 181	3 234	48
-		17 193		25 181	3 234	
2 435		2 177		4 612	4 686	49
95		58		153	149	50
<b>2 530</b>		<b>2 235</b>		<b>4 765</b>	<b>4 834</b>	
<b>25 990</b>		<b>53 227</b>		<b>1 961 324</b>	<b>1 171 269</b>	



# FONDS SPÉCIAUX





# **1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES**



## Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées

Année financière terminée le 31 mars 2022

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, un mandat spécial, émis en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01), peut autoriser que des dépenses et des investissements soient portés au débit des fonds spéciaux. Ces autorisations ne valent que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, les dépenses et les investissements effectués sont comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière. Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvées à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2022, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés.

### Excédents des dépenses et des investissements sur les sommes approuvées

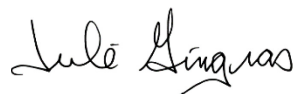
(en milliers de dollars)

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		
Fonds de la cybersécurité et du numérique	3 142	—
Culture et Communications		
Fonds Avenir Mécénat Culture	57	—
Économie et Innovation		
Capital ressources naturelles et énergie	51 472	—
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	463	107 929
Énergie et Ressources naturelles		
Fonds des ressources naturelles	—	71
Fonds d'information sur le territoire	—	13 691

**Excédents des dépenses et des investissements sur les sommes approuvées** (suite)  
(en milliers de dollars)

<b>Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux</b>	<b>Excédents des dépenses</b>	<b>Excédents des investissements</b>
Famille		
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	119 033	—
Finances		
Fonds relatif à l'administration fiscale	609	—
Forêts, Faune et Parcs		
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable territoire forestier	30 011	—
Santé et Services sociaux		
Fonds de soutien aux proches aidants	41 335	—
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	62 598	—
Sécurité publique		
Fonds des services de police	2 838	—
Transports		
Fonds aérien	4 560	—
Fonds de gestion de l'équipement roulant	208	—
Fonds des réseaux de transport terrestre	970 345	—
Travail, Emploi et Solidarité sociale		
Fonds de développement du marché du travail	87 722	—
Fonds québécois d'initiatives sociales	1 007	—
	<b>1 375 400</b>	<b>121 691</b>

La sous-ministre des Finances,



Julie Gingras

La contrôlease des finances,



Lucie Pageau, CPA

Québec, le 1<sup>er</sup> novembre 2022

## **2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX**



AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds régions et ruralité	<u>306 079</u>	<u>181 771</u>	<u></u>
	<u><b>306 079</b></u>	<u><b>181 771</b></u>	<u><b>-</b></u>
<b>Investissements</b>			
Fonds régions et ruralité	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u><b>-</b></u>	<u><b>-</b></u>	<u><b>-</b></u>



AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

FONDS RÉGIONS ET RURALITÉ

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	269 839	267 500	250 000
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers		624	
<b>Total des revenus</b>	<b>269 839</b>	<b>268 124</b>	<b>250 000</b>
<b>Dépenses</b>			
Transfert	306 079	181 771	137 574
Total des dépenses excluant le service de la dette	306 079	181 771	137 574
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>306 079</b>	<b>181 771</b>	<b>137 574</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(36 240)</b>	<b>86 353</b>	<b>112 426</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>36 240</b>	<b>120 580</b>	<b>8 154</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>-</b>	<b>206 933</b>	<b>120 580</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds de la Cybersécurité et du Numérique	127 154	130 296	(3 142)
Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux	<u>492 366</u>	<u>428 252</u>	
	<b><u>619 520</u></b>	<b><u>558 547</u></b>	<b><u>(3 142)</u></b>
<b>Investissements</b>			
Fonds de la Cybersécurité et du Numérique	60 000	35 107	
Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux	<u>99 980</u>	<u>67 329</u>	
	<b><u>159 980</u></b>	<b><u>102 437</u></b>	<b><u>-</u></b>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

FONDS DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec		685	
Revenus divers	120 764	195 712 <sup>(1)</sup>	
<b>Total des revenus</b>	<b>120 764</b>	<b>196 398</b>	<b>-</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	30 457	30 488	
Fonctionnement	95 286	99 047	
Créances douteuses et autres provisions		(2)	
Total des dépenses excluant le service de la dette	125 743	129 534	-
Service de la dette	1 411	762	
<b>Total des dépenses</b>	<b>127 154</b>	<b>130 296</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(6 390)</b>	<b>66 102</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>43 390</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>37 000</b>	<b>66 102</b>	<b>-</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	5 900	105	
Ressources informationnelles	54 100	35 002	
Total des immobilisations	60 000	35 107	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>60 000</b>	<b>35 107</b>	<b>-</b>

Note:

Le 1er janvier 2022, en vertu de l'article 20 de la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (RLRQ, chapitre M-17.1.1), le Fonds de la cybersécurité et du numérique est institué.

(1) Cette somme inclut un revenu d'opération de restructuration de 61 439 k\$, opération effectuée en vertu de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions (L.Q. 2021, c. 33).

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

FONDS DES INFRASTRUCTURES ET DES SERVICES NUMÉRIQUES GOUVERNEMENTAUX  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable		2 056	1 921
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	479 921	363 577	332 746
<b>Total des revenus</b>	<b>479 921</b>	<b>365 633</b>	<b>334 667</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	119 172	91 274	73 248
Fonctionnement	369 000	333 128 <sup>(1)</sup>	194 923
Créances douteuses et autres provisions		1	13
Total des dépenses excluant le service de la dette	488 172	424 403	268 184
Service de la dette	4 194	3 849	3 864
<b>Total des dépenses</b>	<b>492 366</b>	<b>428 252</b>	<b>272 048</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(12 445)</b>	<b>(62 619)</b>	<b>62 619</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>59 316</b>	<b>62 619</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>46 871</b>	<b>-</b>	<b>62 619</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	11 788	3 848	2 251
Ressources informationnelles	88 191	63 481	33 637
Total des immobilisations	99 980	67 329	35 888
Prêts, placements, avances et autres coûts			70 667
<b>Total des investissements</b>	<b>99 980</b>	<b>67 329</b>	<b>106 556</b>

Note:

Le 1er janvier 2022, en vertu de l'article 32 de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions (L.Q. 2021, c. 33), le Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux est aboli.

- (1) Cette somme inclut une dépense d'opération de restructuration de 61 439 k\$, opération effectuée en vertu de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions (L.Q. 2021, c. 33).



## CULTURE ET COMMUNICATIONS

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds Avenir Mécénat Culture	5 004	5 060	(57)
Fonds du patrimoine culturel québécois	<u>45 327</u>	<u>19 994<sup>(1)</sup></u>	
	<u><b>50 331</b></u>	<u><b>25 054</b></u>	<u><b>(57)</b></u>
<b>Investissements</b>			
Fonds Avenir Mécénat Culture			
Fonds du patrimoine culturel québécois			
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Ce montant exclut celui lié à l'application de la norme sur les paiements de transfert étant donné que les dépenses liées à cette application ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

# CULTURE ET COMMUNICATIONS

## FONDS AVENIR MÉCÉNAT CULTURE

### RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Taxes à la consommation	5 000	5 000	5 000
Revenus divers	6	11	32
<b>Total des revenus</b>	<b>5 006</b>	<b>5 011</b>	<b>5 032</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	248		
Fonctionnement			33
Transfert	4 756	5 060	5 064
Total des dépenses excluant le service de la dette	5 004	5 060	5 097
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>5 004</b>	<b>5 060</b>	<b>5 097</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>2</b>	<b>(49)</b>	<b>(65)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>-</b>	<b>304</b>	<b>369</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>2</b>	<b>255</b>	<b>304</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

# CULTURE ET COMMUNICATIONS

## FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS

### RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable		6 592	
Taxes à la consommation	19 500	19 500	23 500
Revenus divers	321	103	232
<b>Total des revenus</b>	<b>19 821</b>	<b>26 196</b>	<b>23 732</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	560	738	
Fonctionnement	20	2	2
Transfert	44 747	16 653	10 894
Total des dépenses excluant le service de la dette	45 327	17 394	10 897
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>45 327</b>	<b>17 394</b>	<b>10 897</b>
Modification comptable – Paiements de transfert		2 600	
<b>Total des dépenses à approuver</b>	<b>45 327</b>	<b>19 994</b>	<b>10 897</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(25 506)</b>	<b>8 802</b>	<b>12 836</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>40 431</b>	<b>40 827</b>	<b>39 112</b>
<b>Redressements des années antérieures</b>			
Revenus			
Dépenses			(11 121)
<b>Total des redressements des années antérieures</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(11 121)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début redressé</b>	<b>40 431</b>	<b>40 827</b>	<b>27 991</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>14 925</b>	<b>49 628</b>	<b>40 827</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			11 121
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11 121</b>





## ÉCONOMIE ET INNOVATION

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Capital ressources naturelles et énergie	1 408	52 880 <sup>(1)</sup>	(51 472)
Fonds du développement économique	634 957	435 707 <sup>(1)</sup>	
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	<u>150</u>	<u>613</u>	<u>(463)</u>
	<b><u>636 515</u></b>	<b><u>489 200</u></b>	<b><u>(51 935)</u></b>
<b>Investissements</b>			
Capital ressources naturelles et énergie	73 500	33 303	
Fonds du développement économique	1 486 157	1 362 971	
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	<u>100 000</u>	<u>207 929</u>	<u>(107 929)</u>
	<b><u>1 659 657</u></b>	<b><u>1 604 203</u></b>	<b><u>(107 929)</u></b>

(1) Ces dépenses excluent celles liées aux quotes-parts des participations. Les prévisions des dépenses liées aux quotes-parts des participations ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

# ÉCONOMIE ET INNOVATION

## CAPITAL RESSOURCES NATURELLES ET ÉNERGIE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Revenus divers	398	4 375	2 204
<b>Total des revenus</b>	<b>398</b>	<b>4 375</b>	<b>2 204</b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement		331	328
Créances douteuses et autres provisions	1 408	52 549	32 413
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		63	1 000
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 408	52 943	33 740
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 408</b>	<b>52 943</b>	<b>33 740</b>
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		(63)	(1 000)
<b>Total des dépenses à approuver</b>	<b>1 408</b>	<b>52 880</b>	<b>32 740</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(1 010)</b>	<b>(48 568)</b>	<b>(31 537)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>44 991</b>	<b>(158 843)</b>	<b>(127 307)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b>43 981</b>	<b>(207 412)</b>	<b>(158 843)</b>
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s		295 826	252 276
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>43 981</b>	<b>88 414</b>	<b>93 433</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	73 500	33 303	7 485
<b>Total des investissements</b>	<b>73 500</b>	<b>33 303</b>	<b>7 485</b>

ÉCONOMIE ET INNOVATION

FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	488 276	194 337	474 718
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec		22 552	15 218
Revenus divers	146 681	231 520	180 492
Transferts du gouvernement fédéral			
<b>Total des revenus</b>	<b>634 957</b>	<b>448 410</b>	<b>670 428</b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement	90 825	136 991	115 957
Transfert	234 475	239 802	137 867
Créances douteuses et autres provisions	217 346	(19 767)	329 906
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		12 703	6 630
Total des dépenses excluant le service de la dette	542 646	369 729	590 360
Service de la dette	92 311	78 680	80 068
<b>Total des dépenses</b>	<b>634 957</b>	<b>448 410</b>	<b>670 428</b>
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		(12 703)	(6 630)
<b>Total des dépenses à approuver</b>	<b>634 957</b>	<b>435 707</b>	<b>663 798</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>85 834</b>	<b>82 984</b>	<b>82 984</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b>85 834</b>	<b>82 984</b>	<b>82 984</b>
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s		(8 476)	26 517
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>85 834</b>	<b>74 508</b>	<b>109 501</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 486 157	1 362 971	1 136 339
<b>Total des investissements</b>	<b>1 486 157</b>	<b>1 362 971</b>	<b>1 136 339</b>

ÉCONOMIE ET INNOVATION

FONDS POUR LA CROISSANCE DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Revenus divers	501	613	123
<b>Total des revenus</b>	<b>501</b>	<b>613</b>	<b>123</b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement		613	144
Créances douteuses et autres provisions	150		
Total des dépenses excluant le service de la dette	150	613	144
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>150</b>	<b>613</b>	<b>144</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>351</b>	<b>-</b>	<b>(21)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>409</b>	<b>(21)</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b>760</b>	<b>(21)</b>	<b>(21)</b>
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s		(6 374)	
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>760</b>	<b>(6 395)</b>	<b>(21)</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	100 000	207 929	
<b>Total des investissements</b>	<b>100 000</b>	<b>207 929</b>	<b>-</b>

## ÉDUCATION

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	<u>97 880</u>	<u>76 416</u> <sup>(1)</sup>	
	<u><b>97 880</b></u>	<u><b>76 416</b></u>	<u><b>-</b></u>
<b>Investissements</b>			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	<u>98 031</u>	<u>32 334</u>	
	<u><b>98 031</b></u>	<u><b>32 334</b></u>	<u><b>-</b></u>

(1) Ce montant exclut celui lié à l'application de la norme sur les paiements de transfert étant donné que les dépenses liées à cette application ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

## ÉDUCATION

### FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable		166 174	
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Taxes à la consommation	90 000	90 000	80 000
Revenus divers	2 017	1 459	2 627
Transferts du gouvernement fédéral			4 000
<b>Total des revenus</b>	<b>92 017</b>	<b>257 633</b>	<b>86 627</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	793	816	802
Fonctionnement	32	28	44
Transfert	97 056	69 168	66 722
Total des dépenses excluant le service de la dette	97 880	70 011	67 568
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>97 880</b>	<b>70 011</b>	<b>67 568</b>
Modification comptable – Paiements de transfert		6 405	
<b>Total des dépenses à approuver</b>	<b>97 880</b>	<b>76 416</b>	<b>67 568</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(5 864)</b>	<b>187 623</b>	<b>19 060</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>201 675</b>	<b>38 859</b>	<b>205 237</b>
<b>Redressements des années antérieures</b>			
Revenus			
Dépenses			(185 437)
<b>Total des redressements des années antérieures</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(185 437)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début redressé</b>	<b>201 675</b>	<b>38 859</b>	<b>19 799</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>195 811</b>	<b>226 481</b>	<b>38 859</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	98 031	32 334	240 270
<b>Total des investissements</b>	<b>98 031</b>	<b>32 334</b>	<b>240 270</b>

## ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds des ressources naturelles	69 662	39 997	
Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	111 843	84 028	
Fonds d'information sur le territoire	<u>146 593</u>	<u>129 659</u>	
	<u><b>328 098</b></u>	<u><b>253 684</b></u>	<u><b>-</b></u>
<b>Investissements</b>			
Fonds des ressources naturelles	625	696	(71)
Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	408	403	
Fonds d'information sur le territoire	<u>63 786</u>	<u>77 477</u>	<u>(13 691)</u>
	<u><b>64 819</b></u>	<u><b>78 576</b></u>	<u><b>(13 762)</b></u>



## ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

### FONDS DES RESSOURCES NATURELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	21 597	21 597	15 055
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits et permis	43 185	42 909	42 151
Revenus divers	125	232	210
<b>Total des revenus</b>	<b>64 907</b>	<b>64 737</b>	<b>57 416</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	17 716	16 305	12 834
Fonctionnement	21 750	12 566	7 239
Transfert	30 195	11 126	17 694
Créances douteuses et autres provisions	1		
Total des dépenses excluant le service de la dette	69 662	39 997	37 767
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>69 662</b>	<b>39 997</b>	<b>37 767</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(4 755)</b>	<b>24 740</b>	<b>19 649</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>38 429</b>	<b>54 386</b>	<b>34 737</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>33 674</b>	<b>79 126</b>	<b>54 386</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	250	544	271
Ressources informationnelles	375	152	155
Total des immobilisations	625	696	426
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>625</b>	<b>696</b>	<b>426</b>

Note :

Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières du volet Aménagement durable du territoire forestier sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Celles du volet Conservation et mise en valeur de la faune, en vigueur depuis le 11 juin 2021, font partie du portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Les informations financières de tous les autres volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.

# ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

## FONDS DE TRANSITION, D'INNOVATION ET D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS <sup>(1)</sup> 2022	RÉELS <sup>(1)</sup> 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	13 400	5 262	49 772
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits et permis	85 265	85 075	36 681
Revenus divers		593	14 832
Transferts du gouvernement fédéral	13 178	4 161	610
<b>Total des revenus</b>	<b>111 843</b>	<b>95 091</b>	<b>101 895</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	1 258	4 856	1 868
Fonctionnement	13 079	33 284	12 191
Transfert	97 506	44 043	89 564
Créances douteuses et autres provisions		1 817	
Total des dépenses excluant le service de la dette	111 843	84 000	103 624
Service de la dette		28	12
<b>Total des dépenses</b>	<b>111 843</b>	<b>84 028</b>	<b>103 636</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>11 063</b>	<b>(1 742)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>-</b>	<b>72</b>	<b>1 814</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>-</b>	<b>11 135</b>	<b>72</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	4		
Ressources informationnelles	404	403	17
Total des immobilisations	408	403	17
Prêts, placements, avances et autres coûts			34 015
<b>Total des investissements</b>	<b>408</b>	<b>403</b>	<b>34 032</b>

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Droits et permis		48	
Revenus divers	181 286	200 563	168 707
<b>Total des revenus</b>	<b>181 286</b>	<b>200 612</b>	<b>168 707</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	51 858	47 761	31 636
Fonctionnement	94 735	81 712	74 768
Créances douteuses et autres provisions		186	3
Total des dépenses excluant le service de la dette	146 593	129 659	106 407
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>146 593</b>	<b>129 659</b>	<b>106 407</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>34 693</b>	<b>70 953</b>	<b>62 300</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>665 717</b>	<b>690 197</b>	<b>627 897</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>700 410</b>	<b>761 150</b>	<b>690 197</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	2 898	2 610	4 245
Ressources informationnelles	1 765	1 520	2 615
Total des immobilisations	4 663	4 130	6 860
Prêts, placements, avances et autres coûts	59 124	73 347	81 626
<b>Total des investissements</b>	<b>63 786</b>	<b>77 477</b>	<b>88 486</b>

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>-</u>
	<u><b>25 000</b></u>	<u><b>25 000</b></u>	<u><b>-</b></u>
<b>Investissements</b>			
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u><b>-</b></u>	<u><b>-</b></u>	<u><b>-</b></u>

# ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	25 000	25 000	25 000
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
<b>Total des revenus</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>
<b>Dépenses</b>			
Transfert	25 000	25 000	25 000
Total des dépenses excluant le service de la dette	25 000	25 000	25 000
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

# ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

## RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds d'électrification et de changements climatiques	1 295 271	1 179 515	
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	<u>269 472</u>	<u>206 141</u>	
	<b><u>1 564 743</u></b>	<b><u>1 385 655</u></b>	<b><u>-</u></b>
<b>Investissements</b>			
Fonds d'électrification et de changements climatiques	1 274	745	
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	<u>250</u>	<u>43</u>	
	<b><u>1 524</u></b>	<b><u>788</u></b>	<b><u>-</u></b>

**ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**
**FONDS D'ÉLECTRIFICATION ET DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<b>PRÉVISIONS</b>	<b>RÉELS <sup>(1)</sup> 2022</b>	<b>RÉELS <sup>(2)</sup> 2021</b>
<b>Revenus</b>			
Droits et permis	1 047 252	1 299 088	721 695
Revenus divers	3 678	4 384	5 355
Transferts du gouvernement fédéral	44 277	37 830	45 461
<b>Total des revenus</b>	<b>1 095 206</b>	<b>1 341 302</b>	<b>772 511</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	34 100	28 277	24 889
Fonctionnement	45 581	26 181	314 327
Transfert	1 215 590	1 124 420	742 212
Créances douteuses et autres provisions		638	389
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 295 271	1 179 515	1 081 818
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 295 271</b>	<b>1 179 515</b>	<b>1 081 818</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(200 065)</b>	<b>161 788</b>	<b>(309 307)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>1 416 497</b>	<b>1 390 310</b>	<b>1 720 254</b>
<b>Redressements des années antérieures</b>			
Revenus			14 825
Dépenses			(35 463) <sup>(3)</sup>
<b>Total des redressements des années antérieures</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(20 638)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début redressé</b>	<b>1 416 497</b>	<b>1 390 310</b>	<b>1 699 616</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>1 216 432</b>	<b>1 552 098</b>	<b>1 390 310</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	1 240	721	1 267
Ressources informationnelles	34	23	278
Total des immobilisations	1 274	745	1 545
Prêts, placements, avances et autres coûts			265
<b>Total des investissements</b>	<b>1 274</b>	<b>745</b>	<b>1 810</b>

# ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

## FONDS D'ÉLECTRIFICATION ET DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES

### RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS <sup>(1)</sup> 2022	RÉELS <sup>(2)</sup> 2021
<b>Dépenses par portefeuille ministériel</b>			
Affaires municipales et Habitation	7 940	5 472	3 956
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	755	411	1 618
Économie et Innovation	5 289	29 821	16 985
Éducation	12 909	19 025	15 053
Énergie et Ressources naturelles	645 657	447 715	315 916
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	119 565	232 680	424 196
Forêts, Faune et Parcs	25 477	15 118	17 281
Relations internationales et Francophonie		9 822	278
Santé et Services sociaux	6 788	3 080	7 824
Sécurité publique	533	807	3 844
Tourisme	523	4 223	270
Transports	465 835	411 341	274 597
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 000		
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 295 271</b>	<b>1 179 515</b>	<b>1 081 818</b>

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(2) Les informations préliminaires publiées en 2020-2021 ont été modifiées pour tenir compte des résultats finaux du fonds pour l'année financière 2020-2021. Ces modifications ne créent pas, dans l'année à laquelle elles se rapportent, d'excédent sur les sommes approuvées.

(3) Le redressement apporté aux années antérieures est relatif à l'obtention des résultats finaux du fonds pour l'année financière 2019-2020. Ce redressement ne crée pas, dans l'année à laquelle il se rapporte, d'excédent sur les sommes approuvées.



# ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

## FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS <sup>(1)</sup> 2022	RÉELS <sup>(1)</sup> 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec		409	186
Droits et permis	153 934	193 663	102 277
Revenus divers	17 374	13 410	314 674
Transferts du gouvernement fédéral	41 578	32 032	4 937
<b>Total des revenus</b>	<b>212 885</b>	<b>239 513</b>	<b>422 074</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	29 511	32 124	22 571
Fonctionnement	14 917	13 339	9 673
Transfert	224 970	160 519	49 213
Créances douteuses et autres provisions	75	158	282
Total des dépenses excluant le service de la dette	269 472	206 141	81 738
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>269 472</b>	<b>206 141</b>	<b>81 738</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(56 587)</b>	<b>33 372</b>	<b>340 336</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>440 017</b>	<b>556 444</b>	<b>182 464</b>
<b>Redressements des années antérieures</b>			
Revenus		(12 232)	590
Dépenses		(27 364)	(6 542) <sup>(2)</sup>
<b>Total des redressements des années antérieures</b>	<b>-</b>	<b>(39 596)</b>	<b>(5 952)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début redressé</b>	<b>440 017</b>	<b>516 848</b>	<b>176 512</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>383 430</b>	<b>550 221</b>	<b>516 847</b>
<b>Immobilisations :</b>			
Tangibles	250	32	103
Ressources informationnelles		12	1 612
Total des immobilisations	250	43	1 715
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>250</b>	<b>43</b>	<b>1 715</b>

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(2) Le redressement apporté aux années antérieures est relatif à l'obtention des résultats finaux du fonds pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021. Ce redressement ne crée pas, dans les années auxquelles il se rapporte, d'excédent sur les sommes approuvées.

## FAMILLE

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	<u>2 743 585</u>	<u>2 862 618 <sup>(1)</sup></u>	<u>(119 033)</u>
	<u><b>2 743 585</b></u>	<u><b>2 862 618</b></u>	<u><b>(119 033)</b></u>
<b>Investissements</b>			
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u><b>-</b></u>	<u><b>-</b></u>	<u><b>-</b></u>

(1) Ce montant exclut celui lié à l'application de la norme sur les paiements de transfert étant donné que les dépenses liées à cette application ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

# FAMILLE

## FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	2 743 585	3 297 269	2 729 858
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers		145	
<b>Total des revenus</b>	<b>2 743 585</b>	<b>3 297 414</b>	<b>2 729 858</b>
<b>Dépenses</b>			
Transfert	2 743 582	2 880 629	2 723 620
Créances douteuses et autres provisions	3	(7)	(67)
Total des dépenses excluant le service de la dette	2 743 585	2 880 622	2 723 553
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>2 743 585</b>	<b>2 880 622</b>	<b>2 723 553</b>
Modification comptable – Paiements de transfert		(18 004)	
<b>Total des dépenses à approuver</b>	<b>2 743 585</b>	<b>2 862 618</b>	<b>2 723 553</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>416 792</b>	<b>6 305</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>-</b>	<b>(416 792)</b>	<b>-</b>
<b>Redressements des années antérieures</b>			
Revenus			
Dépenses			(423 097)
<b>Total des redressements des années antérieures</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(423 097)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début redressé</b>	<b>-</b>	<b>(416 792)</b>	<b>(423 097)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(416 792)</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			423 097
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>423 097</b>

## FINANCES

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds de financement	2 911	2 598 <sup>(1)</sup>	
Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux	235 000	222 438	
Fonds des générations		<sup>(2)</sup>	
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	174 518	111 770	
Fonds du centre financier de Montréal	1 391	1 391	
Fonds du Plan Nord	130 166	69 395	
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	4 376	2 949	
Fonds relatif à l'administration fiscale	<u>1 078 469</u>	<u>1 079 078</u>	<u>(609)</u>
	<u><b>1 626 830</b></u>	<u><b>1 489 619</b></u>	<u><b>(609)</b></u>
<b>Investissements</b>			
Fonds de financement		<sup>(3)</sup>	
Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux			
Fonds des générations		<sup>(2)</sup>	
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis			
Fonds du centre financier de Montréal			
Fonds du Plan Nord			
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	12 381	71	
Fonds relatif à l'administration fiscale	<u></u>	<u></u>	<u></u>
	<u><b>12 381</b></u>	<u><b>71</b></u>	<u><b>-</b></u>

(1) Ces dépenses excluent celles relatives au service de la dette. Les prévisions du service de la dette ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

(2) En vertu de l'article 8 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (RLRQ, chapitre R-2.2.0.1), les prévisions de dépenses et d'investissements du Fonds des générations n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

(3) Conformément à l'article 34 de la Loi sur le ministère des Finances (RLRQ, chapitre M-24.01), les prévisions de prêts et placements n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

## FINANCES

### FONDS DE FINANCEMENT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Revenus divers	1 882 789	1 848 418	1 825 779
<b>Total des revenus</b>	<b>1 882 789</b>	<b>1 848 418</b>	<b>1 825 779</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	1 659	1 559	1 516
Fonctionnement	1 252	1 039	967
Total des dépenses excluant le service de la dette	2 911	2 598	2 483
Service de la dette	1 842 434	1 803 008	1 757 542
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 845 345</b>	<b>1 805 606</b>	<b>1 760 025</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>37 445</b>	<b>42 811</b>	<b>65 754</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>687 546</b>	<b>721 446</b>	<b>655 692</b>
<b>Redressements des années antérieures</b>			
Revenus			
Dépenses		(85 682)	
<b>Total des redressements des années antérieures</b>	<b>-</b>	<b>(85 682)</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début redressé</b>	<b>687 546</b>	<b>635 764</b>	<b>655 692</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>724 991</b>	<b>678 576</b>	<b>721 446</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	12 570 265	12 652 377	11 585 111
<b>Total des investissements</b>	<b>12 570 265</b>	<b>12 652 377</b>	<b>11 585 111</b>

## FINANCES

### FONDS DE L'AIDE FINANCIÈRE À L'INVESTISSEMENT ET DES CONTRATS SPÉCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	235 000	222 438	161 288
<b>Total des revenus</b>	<b>235 000</b>	<b>222 438</b>	<b>161 288</b>
<b>Dépenses</b>			
Transfert	235 000	222 438	161 288
Total des dépenses excluant le service de la dette	235 000	222 438	161 288
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>235 000</b>	<b>222 438</b>	<b>161 288</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## FINANCES

### FONDS DES GÉNÉRATIONS

#### RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Taxes à la consommation	500 000	500 000	500 000
Droits et permis	1 238 000	1 899 391	1 407 648
Revenus divers	632 000	514 632	808 564
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	710 000	703 000	597 000
<b>Total des revenus</b>	<b>3 080 000</b>	<b>3 617 023</b>	<b>3 313 212</b>
<b>Dépenses</b>			
Dépenses			
Total des dépenses excluant le service de la dette	-	-	-
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>3 080 000</b>	<b>3 617 023</b>	<b>3 313 212</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>11 913 156</b>	<b>12 212 369</b>	<b>8 899 156</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>14 993 156</b>	<b>15 829 392</b>	<b>12 212 369</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	3 080 000 <sup>(1)</sup>	3 609 265 <sup>(1)</sup>	3 305 018 <sup>(1)</sup>
<b>Total des investissements</b>	<b>3 080 000</b>	<b>3 609 265</b>	<b>3 305 018</b>

(1) Ce montant correspond aux sommes investies auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

## FINANCES

### FONDS DES REVENUS PROVENANT DE LA VENTE DE CANNABIS (\*) RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Taxes à la consommation	76 303	82 221	75 640
Revenus divers		97	18
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	98 333	75 709	66 504
<b>Total des revenus</b>	<b>174 636</b>	<b>158 027</b>	<b>142 162</b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement	13 096	10 987	9 199
Transfert	160 999	100 782	81 533
Total des dépenses excluant le service de la dette	174 095	111 770	90 732
Service de la dette	423		46
<b>Total des dépenses</b>	<b>174 518</b>	<b>111 770</b>	<b>90 777</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>118</b>	<b>46 257</b>	<b>51 384</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>48 566</b>	<b>60 657</b>	<b>9 272</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>48 684</b>	<b>106 914</b>	<b>60 657</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(\*) Depuis le 24 février 2022, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 25 mars 2021 et modifiant d'autres dispositions (2022, chapitre 3), le nom du Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis est remplacé par celui de Fonds de lutte contre les dépendances.



## FINANCES

### FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	600	600	600
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits et permis	947	1 223	965
<b>Total des revenus</b>	<b>1 547</b>	<b>1 823</b>	<b>1 565</b>
<b>Dépenses</b>			
Transfert	1 391	1 391	1 377
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 391	1 391	1 377
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 391</b>	<b>1 391</b>	<b>1 377</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>157</b>	<b>432</b>	<b>188</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>1 366</b>	<b>1 400</b>	<b>1 212</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>1 522</b>	<b>1 833</b>	<b>1 400</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## FINANCES

### FONDS DU PLAN NORD RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	15 000	15 000	15 000
Impôt sur le revenu et les biens	79 022	86 000	79 022
Revenus divers	354	226	174
<b>Total des revenus</b>	<b>94 376</b>	<b>101 226</b>	<b>94 196</b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement	96	112	100
Transfert	130 070	69 283	60 313
Total des dépenses excluant le service de la dette	130 166	69 395	60 412
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>130 166</b>	<b>69 395</b>	<b>60 412</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(35 790)</b>	<b>31 832</b>	<b>33 784</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>59 068</b>	<b>61 705</b>	<b>27 921</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>23 279</b>	<b>93 537</b>	<b>61 705</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## FINANCES

### FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	462	22	82
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	3 347	3 347	1 534
Droits et permis	8	3	2
Revenus divers	559	14	46
<b>Total des revenus</b>	<b>4 376</b>	<b>3 386</b>	<b>1 665</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	2 613	2 347	2 239
Fonctionnement	1 763	602	626
Total des dépenses excluant le service de la dette	4 376	2 949	2 864
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>4 376</b>	<b>2 949</b>	<b>2 864</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>437</b>	<b>(1 199)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>4 102</b>	<b>4 291</b>	<b>5 490</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>4 102</b>	<b>4 728</b>	<b>4 291</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	10	4	123
Ressources informationnelles	10	67	27
Total des immobilisations	20	71	150
Prêts, placements, avances et autres coûts	12 361		
<b>Total des investissements</b>	<b>12 381</b>	<b>71</b>	<b>150</b>

## FINANCES

### FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Impôt sur le revenu et les biens	1 078 469	1 034 431	1 224 956
Revenus divers		44 566	
<b>Total des revenus</b>	<b>1 078 469</b>	<b>1 078 997</b>	<b>1 224 956</b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement	1 078 469	1 079 078	1 026 180
Transfert			198 695
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 078 469	1 079 078	1 224 874
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 078 469</b>	<b>1 079 078</b>	<b>1 224 874</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>(81)</b>	<b>81</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>-</b>	<b>81</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>81</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>



## FORÊTS, FAUNE ET PARCS

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds des ressources naturelles –	575 300	605 312 <sup>(1)</sup>	(30 011)
Volet aménagement durable du territoire forestier			
	<u>575 300</u>	<u>605 312</u>	<u>(30 011)</u>
<b>Investissements</b>			
Fonds des ressources naturelles –	15 986	11 736	
Volet aménagement durable du territoire forestier			
	<u>15 986</u>	<u>11 736</u>	<u>-</u>

(1) Ce montant exclut celui lié à l'application de la norme sur les paiements de transfert étant donné que les dépenses liées à cette application ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

# FORÊTS, FAUNE ET PARCS

## FONDS DES RESSOURCES NATURELLES – VOLET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE FORESTIER RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	242 890	302 236	351 216
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	1 500		
Droits et permis	307 700	304 827	320 495
Revenus divers	5 553	5 376	11 546
Transferts du gouvernement fédéral	19 458	38 523	24 627
<b>Total des revenus</b>	<b>577 100</b>	<b>650 962</b>	<b>707 884</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	69 798	69 990	63 467
Fonctionnement	329 382	344 672	330 147
Transfert	176 120	188 701	285 125
Créances douteuses et autres provisions			20
Total des dépenses excluant le service de la dette	575 300	603 364	678 759
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>575 300</b>	<b>603 364</b>	<b>678 759</b>
Modification comptable – Paiements de transfert		1 948	
<b>Total des dépenses à approuver</b>	<b>575 300</b>	<b>605 312</b>	<b>678 759</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>1 800</b>	<b>47 598</b>	<b>29 125</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>19 294</b>	<b>54 616</b>	<b>29 851</b>
<b>Redressements des années antérieures</b>			
Revenus			
Dépenses			(4 359)
<b>Total des redressements des années antérieures</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(4 359)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début redressé</b>	<b>19 294</b>	<b>54 616</b>	<b>25 492</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>21 094</b>	<b>102 215</b>	<b>54 616</b>

## FORÊTS, FAUNE ET PARCS

### FONDS DES RESSOURCES NATURELLES – VOLET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE FORESTIER RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	15 021	11 281	4 486
Ressources informationnelles	965	455	1 553
Total des immobilisations	15 986	11 736	6 039
Prêts, placements, avances et autres coûts			4 362
<b>Total des investissements</b>	<b>15 986</b>	<b>11 736</b>	<b>10 400</b>

Note :

Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières du volet Aménagement durable du territoire forestier sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Celles du volet Conservation et mise en valeur de la faune, en vigueur depuis le 11 juin 2021, font partie du portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Les informations financières de tous les autres volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.





## JUSTICE

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds Accès Justice	27 777	21 949	
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	47 319	44 786	
Fonds des registres du ministère de la Justice	46 445	42 969	
Fonds du Tribunal administratif du Québec	49 585	46 140	
Fonds relatif aux contrats publics	<u>6</u>		
	<u><b>171 132</b></u>	<u><b>155 845</b></u>	<u><b>-</b></u>
<b>Investissements</b>			
Fonds Accès Justice			
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels			
Fonds des registres du ministère de la Justice	1 550	528	
Fonds du Tribunal administratif du Québec	4 342	693	
Fonds relatif aux contrats publics			
	<u><b>5 892</b></u>	<u><b>1 221</b></u>	<u><b>-</b></u>

# JUSTICE

## FONDS ACCÈS JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	8 061	7 179	2 374
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	10 841	15 156	11 368
Transferts du gouvernement fédéral	2 605	2 553	2 538
<b>Total des revenus</b>	<b>21 507</b>	<b>24 888</b>	<b>16 281</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	1 672	1 403	1 267
Fonctionnement	19 215	12 903	10 349
Transfert	6 891	7 553	6 050
Créances douteuses et autres provisions		90	83
Total des dépenses excluant le service de la dette	27 777	21 949	17 748
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>27 777</b>	<b>21 949</b>	<b>17 748</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(6 270)</b>	<b>2 939</b>	<b>(1 468)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>7 688</b>	<b>11 249</b>	<b>12 717</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>1 418</b>	<b>14 188</b>	<b>11 249</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## JUSTICE

### FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (\*) RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	7 189	12 241	9 948
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	17 101	22 780	15 872
Transferts du gouvernement fédéral	1 011	700	608
<b>Total des revenus</b>	<b>25 301</b>	<b>35 721</b>	<b>26 427</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	1 685	1 831	1 112
Fonctionnement	3 196	695	382
Transfert	37 833	43 594	39 421
Créances douteuses et autres provisions	4 605	(1 334)	16 664
Total des dépenses excluant le service de la dette	47 319	44 786	57 579
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>47 319</b>	<b>44 786</b>	<b>57 579</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(22 018)</b>	<b>(9 065)</b>	<b>(31 152)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>48 720</b>	<b>39 904</b>	<b>71 056</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>26 703</b>	<b>30 838</b>	<b>39 904</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(\*) Depuis le 13 octobre 2021, en vertu de l'article 11 de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (L.Q. 2021, c. 13), le nom du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels est remplacé par celui de Fonds affecté à l'aide des personnes victimes d'infractions criminelles.

# JUSTICE

## FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable			7 433
Revenus divers	38 863	43 199	39 234
<b>Total des revenus</b>	<b>38 863</b>	<b>43 199</b>	<b>46 667</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	28 748	28 111	29 935
Fonctionnement	17 697	14 858	16 534
Total des dépenses excluant le service de la dette	46 445	42 969	46 469
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>46 445</b>	<b>42 969</b>	<b>46 469</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(7 582)</b>	<b>230</b>	<b>198</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>119 844</b>	<b>124 079</b>	<b>123 881</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>112 262</b>	<b>124 310</b>	<b>124 079</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles	1 550	528	882
Total des immobilisations	1 550	528	882
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>1 550</b>	<b>528</b>	<b>882</b>

# JUSTICE

## FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	19 834	19 834	17 168
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	10 634	10 634	10 526
Droits et permis	500		
Revenus divers	21 620	21 999	17 868
<b>Total des revenus</b>	<b>52 587</b>	<b>52 467</b>	<b>45 562</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	36 971	36 119	35 107
Fonctionnement	12 596	10 012	9 876
Total des dépenses excluant le service de la dette	49 568	46 131	44 982
Service de la dette	17	9	10
<b>Total des dépenses</b>	<b>49 585</b>	<b>46 140</b>	<b>44 992</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>3 002</b>	<b>6 327</b>	<b>570</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>15 806</b>	<b>17 264</b>	<b>16 694</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>18 809</b>	<b>23 591</b>	<b>17 264</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	2 650	65	371
Ressources informationnelles	1 692	628	987
Total des immobilisations	4 342	693	1 358
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>4 342</b>	<b>693</b>	<b>1 358</b>

# JUSTICE

## FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Revenus divers	37	19	53
<b>Total des revenus</b>	<b>37</b>	<b>19</b>	<b>53</b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement	6		5
Total des dépenses excluant le service de la dette	6	-	5
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>5</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>31</b>	<b>18</b>	<b>48</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>8 673</b>	<b>8 684</b>	<b>8 636</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>8 704</b>	<b>8 702</b>	<b>8 684</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	134 840	71 680	
Fonds de soutien aux proches aidants	10 488	51 823	(41 335)
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	357 119	419 717	(62 598)
	<u>502 447</u>	<u>543 220</u>	<u>(103 933)</u>
<b>Investissements</b>			
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis			
Fonds de soutien aux proches aidants			
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	54 174	38 332	
	<u>54 174</u>	<u>38 332</u>	<u>-</u>



# SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

## FONDS DE PRÉVENTION ET DE RECHERCHE EN MATIÈRE DE CANNABIS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	82 318	82 279	71 081
Revenus divers		203	75
<b>Total des revenus</b>	<b>82 318</b>	<b>82 483</b>	<b>71 156</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	3 660	1 428	1 655
Fonctionnement	4 184	145	1 913
Transfert	126 997	70 107	20 779
Total des dépenses excluant le service de la dette	134 840	71 680	24 346
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>134 840</b>	<b>71 680</b>	<b>24 346</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(52 523)</b>	<b>10 803</b>	<b>46 810</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>52 593</b>	<b>73 059</b>	<b>26 249</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>71</b>	<b>83 862</b>	<b>73 059</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

# SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

## FONDS DE SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Taxes à la consommation	8 750	8 750	15 000
Revenus divers	71	61	79
<b>Total des revenus</b>	<b>8 821</b>	<b>8 811</b>	<b>15 079</b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement		41 335	
Transfert	10 488	10 488	17 980
Total des dépenses excluant le service de la dette	10 488	51 823	17 980
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>10 488</b>	<b>51 823</b>	<b>17 980</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(1 667)</b>	<b>(43 012)</b>	<b>(2 901)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>43 045</b>	<b>43 012</b>	<b>45 913</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>41 378</b>	<b>-</b>	<b>43 012</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Note :

En vertu du décret 1358-2021, la date de cessation d'effet des dispositions de la Loi instituant le fonds de soutien aux proches aidants (RLRQ, chapitre F-3.2.1.1) a été fixée au 31 octobre 2021.

## SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

### FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	299 997	371 490	256 351
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	52 043	57 132	56 413
Transferts du gouvernement fédéral		2 650	500
<b>Total des revenus</b>	<b>352 040</b>	<b>431 272</b>	<b>313 263</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	33 874	30 097	29 669
Fonctionnement	213 058	239 000	191 713
Transfert	109 949	150 372	95 780
Créances douteuses et autres provisions			3
Total des dépenses excluant le service de la dette	356 881	419 469	317 166
Service de la dette	238	248	284
<b>Total des dépenses</b>	<b>357 119</b>	<b>419 717</b>	<b>317 450</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(5 079)</b>	<b>11 555</b>	<b>(4 187)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>7 442</b>	<b>5 376</b>	<b>9 562</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>2 364</b>	<b>16 931</b>	<b>5 376</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles	54 174	38 332	53 926
Total des immobilisations	54 174	38 332	53 926
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>54 174</b>	<b>38 332</b>	<b>53 926</b>

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds de la région de la Capitale-Nationale	25 000	25 000	
Fonds des services de police	<u>710 015</u>	<u>712 854</u>	<u>(2 838)</u>
	<u><b>735 015</b></u>	<u><b>737 854</b></u>	<u><b>(2 838)</b></u>
<b>Investissements</b>			
Fonds de la région de la Capitale-Nationale			
Fonds des services de police	<u>17 700</u>	<u>13 402</u>	
	<u><b>17 700</b></u>	<u><b>13 402</b></u>	<u><b>-</b></u>

# SÉCURITÉ PUBLIQUE

## FONDS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	25 000	25 000	21 000
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
<b>Total des revenus</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>21 000</b>
<b>Dépenses</b>			
Transfert	25 000	25 000	21 050
Total des dépenses excluant le service de la dette	25 000	25 000	21 050
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>21 050</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(50)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>50</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

# SÉCURITÉ PUBLIQUE

## FONDS DES SERVICES DE POLICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	346 357	345 509	342 526
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	363 658	367 344	339 610
<b>Total des revenus</b>	<b>710 015</b>	<b>712 854</b>	<b>682 136</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	559 369	567 139	544 387
Fonctionnement	150 446	145 500	137 713
Créances douteuses et autres provisions		152	
Total des dépenses excluant le service de la dette	709 815	712 791	682 101
Service de la dette	200	63	36
<b>Total des dépenses</b>	<b>710 015</b>	<b>712 854</b>	<b>682 136</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	15 700	11 568	11 083
Ressources informationnelles	2 000	1 834	3 600
Total des immobilisations	17 700	13 402	14 683
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>17 700</b>	<b>13 402</b>	<b>14 683</b>



## TOURISME

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds de partenariat touristique	<u>272 812</u>	<u>257 925</u> <sup>(1)</sup>	<u>14 723</u>
	<u><b>272 812</b></u>	<u><b>257 925</b></u>	<u><b>14 723</b></u>
<b>Investissements</b>			
Fonds de partenariat touristique	<u>1 169</u>	<u>843</u>	<u>-</u>
	<u><b>1 169</b></u>	<u><b>843</b></u>	<u><b>-</b></u>

(1) Ce montant exclut celui lié à l'application de la norme sur les paiements de transfert étant donné que les dépenses liées à cette application ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).



# TOURISME

## FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	168 122	227 811	229 271
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			4 398
Taxes à la consommation	94 743	91 184	61 077
Revenus divers	2 916	632	1 538
<b>Total des revenus</b>	<b>265 780</b>	<b>319 626</b>	<b>296 284</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	18 927	17 835	16 907
Fonctionnement	10 354	8 067	9 021
Transfert	243 501	246 746	287 661
Créances douteuses et autres provisions	30		(8)
Total des dépenses excluant le service de la dette	272 812	272 647	313 581
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>272 812</b>	<b>272 647</b>	<b>313 581</b>
Modification comptable – Paiements de transfert		(14 723)	
<b>Total des dépenses à approuver</b>	<b>272 812</b>	<b>257 925</b>	<b>313 581</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(7 032)</b>	<b>46 979</b>	<b>(17 298)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>5 749</b>	<b>(37 881)</b>	<b>15 698</b>
<b>Redressements des années antérieures</b>			
Revenus			8 228
Dépenses			(44 509)
<b>Total des redressements des années antérieures</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(36 281)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début redressé</b>	<b>5 749</b>	<b>(37 881)</b>	<b>(20 583)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>(1 283)</b>	<b>9 098</b>	<b>(37 881)</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	5		
Ressources informationnelles	75	93	366
Total des immobilisations	80	93	366
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 089	750	45 009
<b>Total des investissements</b>	<b>1 169</b>	<b>843</b>	<b>45 375</b>

## TRANSPORTS

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds aérien	87 277	91 837	(4 560)
Fonds de gestion de l'équipement roulant	132 207	132 415	(208)
Fonds de la sécurité routière	58 220	34 184	
Fonds des réseaux de transport terrestre	<u>4 992 874 <sup>(1)</sup></u>	<u>5 963 218 <sup>(1)(2)</sup></u>	<u>(970 345)</u>
	<u><b>5 270 578</b></u>	<u><b>6 221 655</b></u>	<u><b>(975 113)</b></u>
<b>Investissements</b>			
Fonds aérien	37 971	1 439	
Fonds de gestion de l'équipement roulant	55 963	38 761	
Fonds de la sécurité routière	3 198	76	
Fonds des réseaux de transport terrestre	<u>2 932 816</u>	<u>2 694 229</u>	
	<u><b>3 029 947</b></u>	<u><b>2 734 504</b></u>	<u><b>■</b></u>

(1) Ce montant exclut celui lié à la contribution des automobilistes au transport en commun étant donné que les dépenses liées à cette contribution ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 88.5 de la Loi sur les transports (RLRQ, chapitre T-12).

(2) Ce montant exclut celui lié à l'application de la norme sur les paiements de transfert étant donné que les dépenses liées à cette application ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

# TRANSPORTS

## FONDS AÉRIEN

### RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
<b>Revenus</b>			
Revenus divers	<u>87 892</u>	<u>92 467</u>	<u>89 349</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><b>87 892</b></u>	<u><b>92 467</b></u>	<u><b>89 349</b></u>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	25 445	26 906	25 036
Fonctionnement	<u>60 852</u>	<u>64 084</u>	<u>62 959</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	86 297	90 990	87 995
Service de la dette	<u>981</u>	<u>847</u>	<u>772</u>
<b>Total des dépenses</b>	<u><b>87 277</b></u>	<u><b>91 837</b></u>	<u><b>88 767</b></u>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	615	630	582
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<u>62 475</u>	<u>62 381</u>	<u>61 799</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<u><b>63 090</b></u>	<u><b>63 011</b></u>	<u><b>62 381</b></u>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	37 008	933	19 480
Ressources informationnelles	<u>963</u>	<u>6</u>	<u>202</u>
Total des immobilisations	37 971	939	19 682
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>          </u>	<u>500</u>	<u>          </u>
<b>Total des investissements</b>	<u><b>37 971</b></u>	<u><b>1 439</b></u>	<u><b>19 682</b></u>

# TRANSPORTS

## FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	1 268	787	497
Revenus divers	132 290	138 310	127 886
<b>Total des revenus</b>	<b>133 558</b>	<b>139 096</b>	<b>128 383</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	31 286	30 695	29 323
Fonctionnement	95 906	97 266	89 134
Total des dépenses excluant le service de la dette	127 192	127 962	118 457
Service de la dette	5 015	4 453	4 972
<b>Total des dépenses</b>	<b>132 207</b>	<b>132 415</b>	<b>123 429</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>1 351</b>	<b>6 681</b>	<b>4 954</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>16 251</b>	<b>20 686</b>	<b>15 731</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>17 603</b>	<b>27 367</b>	<b>20 686</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	55 330	38 526	40 193
Ressources informationnelles	633	236	
Total des immobilisations	55 963	38 761	40 193
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>55 963</b>	<b>38 761</b>	<b>40 193</b>

# TRANSPORTS

## FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Revenus divers	79 211	52 387	47 885
<b>Total des revenus</b>	<b>79 211</b>	<b>52 387</b>	<b>47 885</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	15 718	1 479	1 377
Fonctionnement	20 281	25 618	21 795
Transfert	18 261	7 087	1 816
Créances douteuses et autres provisions	3 961		
Total des dépenses excluant le service de la dette	58 220	34 184	24 989
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>58 220</b>	<b>34 184</b>	<b>24 989</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>20 992</b>	<b>18 203</b>	<b>22 896</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>58 929</b>	<b>59 238</b>	<b>36 342</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>79 921</b>	<b>77 442</b>	<b>59 238</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	3 198	76	73
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	3 198	76	73
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>3 198</b>	<b>76</b>	<b>73</b>

## TRANSPORTS

### FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	298 361	7 660 493	1 935 587
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	421 375	384 963	239 019
Taxes à la consommation	2 205 000	2 075 136	1 903 766
Droits et permis	1 203 302	1 283 721	1 133 852
Revenus divers	168 977	222 207	172 480
Transferts du gouvernement fédéral	322 601	146 356	251 563
<b>Total des revenus</b>	<b>4 619 616</b>	<b>11 772 876</b>	<b>5 636 267</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	296 094	304 704	279 474
Fonctionnement	1 851 800	2 011 063	1 733 214
Transfert	2 176 648	3 388 237	3 252 148
Créances douteuses et autres provisions	8 657	7 787	6 676
Total des dépenses excluant le service de la dette	4 333 199	5 711 791	5 271 512
Service de la dette	750 093	741 022	726 795
<b>Total des dépenses</b>	<b>5 083 292</b>	<b>6 452 813</b>	<b>5 998 307</b>
Contribution des automobilistes au transport en commun	(90 418)	(90 036)	(88 880)
Modification comptable – Paiements de transfert		(399 559)	
<b>Total des dépenses à approuver</b>	<b>4 992 874</b>	<b>5 963 218</b>	<b>5 909 427</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(463 676)</b>	<b>5 320 063</b>	<b>(362 040)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>1 266 152</b>	<b>(4 015 112)</b>	<b>1 266 152</b>
<b>Redressements des années antérieures</b>			
Revenus			
Dépenses			(4 919 224)
<b>Total des redressements des années antérieures</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(4 919 224)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début redressé</b>	<b>1 266 152</b>	<b>(4 015 112)</b>	<b>(3 653 072)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>802 476</b>	<b>1 304 951</b>	<b>(4 015 112)</b>

# TRANSPORTS

## FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE

### RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	2 908 152	2 673 477	2 370 366
Ressources informationnelles	24 664	20 751	18 328
Total des immobilisations	2 932 816	2 694 228	2 388 693
Prêts, placements, avances et autres coûts			4 919 225
<b>Total des investissements</b>	<b>2 932 816</b>	<b>2 694 229</b>	<b>7 307 918</b>

# TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

## RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>Dépenses</b>			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	41 819	41 370	
Fonds de développement du marché du travail	1 289 144	1 376 866	(87 722)
Fonds des biens et des services	127 105	120 049	
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	23 786	14 614	
Fonds du Tribunal administratif du travail	82 241	78 932	
Fonds québécois d'initiatives sociales	31 585	32 592	(1 007)
	<u><b>1 595 679</b></u>	<u><b>1 664 423</b></u>	<u><b>(88 729)</b></u>
<b>Investissements</b>			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome			
Fonds de développement du marché du travail			
Fonds des biens et des services	1 000	238	
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	17 149	15 303	
Fonds du Tribunal administratif du travail	2 870	1 255	
Fonds québécois d'initiatives sociales			
	<u><b>21 019</b></u>	<u><b>16 796</b></u>	<u><b>-</b></u>



TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	36 632	38 187	36 330
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	3 488	3 503	3 503
Revenus divers			43
<b>Total des revenus</b>	<b>40 120</b>	<b>41 690</b>	<b>39 876</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	1 648	1 353	1 489
Fonctionnement	987	256	354
Transfert	39 183	39 762	38 996
Total des dépenses excluant le service de la dette	41 819	41 370	40 839
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>41 819</b>	<b>41 370</b>	<b>40 839</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(1 699)</b>	<b>320</b>	<b>(963)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>3 626</b>	<b>5 050</b>	<b>6 013</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>1 927</b>	<b>5 370</b>	<b>5 050</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**
**FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2022</u>	<u>RÉELS 2021</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	986 949	1 116 909	1 066 363
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	23 000	1 265	1 427
Droits et permis	5 800	1 947	1 612
Revenus divers	70 765	10 259	4 993
Transferts du gouvernement fédéral	<u>291 246</u>	<u>275 917</u>	<u>407 121</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>1 377 760</u></b>	<b><u>1 406 297</u></b>	<b><u>1 481 516</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	153 447	180 264	173 729
Fonctionnement	54 964	59 905	63 137
Transfert	1 080 733	1 134 836	1 067 553
Créances douteuses et autres provisions		<u>1 861</u>	<u>1 433</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	<u>1 289 144</u>	<u>1 376 866</u>	<u>1 305 852</u>
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>1 289 144</u></b>	<b><u>1 376 866</u></b>	<b><u>1 305 852</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>88 616</b>	<b>29 431</b>	<b>175 664</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b><u>245 855</u></b>	<b><u>283 175</u></b>	<b><u>107 510</u></b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b><u><u>334 471</u></u></b>	<b><u><u>312 606</u></u></b>	<b><u><u>283 175</u></u></b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b><u><u>-</u></u></b>	<b><u><u>-</u></u></b>	<b><u><u>-</u></u></b>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES BIENS ET DES SERVICES  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	70 844	77 268	78 739
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	51 261	48 955	45 776
<b>Total des revenus</b>	<b>122 105</b>	<b>126 223</b>	<b>124 515</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	64 847	75 621	68 178
Fonctionnement	62 221	44 392	44 559
Créances douteuses et autres provisions	20	17	58
Total des dépenses excluant le service de la dette	127 088	120 030	112 795
Service de la dette	17	18	21
<b>Total des dépenses</b>	<b>127 105</b>	<b>120 049</b>	<b>112 816</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>(5 000)</b>	<b>6 174</b>	<b>11 699</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>68 408</b>	<b>80 107</b>	<b>68 408</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>63 408</b>	<b>86 282</b>	<b>80 107</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	1 000	238	411
Ressources informationnelles			44
Total des immobilisations	1 000	238	455
Prêts, placements, avances et autres coûts			2 698
<b>Total des investissements</b>	<b>1 000</b>	<b>238</b>	<b>3 152</b>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	19 986	10 028	9 917
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	3 799	4 585	5 493
<b>Total des revenus</b>	<b>23 786</b>	<b>14 614</b>	<b>15 410</b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement	23 086	13 921	14 785
Total des dépenses excluant le service de la dette	23 086	13 921	14 785
Service de la dette	700	693	625
<b>Total des dépenses</b>	<b>23 786</b>	<b>14 614</b>	<b>15 410</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			5
Ressources informationnelles	17 149	15 303	14 594
Total des immobilisations	17 149	15 303	14 600
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>17 149</b>	<b>15 303</b>	<b>14 600</b>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	5 403	5 403	6 034
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	34	34	34
Revenus divers	76 804	73 495	74 542
<b>Total des revenus</b>	<b>82 241</b>	<b>78 932</b>	<b>80 610</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	63 063	61 876	64 294
Fonctionnement	19 079	16 994	16 259
Créances douteuses et autres provisions		2	2
Total des dépenses excluant le service de la dette	82 142	78 873	80 554
Service de la dette	99	59	56
<b>Total des dépenses</b>	<b>82 241</b>	<b>78 932</b>	<b>80 610</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>11 488</b>	<b>11 488</b>	<b>11 488</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>11 488</b>	<b>11 488</b>	<b>11 488</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles	1 810	807	942
Ressources informationnelles	1 060	448	498
Total des immobilisations	2 870	1 255	1 440
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>2 870</b>	<b>1 255</b>	<b>1 440</b>

## TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

## FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

## RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2022	RÉELS 2021
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	31 669	33 002	30 700
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	70	377	52
<b>Total des revenus</b>	<b>31 739</b>	<b>33 380</b>	<b>30 751</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	354	311	319
Fonctionnement	277	116	75
Transfert	30 954	32 184	31 122
Créances douteuses et autres provisions		(19)	15
Total des dépenses excluant le service de la dette	31 585	32 592	31 531
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>31 585</b>	<b>32 592</b>	<b>31 531</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	<b>154</b>	<b>787</b>	<b>(779)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début</b>	<b>538</b>	<b>700</b>	<b>1 479</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>692</b>	<b>1 487</b>	<b>700</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>



### **3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX**



## SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

<b>FONDS SPÉCIAUX</b>	<b>Revenus</b>	<b>Dépenses</b>	<b>=</b>
<b>AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION</b>			
1 Fonds régions et ruralité	268 124	181 771	
<b>CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE</b>			
2 Fonds de la Cybersécurité et du Numérique	196 398	130 296	
3 Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux	365 633	428 252	
<b>CULTURE ET COMMUNICATIONS</b>			
4 Fonds Avenir Mécénat Culture	5 011	5 060	
5 Fonds du patrimoine culturel québécois	26 196	17 394	
<b>ÉCONOMIE ET INNOVATION</b>			
6 Capital ressources naturelles et énergie	4 375	52 943	
7 Fonds du développement économique	448 410	448 410	
8 Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	613	613	
<b>ÉDUCATION</b>			
9 Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	257 633	70 011	
<b>ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES</b>			
10 Fonds des ressources naturelles	64 737	39 997	
11 Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques (*)	95 091	84 028	
12 Fonds d'information sur le territoire	200 612	129 659	
<b>ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>			
13 Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	25 000	
<b>ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</b>			
14 Fonds d'électrification et de changements climatiques (*)	1 341 302	1 179 515	
15 Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État (*)	239 513	206 141	
<b>FAMILLE</b>			
16 Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	3 297 414	2 880 622	
<b>FINANCES</b>			
17 Fonds de financement	1 848 418	1 805 606	
18 Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux	222 438	222 438	
19 Fonds des générations	3 617 023		
20 Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	158 027	111 770	
21 Fonds du centre financier de Montréal	1 823	1 391	
22 Fonds du Plan Nord	101 226	69 395	
23 Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	3 386	2 949	
24 Fonds relatif à l'administration fiscale	1 078 997	1 079 078	
<b>FORÊTS, FAUNE ET PARCS</b>			
25 Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	650 962	603 364	

(\*) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs ayant eu lieu lors de la constitution du fonds spécial :  
 – avance de 102 k\$ au Fonds des ressources naturelles;  
 – avance de 448 k\$ au Fonds d'information sur le territoire;  
 – avance de 18 114 k\$ au Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier.  
 Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2021-2022.

	ACTIFS			PASSIFS			
	Surplus (déficit) de l'exercice	Avances au fonds général +	Autres actifs -	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général -	Autres passifs =	Solde du fonds	
	86 353	226 712			19 779	206 933	1
	66 102		582 632	372 942	143 588	66 102	2
	(62 619)						3
	(49)	3 443			3 188	255	4
	8 802	50 867	6 592		7 831	49 628	5
	(48 568)	694 880	394 104	1 000 000	570	88 414	6
			5 538 800	4 938 642	525 650	74 508	7
		292 115	202 194	500 000	705	(6 395)	8
	187 623	42 944	354 189		170 652	226 481	9
	24 740	79 219	3 450	102 <sup>(1)</sup>	3 441	79 126	10
	11 063	79 181	22 957		91 003	11 135	11
	70 953	26 570	763 164	448 <sup>(1)</sup>	28 135	761 150	12
		25 000			25 000		13
	161 788	1 779 617	84 534		312 053	1 552 098	14
	33 372	471 252	227 384		148 416	550 221	15
	416 792		635 595	81 899	553 696		16
	42 811	7 425	79 408 658	77 999 043	738 464	678 576	17
		222 438			222 438		18
	3 617 023		15 829 392			15 829 392	19
	46 257	54 075	68 473		15 634	106 914	20
	432	1 826	7			1 833	21
	31 832	139 597	18		46 078	93 537	22
	437		6 977		2 249	4 728	23
	(81)		2 257	2 257			24
	47 598	236 496	116 556	18 114 <sup>(1)</sup>	232 723	102 215	25

# SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2022  
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX	Revenus –	Dépenses =
<b>JUSTICE</b>		
26 Fonds Accès Justice	24 888	21 949
27 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	35 721	44 786
28 Fonds des registres du ministère de la Justice	43 199	42 969
29 Fonds du Tribunal administratif du Québec	52 467	46 140
30 Fonds relatif aux contrats publics	19	0
<b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>		
31 Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	82 483	71 680
32 Fonds de soutien aux proches aidants	8 811	51 823
33 Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	431 272	419 717
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>		
34 Fonds de la région de la Capitale-Nationale	25 000	25 000
35 Fonds des services de police	712 854	712 854
<b>TOURISME</b>		
36 Fonds de partenariat touristique	319 626	272 647
<b>TRANSPORTS</b>		
37 Fonds aérien	92 467	91 837
38 Fonds de gestion de l'équipement roulant	139 096	132 415
39 Fonds de la sécurité routière	52 387	34 184
40 Fonds des réseaux de transport terrestre	11 772 876	6 452 813
<b>TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE</b>		
41 Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	41 690	41 370
42 Fonds de développement du marché du travail	1 406 297	1 376 866
43 Fonds des biens et des services	126 223	120 049
44 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	14 614	14 614
45 Fonds du Tribunal administratif du travail	78 932	78 932
46 Fonds québécois d'initiatives sociales	33 380	32 592
<b>Total des fonds spéciaux</b>	<b>30 012 664</b>	<b>19 860 939</b>
<b>Conciliation des états financiers des fonds spéciaux avec la note 6, « Informations complémentaires – Informations par secteurs de reddition de comptes », présentée dans la section A, « Analyse des états financiers consolidés », du volume 1 des Comptes publics 2021-2022</b>		
Élimination des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux	(1 387 752)	(1 387 752)
Fonds des générations (présenté distinctement dans les informations par secteurs de reddition de comptes)	(3 617 023)	
Harmonisation des conventions comptables de certains fonds spéciaux avec celles adoptées par le Conseil du trésor	(2 036)	(16 682)
Autres ajustements	8 280	39 582
<b>Informations par secteurs de reddition de comptes – Fonds spéciaux</b>	<b>25 014 133</b>	<b>18 496 087</b>

- (1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs ayant eu lieu lors de la constitution du fonds spécial :  
– avance de 9 382 k\$ au Fonds des services de police;  
– avance de 43 033 k\$ au Fonds aérien.  
Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2021-2022.

	ACTIFS		PASSIFS		Solde du fonds	
	Avances au fonds général +	Autres actifs -	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général -	Autres passifs =		
Surplus (déficit) de l'exercice						
2 939	22 013	2 264		10 089	14 188	26
(9 065)	14 545	16 410		117	30 838	27
230	151 277	3 923		30 891	124 310	28
6 327		35 635		12 044	23 591	29
18	8 713			10	8 702	30
10 803	96 990	61		13 189	83 862	31
(43 012)						32
11 555	35 000	526 930	119 612	425 386	16 931	33
		149 057	93 191 <sup>(1)</sup>	55 866		34
						35
46 979	96 699	89 540	2 917	174 224	9 098	36
630	70 886	101 413	82 057 <sup>(1)</sup>	27 231	63 011	37
6 681	1 161	268 540	217 530	24 804	27 367	38
18 203	62 407	20 209		5 175	77 442	39
5 320 063	915 587	36 196 237	23 921 679	11 885 194	1 304 951	40
320	7 470	10		2 111	5 370	41
29 431	438 206	7 506		133 107	312 606	42
6 174	66 623	35 409		15 750	86 282	43
	7 324	46 345	47 966	5 703		44
	16 141	36 140		40 793	11 488	45
787	1 308	218		38	1 487	46
10 151 725	6 446 009	141 783 781	109 398 400	16 153 017	22 678 373	
(3 617 023)						
14 646						
(31 302)						
6 518 045						



